

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

**Direction Régionale de l'environnement
de l'aménagement et du logement
de NORMANDIE**

Unité Départementale Rouen Dieppe

Nos réf. : UDRD.2019.03.168.ET AP/ChH

Affaire suivie par : Alain PLANQUAIS
alain.planquais@developpement-durable.gouv.fr

Tél. : 02 32 91 97 74 – Fax : 02 32 91 97 97

Arrêté complémentaire du 10 MAI 2019 **autorisant une installation de Cristal Union**

Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

- Vu le code de l'environnement notamment son livre V ;
- Vu le décret en date du 1er avril 2019 portant nomination du préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime M. DURAND Pierre-André ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 19-76 du 23 avril 2019 portant délégation de signature à M. Yvan CORDIER, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu les actes antérieurs notamment, l'arrêté préfectoral du 02/02/2004 délivrés pour l'exploitation de la sucrerie implantée sur le territoire de la commune de Fontaine le Dun ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 16 juin 1981 autorisant, en particulier l'exploitation du bassin Bourrienne 1 « B1 » d'un volume de 750 000 m³ ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 14 juin 1994 autorisant, en particulier l'exploitation du bassin Terre d'Or « T0 » d'un volume de 550 000 m³ ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 02/02/2004 autorisant, en particulier l'exploitation du bassin Bourrienne 2 « B2 » d'un volume de 550 000 m³ ;
- Vu l'arrêté du 11 décembre 2017 autorisant l'épandage par ferti-irrigation de parcelles agricoles des effluents de la sucrerie ;
- Vu l'arrêté du 31 mai 2018 autorisant l'épandage de boues de station d'épuration sur des parcelles agricoles ;
- Vu la nomenclature des opérations soumises à autorisation en application des articles L.214-1 à L.214-3 (IOTA) du code de l'environnement ;

- Vu en particulier la rubrique 3.2.5.0 relative aux barrages de retenue ou ouvrages assimilés relevant des critères de classement prévus par l'article R.214-112 du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté de mesures d'urgence du 9 juillet 2015 imposant à la société VERMANDOISE INDUSTRIES, la réalisation de travaux de sécurisation et le suivi des bassins de rétention des eaux de « Bourienne 1 » et « Terre d'or » ;
- Vu le récépissé du 15/04/2016 de changement d'exploitant précisant que la société CRISTAL UNION a repris les activités de la société VERMANDOISE INDUSTRIES à Fontaine le Dun ;
- Vu la preuve de dépôt n° 2018/0781 relative à la reprise des activités exercées par la société SIDEFO spécialisée dans la déshydratation des pulpes de betteraves par la société CRISTAL UNION (prise effective des activités le 14/06/2018 et date de déclaration de changement d'exploitant le 25/06/2018) ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 22 mars 2019 ;
- Vu l'avis en date du 16 avril 2019 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours duquel le demandeur a été entendu (a eu la possibilité d'être entendu) ;
- Vu la transmission du projet d'arrêté faite à l'exploitant le 18 avril 2019 ;
- Vu la réponse de l'exploitant en date du 6 mai 2019 ;

CONSIDÉRANT :

que l'exploitation des bassins TO, B1 et B2 bénéficie du droit d'antériorité ;

que la société CRISTAL UNION a procédé à des modifications/ajouts d'installations, à savoir notamment : remplacement du four à chaux (2011), nouveaux cyclo-filtre de dépoussiérage, circuit de transfert entre les silos horizontal et vertical... (2016), nouvel atelier de décalcification (2017), nouvelles installations de l'atelier d'ensachage (2017), bâtiment pour épaissir des boues de la STEP interne (porter à connaissance d'octobre 2017), méthaniseur (porter à connaissance de janvier 2018), nouveaux bassins B3 et B4 (porter à connaissance de juillet 2018) et nouvelle chaudière biogaz / gaz naturel (porter à connaissance de février 2019) ;

que ces modifications nécessitent d'actualiser les prescriptions applicables à l'établissement ;

que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

qu'afin d'améliorer la lisibilité des prescriptions applicables aux différentes installations du site qui a fait l'objet d'arrêtés préfectoraux, ces exigences ont été regroupées en un unique arrêté "consolidé" qui regroupe les dispositions applicables à l'établissement, hormis celles liées à la surveillance pérenne des substances dans l'eau, à la ferti-irrigation et à l'épandage de boues de la STEP ;

qu'il est nécessaire de renforcer les dispositions quant au contenu des différents dossiers (d'ouvrage...) et de suivi (dispositifs de surveillance, actions, périodicité des contrôles...) liés à la problématique de l'exploitation des bassins TO, B1 et B2 ;

qu'aux termes de l'article L. 512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

ARRÊTE

Article 1^{er} -

La société CRISTAL UNION, dont le siège social est Route d'Arcis Sur Aube -Villette Sur Aube (10700), est autorisé à exploiter les installations dont la liste figure dans les prescriptions annexées au présent arrêté.

La présente autorisation est accordée sous réserve du respect des prescriptions d'exploitation ci-annexées.

Article 2 -

Une copie du présent arrêté est tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution et est affiché en permanence de façon visible à l'intérieur du site.

Article 3 -

En cas de contraventions dûment constatées aux dispositions qui précèdent, le titulaire du présent arrêté peut faire l'objet, indépendamment de sanctions pénales, de sanctions administratives prévues par la législation sur les installations classées.

Sauf cas de force majeure, le présent arrêté cesse de produire effet si l'établissement n'est pas exploité pendant deux années consécutives.

Article 4 -

Au cas où la société est amenée à céder son exploitation, le nouvel exploitant ou son représentant en fait la déclaration aux services préfectoraux, dans le mois suivant la prise en charge de l'exploitation.

S'il est mis un terme au fonctionnement de l'activité, l'exploitant est tenu d'en faire la déclaration au moins trois mois avant la date de cessation, dans les formes prévues à l'article R. 512-74 du code de l'environnement, et de prendre les mesures qui s'imposent pour remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Article 5 -

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de ROUEN. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée et d'un an pour les tiers à compter du jour de sa publication.

Article 6 – Délais et voies de recours

Les délais de caducité de l'autorisation environnementale sont ceux mentionnés à l'article R.181-48 du Code de l'environnement.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de ROUEN .

1° par les demandeurs, ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;

2° par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

- l'affichage en mairie desdits actes dans les conditions prévues au 7 du présent arrêté ;
et,
- la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue à l'article 7 du présent arrêté ; cette publication est réalisée par le représentant de l'État dans le département, dans un délai de quinze jours à compter de son adoption.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application par le site télérecours citoyens, accessible par le site www.telerecours.fr

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Article 7 – Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement, une copie du présent arrêté d'autorisation environnementale est déposé à la mairie de Fontaine le Dun et peut y être consulté.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Fontaine le Dun pendant une période minimale d'un mois. Le maire de la commune de Fontaine le Dun fait connaître, par procès-verbal, adressé à la préfecture de la Seine-Maritime, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 8 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, le maire de la commune de Fontaine le Dun, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, la directrice de l'agence régionale de santé, ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie est affichée pendant une durée minimum d'un mois aux portes de la mairie de FONTAINE LE DUN.

Fait à ROUEN, le

10 MAI 2019

Pour le préfet de la Seine-Maritime
et par délégation,
le secrétaire général

A blue ink signature, appearing to be 'Yvan CORDIER', written in a cursive style.

Yvan CORDIER

Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral
du 10 MAI 2019

Pour le préfet de la Seine-Maritime
et par délégation,
le secrétaire général



Yvan CORDIER

SOCIETE CRISTAL UNION

p 5 / 108

LISTE DES CHAPITRES

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES.....	7
CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION.....	7
CHAPITRE 1.2 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION.....	13
CHAPITRE 1.3 DURÉE DE L'AUTORISATION.....	13
CHAPITRE 1.4 RÉGLEMENTATION.....	14
TITRE 2 - GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT.....	17
CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS.....	17
CHAPITRE 2.2 RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES.....	18
CHAPITRE 2.3 PROPRETÉ ET INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE.....	18
CHAPITRE 2.4 DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU.....	19
CHAPITRE 2.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS ET INFORMATIONS.....	19
CHAPITRE 2.6 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION.....	19
CHAPITRE 2.7 DOCUMENTS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION.....	19
TITRE 3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE.....	20
CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS.....	20
CHAPITRE 3.2 CONDITIONS DE REJET.....	21
TITRE 4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES.....	26
CHAPITRE 4.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU.....	26
CHAPITRE 4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES.....	29
CHAPITRE 4.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU.....	30
TITRE 5 - DÉCHETS.....	36
CHAPITRE 5.1 PRINCIPES DE GESTION.....	36
TITRE 6 - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS.....	40
CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	40
CHAPITRE 6.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES.....	40
CHAPITRE 6.3 VIBRATIONS.....	41
TITRE 7 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES.....	42
CHAPITRE 7.1 GÉNÉRALITÉS.....	42
CHAPITRE 7.2 DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES.....	44
CHAPITRE 7.3 DISPOSITIF DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS.....	45
CHAPITRE 7.4 DISPOSITIONS D'EXPLOITATION.....	51

TITRE 8 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT.....	56
CHAPITRE 8.1 SILOS DE STOCKAGE DE SUCRE.....	56
CHAPITRE 8.2 RÉCEPTION, TRANSPORT ET LAVAGE DES BETTERAVES.....	71
CHAPITRE 8.3 POSTES ET TUYAUTERIES DE GAZ NATUREL.....	71
CHAPITRE 8.4 INSTALLATIONS DE COMBUSTION.....	72
CHAPITRE 8.5 TRANSFORMATEURS.....	72
CHAPITRE 8.6 TOURS AÉRORÉFRIGÉRANTES ET INSTALLATIONS DE CLIMATISATION.....	73
CHAPITRE 8.7 LOCAUX DES COMPRESSEURS ET DES GROUPES ÉLECTROGÈNES.....	73
CHAPITRE 8.8 STOCKAGE DE COKE/ANTHRACITE ET PIERRE A CHAUX.....	73
CHAPITRE 8.9 RÉSERVOIRS DE STOCKAGES.....	74
CHAPITRE 8.10 RÉSERVOIR DE MÉLASSE.....	74
CHAPITRE 8.11 FOUR À CHAUX.....	75
CHAPITRE 8.12 - INSTALLATIONS DE PRODUCTION.....	77
CHAPITRE 8.13 - INSTALLATIONS DE L'ATELIER DE DÉSHYDRATATION DES.....	77
PULPES DE BETTERAVES.....	77
CHAPITRE 8.14 BASSINS DE STOCKAGE.....	79
CHAPITRE 8.15 UNITÉ DE MÉTHANISATION.....	92
CHAPITRE 8.16 BASSIN DES REJETS ACCIDENTELS.....	98
CHAPITRE 8.17 STOCKAGES ET DISTRIBUTION DE LIQUIDES INFLAMMABLES.....	98
CHAPITRE 8.18 ÉQUIPEMENTS SOUS PRESSION.....	98
CHAPITRE 8.19 STATION D'ÉPURATION INTERNE ET INSTALLATIONS D'ÉPAISSISSEMENT ET DE STOCKAGE DES BOUES D'ÉPURATION.....	98
TITRE 9 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS.....	100
CHAPITRE 9.1 PROGRAMME D'AUTOSURVEILLANCE.....	100
CHAPITRE 9.2 MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTOSURVEILLANCE.....	100
CHAPITRE 9.3 SUIVI, INTERPRÉTATION ET DIFFUSION DES RÉSULTATS.....	103
CHAPITRE 9.4 BILANS PÉRIODIQUES.....	104
TITRE 10 - EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE, LUTTE CONTRE LES GAZ À EFFET DE SERRE, DES POLLUTIONS LUMINEUSES ET DES PERTES D'UTILITÉS.....	105
TITRE 11 - RÉEXAMEN PÉRIODIQUE ET RAPPORT DE BASE.....	107
TITRE 12 - ÉCHÉANCIER.....	108

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation

ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société CRISTAL UNION dont le siège social est situé Route d'Arcis Sur Aube-Villette Sur Aube (10700), est autorisé à exploiter sur la commune de Fontaine le Dun, les installations dont la liste figure dans les prescriptions annexées au présent arrêté.

Les prescriptions annexées aux arrêtés « Cristal Union » des 16/06/1981, 16/06/1994, 13/02/2001, 02/02/2004, 06/10/2004, 08/01/2007 et 09/07/2015 et aux arrêtés « SIDEFO » des 16/03/1973 et 20/08/2001, sont abrogées et sont remplacées par les prescriptions suivantes du présent arrêté.

ARTICLE 1.1.2. INSTALLATIONS NON VISÉES PAR LA NOMENCLATURE OU SOUMISES À DÉCLARATION OU SOUMISES A ENREGISTREMENT

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement sont applicables aux installations classées soumises à enregistrement incluses dans l'établissement dès lors que ces prescriptions générales ne sont pas contraires à celles fixées dans le présent arrêté.

ARTICLE 1.1.3. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

RUBRIQUE	INTITULÉ DE LA RUBRIQUE	NIVEAUX D'ACTIVITÉS	RÉGIME
3110	Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW	<p>Chaufferie usine (gaz naturel) : 2 chaudières Babcock AGD (2 × 38 MW) et 1 chaudière Babcock FML (24 MW)</p> <p>Four à chaux (anthracite/coke) de puissance thermique nominale en PCI de 8 MW</p> <p>Chaufferies annexes (gaz naturel) : 1 chaudière « silos » de 720 kW 1 chaudière « bureaux » de 560 kW Aérothermes et radiants « ateliers et magasin » de 394 kW</p> <p>Un four de séchage de 30 MW (gaz naturel) de capacité évaporatoire 30 tonnes d'eau/heure</p>	A(*)

		Chaudière mixte* (biogaz/gaz naturel) de 7 MW Soit une puissance thermique nominale totale de 146,7 MW	
3310-b	Production de ciment, de chaux et d'oxyde de magnésium : b) production de chaux dans des fours avec une production supérieure à 50 t/j	1 four pour la fabrication de chaux : Production maximale de 154 t/j	A
<u>3642-2 - Rubrique principale</u>	Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus : 2. Uniquement de matières premières végétales, avec une capacité de production supérieure à 300 tonnes de produits finis par jour ou 600 tonnes par jour lorsque l'installation fonctionne pendant une durée maximale de 90 jours consécutifs en un an.	La capacité journalière maximale de production est pour le sucre cristallisé de 2 000 t et pour la mélasse de 350 t La capacité journalière maximale de production est de 2 400 t de pulpes de betteraves sur-pressées et de 460 t de pulpes déshydratées	A
2160-2-a	Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable 2. Autres installations : a) si le volume total de stockage est supérieur à 15 000 m³	Sucre : silo vertical de 32 200 m³ (environ 25 000 t de sucre) Pellets : silo vertical de 4 650 m³ et 2 trémies de 200 m³ Soit un volume total de stockage de 37 250 m³	A
4130-2a	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) supérieure ou égale à 10 t	Une cuve aérienne de stockage de formol à 30 % (25 m³), soit une capacité de stockage de 27 t	A
4801-1	Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1) supérieure ou égale à 500 t	La capacité maximale de stockage de coke et d'anthracite est de 2 000 t	A
2160-1-a	Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable. 1. Silos plats : a) si le volume total de stockage est supérieur à 15 000 m³	La quantité maximale de sucre stockée dans le silo plat est de 61 800 m³ (environ 50 000 t de sucre)	E (*)

2921-a	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installations de): a) la puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3 000 kW	Tours aéroréfrigérantes : - « Réfrigérant Principal » : 51 000 kW - « Refroidissement Turbo » : 930 kW Soit une puissance thermique évacuée de 51,930 MW	E
1630-2	Soude ou potasse caustique (emploi ou stockage de lessive de) Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. supérieure à 100 t, mais inférieure ou égale à 250 t	1 cuve de lessive de soude à 30 % : 50 m ³ soit 66 t et 1 cuve de lessive de soude à 30 % 40 m ³ soit 53 t, soit un stockage maximal de 119 t	D
1185.2.a	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). Emploi dans des équipements clos en exploitation de gaz à effet de serre fluorés ou de substances qui appauvrissent la couche d'ozone	Climatiseurs salles électriques, bureaux et laboratoires (Fluide R410A avec charge > 2 kg) : 11 installations soit <u>au total 49,1 kg</u> ; Groupe de conditionnement d'air des silos (Fluide R422D, charge 75 kg) : 3 installations soit <u>au total 225 kg</u> . La quantité cumulée est de 274,1 kg	NC (*)
1435	Stations-services : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant : 2. supérieur à 100 m ³ d'essence ou 500 m ³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m ³	Distribution annuelle : - en Gazole Non Routier (GNR) = 100 m ³ /an - en Gazole = 20 m ³ /an Le volume maximal délivré est de 120 m³/an	NC
1510	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substance combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou remisage de véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts frigorifiques.	La quantité maximale de sucre ensaché stocké est inférieure à 500 t	NC
1530	Papier, carton ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de) à l'exception des établissements recevant du public	Stockage d'emballages (sacs en papier, carton...) Le stockage maximal est de 80 m³	NC
1532	Bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la	Stockage de 1 000 à 1 200 palettes en bois. Le stockage maximal est de 160 m³	NC

	définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public		
2515-1	Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515-2	Criblage de pierre à chaux avant introduction dans le four à chaux. La puissance installée est de 4,4 kW	NC
2560	Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230 - a et 3230 - b	Tournage, fraisage, affûtage. La puissance totale installée des machines fixes est de 30 kW	NC
2663-2	Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de)	Stockage de films plastiques dans l'atelier ensachage Le stockage maximal est de 40 m³	NC
4331	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330	Alcool Isopropylique : 10 fûts de 100 L La quantité maximale est de 1,58 t	NC
4718	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène).	5 bouteilles de propane de 35 kg soit 175 kg La quantité maximale est de 0,175 t	NC
4719	Acétylène	4 bouteilles de 7 m³ La quantité maximale stockée est de 33 kg	NC
4725	Oxygène	13 bouteilles de 10,6 m³, soit une quantité maximale stockée 0,197 t	NC
4734-2	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphtas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.	Stockage aérien : - Gazole Non Routier : 3 cuves aériennes 10 m³ / 10 m³ / 1 m³ - Gazole : 1 cuve aérienne de 10 m³ La quantité maximale stockée est de 31 m³ soit 26,2 t	NC

4741	Les mélanges d'hypochlorite de sodium classés dans la catégorie de toxicité aquatique aiguë 1 [h400] contenant moins de 5 % de chlore actif et non classés dans aucune des autres classes, catégories et mentions de danger visées dans les autres rubriques pour autant que le mélange en l'absence d'hypochlorite de sodium ne serait pas classé dans la catégorie de toxicité aiguë 1 [H400]	Stockage en conditionné de 1 m ³ (GRV) : 3 La quantité maximale stockée est de 3 m³	NC
------	---	---	----

Notas (*) :

A (Autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), NC (Non Classé)

La Chaudière mixte biogaz/gaz naturel peut être utilisée en biogaz, en gaz naturel ou en mélange biogaz/gaz naturel. Elle est utilisée principalement pour valoriser le biogaz par production de vapeur vers le process sucrerie, mais peut également être utilisée en gaz naturel pour réaliser un appoint supplémentaire de vapeur en complément de la production de la chaufferie principale en cas de panne d'une des 3 chaudières. Elle peut aussi être utilisée pour les besoins de production d'eau chaude pendant les nettoyages de fin de campagne.

Cette autorisation d'exploiter vaut autorisation d'émettre des gaz à effets de serre prévue à l'article L.229-6 du code de l'environnement au titre de la directive 2003/87/CE. Les articles R.229-5 et suivants du code de l'environnement sont donc applicables aux installations visées.

Rubrique principale :

Au sens de l'article R.515-61, la rubrique principale est la rubrique 3642 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et les meilleures techniques disponibles sont celles faisant référence au BREF FDM relatif aux industries agroalimentaires et laitières d'août 2006 .

L'exploitant met en œuvre toute procédure et tout dispositif pour ne pas dépasser les valeurs du tableau suivant :

	Consommation par tonne de betterave transformée
Eau	0,3 m ³
Énergie totale consommée	250 kWh

ARTICLE 1.1.4. SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Activité	Commune	N°s des parcelles
Sucrerie (transformation des betteraves)	Fontaine le Dun	C7, C29, C71 (pour partie), C72, C308, C449, C450, C451, C452, ZC146 (pour partie), ZC150 et ZE48
STEP, y compris le traitement et le stockage des boues)	Fontaine le Dun	C479
Bassins de terre et lagune	Fontaine le Dun	ZE35, ZE38, ZE43, ZE45, ZE47, ZE49, ZE2 et ZE46
	Houdetot	B149, B153 (pour partie), B409, B419, ZB38, ZB39, ZB41 et ZB46

	Saint Pierre le Viger	A155, A157 et ZE13
Autre (à ce jour habitations)	Fontaine le Dun	C36 et C381

ARTICLE 1.1.5. CONSISTANCE DES INSTALLATIONS AUTORISÉES

Les sections de production comportent la râperie, la siroperie et la cristallisation.

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

- réception, stockage, lavage, découpage des betteraves ;
- chaufferie (3 chaudières) ;
- aires de stockage de l'antracite/coke et des pierres à chaux ;
- four à chaux et bâtiment « chaulerie » ;
- extraction du jus des betteraves ;
- épuration du jus des betteraves, installations de carbonatation et atelier de décalcification ;
- évaporation ;
- cristallisation ;
- centrifugation du sucre blanc ;
- séchage ;
- stockage du sucre en vrac dans un silo vertical et un silo horizontal, atelier d'ensachage et postes de chargement du sucre ;
- entrepôt de stockage des sacs et du sucre en conditionnés ;
- aire de chargement des mélasses de l'autre côté de la route D70 : 1 poste de chargement
- ensemble de caniveaux de collecte et de fosses de reprise des eaux pluviales et de process ;
- STEP pour traiter les eaux de process, avant stockage et installations d'épaississement des boues de STEP ;
- décantation et lagunage en bassin des eaux de process ;
- méthanisation des eaux chaudière biogaz / gaz naturel pour le process ;
- Rejet des effluents traités par épandage et/ou dans le fossé « LES MARETTES », qui rejoint Le DUN ;
- stockages de la lessive de soude, du formol, de carburants, de la mélasse, du sirop de sucre ;
- station services ;
- 2 tours aéroréfrigérantes ;
- magasins divers (maintenance...).

Les différents bassins exploités pour stocker les eaux et terres sont repris dans le tableau suivant :

INSTALLATIONS	CARACTÉRISTIQUES
Bassins « Terre d'Or – TO » de stockage de terres, d'eaux terreuses et d'eaux de la STEP	8 ha, capacité maximale de stockage : 550 000 m ³
Bassin « Bourienne 1 - B1 » des eaux terreuses, de terres et d'eaux industrielles	15 ha, capacité maximale de stockage : 750 000 m ³
Bassin « Bourienne 2 - B2 » de stockage des eaux épurées par la STEP	11 ha, capacité maximale de stockage : 550 000 m ³
Bassins STEP 1 (S1) de stockage des boues épaissies de STEP	Capacité de 8 000 m ³
STEP 2 (S2) de stockage de boues épaissies de STEP	Capacité de 8 000 m ³
Bassin STEP 3 (S3) de stockage « rejets accidentels »	Capacité de 5 000 m ³
Bassin à terre Bourienne 3 (B3) de stockage de terre :	Capacité de 55 000 m ³ (volume utile)
Bassin à terre Bourienne 4 (B4) de stockage de terre :	Capacité de 55 000 m ³ (volume utile)

CHAPITRE 1.2 Conformité au dossier de demande d'autorisation

ARTICLE 1.2.1. CONFORMITÉ

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

CHAPITRE 1.3 Durée de l'autorisation

ARTICLE 1.3.1. DURÉE DE L'AUTORISATION

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de deux années consécutives.

Toute modification apportée au voisinage des installations de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation en application de l'article R. 512-33 du code de l'environnement.

ARTICLE 1.3.2. ZONES DE DANGERS

Les zones des effets thermiques, de surpressions, toxiques, d'ensevelissements et missiles ne doivent pas sortir des limites de propriété de l'établissement.

L'exploitant informe le préfet de tout projet de changement d'usage des terrains à proximité de son site.

ARTICLE 1.3.3. PORTER A CONNAISSANCE

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE 1.3.4. MISE À JOUR DES ÉTUDES D'IMPACT ET DE DANGERS

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R. 512-33 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

ARTICLE 1.3.5. ÉQUIPEMENTS ABANDONNÉS

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

ARTICLE 1.3.6. TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.1.3 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou d'enregistrement ou déclaration.

ARTICLE 1.3.7. CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Le changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale et la demande de cette autorisation doit être adressée au préfet, accompagnée des documents établissant les capacités techniques et financières du nouvel exploitant et l'acte attestant de la constitution des garanties financières.

ARTICLE 1.3.8. CESSATION D'ACTIVITÉ

En cas d'arrêt définitif d'une installation, celle-ci doit être placée dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

L'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci ou 6 mois avant la date d'expiration de l'autorisation accordée dans le cas des installations autorisées avec une durée limitée.

Cette notification doit être accompagnée d'un dossier comprenant les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comprennent notamment :

- le plan à jour du site ;
- les interdictions ou limitations d'accès au site ;
- l'insertion du site de l'installation (ou de l'ouvrage) dans son environnement ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, des matières polluantes susceptibles d'être véhiculées par l'eau ainsi que des déchets présents sur le site ;
- les mesures de dépollution des sols éventuellement nécessaires ;
- les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées ; selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;
- en cas de besoin, la surveillance des effets de l'installation sur son environnement ;
- les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.

Ces mesures permettent à l'exploitant de placer son site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3 du code de l'environnement. L'usage futur est industriel.

CHAPITRE 1.4 Réglementation**ARTICLE 1.4.1. RÉGLEMENTATION APPLICABLE**

Dates	Textes
20/11/17	Arrêté du 20/11/2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples
29/02/16	Arrêté du 29/02/16 relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre fluorés
14/12/13	Arrêté du 14/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
03/08/18	Arrêté du 03/08/2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 3110
03/08/18	Arrêté du 03/08/2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 50 MW soumises à autorisation au titre des rubriques 2910, 2931 ou 3110
24/08/17	Arrêté modifiant dans une série d'arrêtés ministériels les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement
09/08/13	Circulaire relative à la démarche de prévention et de gestion des risques sanitaires des installations classées soumises à autorisation

Dates	Textes
28/02/13	Arrêté portant transposition des chapitres V et VI de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution)
26/11/12	Arrêté du 26/11/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2160 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
31/10/12	Arrêté relatif à la vérification et à la quantification des émissions déclarées dans le cadre du système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre pour sa troisième période (2013-2020)
31/07/12	Arrêté relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R 516-1 et suivants du code de l'environnement
31/05/12	Arrêté fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R 516-1 du code de l'environnement
31/05/12	Arrêté relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines
29/02/12	Arrêté modifié fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement
24/01/11	Arrêté fixant les règles parasismiques applicables à certaines installations classées
04/10/10	Arrêté modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
07/07/09	Arrêté relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence
31/01/08	Arrêté modifié relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes des installations classées soumises à autorisation
10/09/07	Circulaire BR TICP/2007-355/-CM DDSC/SDGR/BRM/EP/N° 309 relative à la prévention des risques d'incendie et d'auto-échauffement dans les silos
04/05/07	Circulaire DPPR/SEI2/FA-07-0066 relatif au porté à connaissance "risques technologiques " et maîtrise de l'urbanisation autour des installations classées
13/03/07	Circulaire suite à l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif aux silos, modifié le 23 février 2007
30/10/06	Arrêté fixant le contenu des registres mentionnés à l'article 2 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets et le formulaire du bordereau de suivi des déchets radioactifs mentionné à l'article 4
10/03/06	Arrêté relatif à l'information des populations pris en application de l'article 9 du décret n° 2005-1158 du 13 septembre 2005
23/11/05	Arrêté relatif aux modalités de traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques prévues à l'article 21 du décret n° 2005-829 du 20 juillet 2005 relatif à la composition des équipements électriques et électroniques et à l'élimination des déchets issus de ces équipements
29/09/05	Arrêté relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de danger des installations classées soumises à autorisation
29/07/05	Arrêté modifié fixant le formulaire de bordereau de suivi de déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005
28/07/05	Arrêté modifié relatif à la vérification et à la quantification des émissions déclarées dans le cadre du système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre
30/06/05	Arrêté modifié relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses

Dates	Textes
20/04/05	Arrêté modifié pris en application du décret du 20 avril 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses modifiées
29/03/04	Arrêté modifié relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables
30/07/03	Arrêté modifié relatif aux chaudières présentes dans des installations existantes de combustion d'une puissance supérieure à 20 MWth
08/07/03	Arrêté relatif à la protection des travailleurs susceptibles d'être exposés à une atmosphère explosive
26/07/01	Arrêté du 26/07/01 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1630
02/02/98	Arrêté modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
23/01/97	Arrêté modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
31/03/80	Arrêté portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion

ARTICLE 1.4.2. RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression ;
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

TITRE 2 - GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 2.1 Exploitation des installations

ARTICLE 2.1.1. OBJECTIFS GÉNÉRAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter le prélèvement et la consommation d'eau ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après ;
- gérer les effluents / déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites, des monuments et des éléments du patrimoine archéologique.

L'exploitant met en œuvre un système de Management Environnemental (SME) ou tout système au moins équivalent pour améliorer la performance environnementale globale des unités/installations de production de chaux, la MTD pour la production consiste à mettre en œuvre et à respecter un SME qui intègre toutes les caractéristiques suivantes :

- engagement de la direction, y compris à son plus haut niveau, définition par la direction d'une politique environnementale intégrant le principe d'amélioration continue de l'installation ;
- planification et mise en place des procédures nécessaires, fixation d'objectifs et de cibles, planification financière et investissement ;
- mise en œuvre des procédures prenant particulièrement en considération les aspects organisation et responsabilité, formation, sensibilisation et compétence, communication, participation du personnel, documentation, contrôle efficace des procédés, programmes de maintenance, préparation et réaction aux situations d'urgence, respect de la législation sur l'environnement ;
- contrôle des performances et mise en œuvre de mesures correctives, les aspects suivants étant plus particulièrement pris en considération : surveillance et mesure, mesures correctives et préventives, tenue de registres, audit interne et externe indépendants pour déterminer si le SME respecte les modalités prévues et a été correctement mis en œuvre et tenu à jour ;
- revue du SME et de sa pertinence, de son adéquation et de son efficacité, par la direction ;
- suivi de la mise au point de technologies plus propres ;
- prise en compte de l'impact sur l'environnement du démantèlement d'une unité dès le stade de sa conception et pendant toute la durée de son exploitation ;
- réalisation régulière d'une analyse comparative des performances, par secteur.

ARTICLE 2.1.2. IMPACTS SUR LE MILIEU NATUREL : MESURES D'ÉVITEMENT, DE RÉDUCTION ET DE COMPENSATION DES IMPACTS - MEILLEURES TECHNIQUES DISPONIBLES (MTD)

De manière à protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et afin de satisfaire les MTD disponibles, les installations sont réalisées et exploitées en se fondant sur les performances des Meilleures Techniques Disponibles (MTD) reconnues selon les décisions d'exécution établissant les conclusions des MTD pour les activités visées à l'article 1.1.3 du présent arrêté.

Pour cela, l'exploitant met en œuvre les dispositions suivantes :

- rétentions dûment dimensionnées sous les stockages de produits dangereux pour le milieu récepteur ;
- dispositifs (surfaces étanches, avaloirs, fosse de pompage et trappe de « rejets accidentels » sur le fossé des Marettes) pour diriger vers le bassin de « rejets accidentels » de 5 000 m³, les eaux susceptibles d'être polluées ;
- réutilisation en interne des eaux décantées issues des bassins de décantation des eaux de lavage des betteraves ;

- STEP interne dûment dimensionnée pour traiter les effluents industriels ;
- réutilisation en interne des eaux de pressage des pulpes et des eaux condensées en diffusion pour l'extraction du sucre ;
- décantation et lagunage des eaux de process ;
- ferti/irrigation et épandage d'eaux de process sur des parcelles agricoles ;
- récupération des boues issues de la station d'épuration STEP : épaissement des boues, stockage en bassins et épandage de ces boues sur des parcelles agricoles ;
- méthanisation des effluents de la sucrerie en prétraitement avant la station d'épuration du site et valorisation du biogaz au niveau du process de la sucrerie ;
- gestion des installations de combustion et du four à chaux par un Système Numérique de Contrôle Commande ;
- présence d'un laveur à gaz en sortie du four à chaux ;
- valorisation des pierres/sable pour empierrer des chemins ;
- valorisation des herbes avec les pulpes de betteraves pour l'alimentation animale ou autre filière de valorisation ;
- valorisation des écumes en tant qu'amendement calcique sur des parcelles agricoles ;
- aspiration des points de jetées du sucre et utilisation de filtres dépoussiéreurs ;
- valorisation des pulpes de betteraves pour l'alimentation animale ou autre filière de valorisation ;
- choix d'équipements performants afin d'optimiser la consommation d'énergie ;
- réalisation d'un plan de maintenance sur GMAO.

ARTICLE 2.1.3. CONSIGNES D'EXPLOITATION

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits stockés ou utilisés dans les installations.

ARTICLE 2.1.4. DEMANDES DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

L'inspection des installations classées pourra demander à tout moment la réalisation de prélèvements et d'analyses d'effluents liquides ou gazeux ou de déchets ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores de l'installation. Les frais occasionnés seront à la charge de l'exploitant. Cette prescription est applicable à l'ensemble de l'établissement.

CHAPITRE 2.2 Réserves de produits ou matières consommables

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

CHAPITRE 2.3 Propreté et Intégration dans le paysage

ARTICLE 2.3.1. PROPRETÉ

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets ...

ARTICLE 2.3.2. ESTHÉTIQUE

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture,...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement...).

CHAPITRE 2.4 Danger ou nuisance non prévenu

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du préfet par l'exploitant.

CHAPITRE 2.5 Incidents ou accidents et informations

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme, ainsi que le descriptif des contrôles et modifications d'équipements réalisés suite à l'incident ou l'accident.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

Information de tiers :

En cas de survenue d'incident ou d'accident susceptible d'affecter le milieu naturel (par exemple), l'exploitant procède avec tout moyen approprié à l'information du (des) maire(s), du président du syndicat mixte des bassins versants...).

CHAPITRE 2.6 Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial et les dossiers de modifications (portés à connaissance...) des installations ;
- les plans tenus à jour (stockages, réseaux, localisations des risques...) ;
- les études des dangers actualisées ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté. Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données ;
- le plan d'urgence.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site pendant une durée minimale de 5 ans.

CHAPITRE 2.7 Documents à transmettre à l'inspection

L'exploitant transmet à l'inspection les documents précisés dans le présent arrêté.

TITRE 3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

CHAPITRE 3.1 Conception des installations

ARTICLE 3.1.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents ;
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien ou entre les campagnes sucrières, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

ARTICLE 3.1.2. POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne doivent être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

ARTICLE 3.1.3. ODEURS

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Les dispositions nécessaires sont prises pour :

- limiter les odeurs provenant du traitement des effluents. Lorsqu'il y a des sources potentielles d'odeurs de grande surface (bassins de stockage, de traitement...) difficiles à confiner, celles-ci sont implantées de manière à limiter la gêne pour le voisinage (éloignement...);
- éviter en toute circonstance, à l'exception des procédés de traitement anaérobie, l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins de stockage ou de traitement, ou dans les canaux à ciel ouvert.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.

ARTICLE 3.1.4. VOIES DE CIRCULATION

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées ;
- Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin ;
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées ;
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

ARTICLE 3.1.5. ÉMISSIONS DIFFUSES ET ENVOLS DE POUSSIÈRES

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion.

CHAPITRE 3.2 Conditions de rejet**ARTICLE 3.2.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite. Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions des normes mentionnées dans l'arrêté du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les installations classées pour la protection de l'environnement et aux normes de référence sont respectées.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.

ARTICLE 3.2.2. CONDUITS ET INSTALLATIONS RACCORDÉES

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance thermique nominale ou capacité	Combustible
1	3 chaudières CH1, CH2 et CH3	CH1 : 38 MW CH2 : 38 MW CH3 : 24 MW	Gaz naturel
2	Four à chaux : sortie des gaz du four à chaux	Capacité de production : 154 t de chaux vive/j	Coke/anthracite
3	Condenseur des buées de carbonatation	13 000 Nm³/h (débit nominal)	/
4	Dépoussiéreur D1 (installations d'ensilage et du poste de chargement "principal")	20 000 Nm³/h	/
5	Dépoussiéreur D2 des cellules de stockage du silo vertical et des circuits de manutentions associés	20 000 Nm³/h	/
6	Dépoussiéreur D3 de la cellule de stockage du silo horizontal	25 000 Nm³/h	/
7	Dépoussiéreur D4 des installations des manutentions du silo horizontal	24 500 Nm³/h	/
8	Four de séchage ligne 2 (ex SIDEFO)	30 MW	Gaz naturel
9	Chaudière mixte	7 MW	Biogaz et gaz naturel

Selon l'échéancier du titre 12, l'exploitant procède à la mise en sécurité des installations du sécheur de la ligne 1 et à l'évacuation vers toute société autorisée des installations.

ARTICLE 3.2.3. CONDITIONS GÉNÉRALES DE REJET

	Hauteur	Diamètre	Débit nominal	Vitesse nominale d'éjection
Conduit N° 1 (commun aux 3 chaudières)	49,5 m	2 240 mm	103 000 Nm³/h	> 8 m/s
Conduit N° 2 (four à chaux)	47,7 m	360 mm	4 000 Nm³/h	> 5 m/s
Conduit N° 3 (condenseur des buées de la carbonatation)	26,50 m	700 mm	15 000 Nm³/h	> 8 m/s
Conduit N° 8 (four de séchage ligne 2)	28 m	1 675 mm	135 000 Nm³/h	> 8 m/s
Conduit N° 9 chaudière mixte	> 17,7 m	700 mm	10 000 Nm³/h	> 8 m/s

Le débit des effluents gazeux est exprimé en Nm³/h rapportés à des conditions normalisées de température (273 Kelvins) et de pression (101,3 kiloPascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs), sauf pour le sécheur (conduit n°8) pour lequel, le débit est exprimé en gaz humide à O₂ réel.

ARTICLE 3.2.4. VALEURS LIMITEES DES CONCENTRATIONS DANS LES REJETS ATMOSPHERIQUES

Les rejets issus des installations visées à l'article 3.2.3 du présent arrêté doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 Kelvins) et de pression (101,3 kiloPascals) après déduction ou non de la vapeur d'eau (gaz sec ou gaz humide) ;
- à une teneur en O₂ ou CO₂ précisée dans le tableau suivant :

	Conduit n° 1 (3 chaudières), uniquement alimentées au gaz naturel	Conduit n° 2 - Four à chaux	Conduit n° 3 - Condenseur des buées de la carbonatation	Conduit n° 8 - Four de séchage ligne 2	Conduit n° 9 - chaudière mixte, alimentée uniquement au biogaz (2*)	Conduit n° 9 - chaudière mixte, alimentée uniquement au gaz naturel (2*)
Concentration en O ₂ de référence	3 % d'O ₂ sur gaz secs	11 % d'O ₂ en volume sur gaz secs	Sans correction en O ₂	16 % d'O ₂ sur gaz humide	3 % d'O ₂ sur gaz secs	3 % d'O ₂ sur gaz secs
Oxydes de soufre (exprimé en SO ₂)	35 mg/Nm ³	300 mg/N m ³	300 mg/Nm ³	/	100 mg/Nm ³	/ (35 mg/Nm ³ si mélange)
Oxydes d'azote (exprimés en équivalent N O ₂)	100 mg/Nm ³	450 mg/Nm ³	450 mg/Nm ³	300 mg/Nm ³	200 mg/Nm ³	100 mg/Nm ³
Poussières	5 mg/Nm ³	100 mg/Nm ³ si flux < à 1 kg/h, 40 mg/Nm ³ si flux > à 1 kg/h	/	200 mg/Nm ³	/	/
CO	100 mg/Nm ³	/	/	/	250 mg/Nm ³	100 mg/Nm ³
HAP	0,1 mg/Nm ³	0,1 mg/Nm ³	/		0,1 mg/Nm ³	0,1 mg/Nm ³
COVNM exprimés en C total	110 mg/Nm ³	110 mg/Nm ³	110 mg/Nm ³	110 mg/Nm ³ (1*)	110 mg/Nm ³	/
Cd, Hg, Tl et leurs composés	0,05 mg/Nm ³ par métal, et 0,1 mg/Nm ³ pour la somme exprimée en (Cd+Hg+Tl)	0,05 mg/Nm ³ par métal, et 0,1 mg/Nm ³ pour la somme exprimée en (Cd+Hg+Tl)	0,05 mg/Nm ³ par métal, et 0,1 mg/Nm ³ pour la somme exprimée en (Cd+Hg+Tl)	/	0,05 mg/Nm ³ par métal, et 0,1 mg/Nm ³ pour la somme exprimée en (Cd+Hg+Tl)	/
As, Se, Te et leurs composés	1 mg/Nm ³ exprimé en (As+Se+Te)	1 mg/Nm ³ exprimé en (As+Se+Te)	1 mg/Nm ³ exprimé en (As+Se+Te)	/	1 mg/Nm ³ exprimé en (As+Se+Te)	/
Pb et ses	1 mg/Nm ³	1 mg/Nm ³	1 mg/Nm ³	/	1 mg/Nm ³	/

composés	exprimé en Pb	exprimé en Pb	exprimé en Pb		exprimé en Pb	
Sb, Cr, Co, Cu, Sn, Mn, Ni, V, Zn et leurs composés	5 mg/Nm ³	/	10 mg/Nm ³	/	20 mg/Nm ³	/
HCl	/	50 mg/Nm ³ si flux > 1 kg/h	/	/	/	/
HF	/	5 mg/Nm ³ si flux > 500 g/h pour les composés gazeux et 5 mg/Nm ³ pour l'ensemble des particules et des vésicules	/	/	/	/
PCDD/F	/	0,05 ng PCDD/F I-TEQ/Nm ³	/	/	/	/

(1*) la teneur en COVNM mesurée pourra être dépassée si l'exploitant justifie par une étude sectorielle ou tout autre moyen que le dépassement n'est pas lié au combustible mais au séchage du produit.

(2*) : en cas de combustion mixte, les VLE sont prises au prorata de la puissance de chaque combustible au moment de la mesure. Pour les métaux et les COVNM, les valeurs du biogaz sont conservées.

Les 3 chaudières reliées au conduit n° 1 ont été mises en service avant novembre 2010 et la chaudière mixte gaz naturel/biogaz sera mise en service en 2019.

La concentration maximale de rejet des poussières des systèmes de dépoussiérage D1 à D 4 (conduits n° 4 à 7) est de 50 mg/Nm³.

Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites par le présent arrêté, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base de 24 h.

ARTICLE 3.2.5. VALEURS LIMITES DES FLUX DE POLLUANTS REJETÉS

Les flux mensuels (sur la base de 31 jours) de polluants ne doivent pas dépasser les valeurs limites du tableau suivant (en kg/mois):

	Conduit N° 1	Conduit N° 2	Conduit N° 3	Conduit N° 8 (sans objet)	Conduit n°9
SO ₂	2682	893	3348	/	744
NOX	7663	1339	5022	/	1488
Poussières	383	298	/	/	/
CO	7 663	/	/	/	1860
HAP	/	0.3	/	/	0.74

	Conduit N° 1	Conduit N° 2	Conduit N° 3	Conduit N° 8 (sans objet)	Conduit n°9
COVNM	8430	327	1228	/	818
Cd, Hg, Tl et leurs composés	7,66	0,3	1,12	/	0,8
As, Se, Te et leurs composés	76,6	3,0	11,2	/	7,5
Pb et ses composés	76,6	3,0	11,2	/	7,5
Sb, Cr, Co, Cu, Sn, Mn, Ni, V, Zn et leurs composés	383	/	112	/	149
HCl	/	< 31	/	/	/
HF	/	15	/	/	/
PCDD/F	/	0,00015	/	/	/

ARTICLE 3.2.6. CONSOMMATION DE SOLVANTS ET ÉMISSIONS DE COV (SANS OBJET)

TITRE 4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 4.1 Prélèvements et consommations d'eau

ARTICLE 4.1.1. ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Installation de prélèvement	Profondeur	Maximal annuel	Débit maximal (m³)	
				Horaire	Journalier
Eau souterraine	Forage n° 1	81 m	50 000 m³	60	/
	Forage n° 2	72 m		60	/
	Forage n° 3 (local cour usine)	73 m		250	/
	Forage n° 4 (local cour usine)	119 m		40	/
Réseau d'eau communal	/	/	3 000 m³	/	/

Selon l'échéancier du titre 12, le prélèvement d'eau de nappe souterraine est limité à 30 000 m³/an, puis 3 000 m³/an.

ARTICLE 4.1.2. PROTECTION DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE ET DES MILIEUX DE PRÉLÈVEMENT

Article 4.1.2.1. Protection des eaux d'alimentation en eau potable

Un disconnecteur est mis en œuvre afin d'isoler les réseaux d'eaux potables des installations (sanitaires...). Le bon fonctionnement de cet équipement fait l'objet de vérifications périodiques, a minima annuelles.

L'installation de prélèvement d'eau est équipée d'un compteur totalisateur qui est relevé mensuellement. Les volumes relevés sont enregistrés et tenus à la disposition des installations classées.

Article 4.1.2.2. Forage en nappe et protection de l'ouvrage

Toutes dispositions sont prises de manière à éviter toute migration d'effluents susceptibles d'être pollués vers la nappe. Les ouvrages doivent notamment, comporter les aménagements suivants :

- margelle étanche d'une hauteur minimale de 50 cm au droit des entrées du forage ;
- sol étanche autour de l'ouvrage avec pente vers l'extérieur ;
- capot étanche sur les orifices d'accès ou bâtiment en couverture ;
- colmatage de l'arrivée dans le forage des galeries techniques assurant le passage des canalisations de refoulement des pompes.

Sauf dispositions spécifiques satisfaisantes, l'ouvrage ne devra pas être implanté à moins de 35 m d'une source de pollution potentielle (dispositifs d'assainissement collectif ou autonome, parcelle recevant des épandages, bâtiments d'élevage, cuves de stockage...).

Des mesures particulières devront être prises en phase chantier pour éviter le ruissellement d'eaux souillées ou d'hydrocarbures vers le milieu naturel.

Après le chantier, une surface de 5 m x 5 m sera neutralisée de toutes activités ou stockages, et exempte de toute source de pollution.

Chaque forage est équipé d'un clapet anti-retour dûment dimensionné afin d'isoler leurs réseaux des installations (eau déminéralisée, atelier de production...). Le bon fonctionnement de ces équipements fait l'objet de vérifications périodiques, a minima annuelles.

L'installation de prélèvement d'eau est équipée d'un compteur totalisateur qui est relevé tous les jours pendant les campagnes et toutes les semaines en inter-campagnes. Les volumes relevés sont enregistrés et tenus à la disposition des installations classées.

4.1.2.2.1 Réalisation et équipement de l'ouvrage de tout nouveau forage

Lors de la réalisation de forages en nappe, toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes, sauf autorisation explicite dans l'arrêté d'autorisation, et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses.

La cimentation annulaire est obligatoire, elle se fera sur toute la partie supérieure du forage, jusqu'au niveau du terrain naturel. Elle se fera par injection par le fond, sur au moins 5 cm d'épaisseur, sur une hauteur de 10 m minimum, voire plus, pour permettre d'isoler les venues d'eau de mauvaise qualité. La cimentation devra être réalisée entre le tube et les terrains forés pour colmater les fissures du sol sans que le prétubage ne gêne cette action et devra être réalisée de façon homogène sur toute la hauteur.

Les tubages seront en PVC ou tous autres matériaux équivalents, le cas échéant de type alimentaire, d'au moins 125 mm de diamètre extérieur et de 5 mm d'épaisseur au minimum. Ils seront crépinés en usine.

La protection de la tête du forage assurera la continuité avec le milieu extérieur de l'étanchéité garantie par la cimentation annulaire. Elle comprendra une dalle de propreté en béton de 3 m² minimum centrée sur l'ouvrage, de 0,30 m de hauteur au-dessus du terrain naturel, en pente vers l'extérieur du forage. La tête de forage sera fermée par un regard scellé sur la dalle de propreté muni d'un couvercle amovible fermé à clef et s'élèvera d'au moins 0,50 m au-dessus du terrain naturel.

L'ensemble limitera le risque de destruction du tubage par choc accidentel et empêchera les accumulations d'eau stagnante à proximité immédiate de l'ouvrage.

La pompe ne devra pas être fixée sur le tubage mais sur un chevalement spécifique, les tranchées de raccordement ne devront pas jouer le rôle de drain. La pompe utilisée sera munie d'un clapet de pied interdisant tout retour de fluide vers le forage.

En cas de raccordement à une installation alimentée par un réseau public, un disconnecteur sera installé.

Les installations seront munies d'un dispositif de mesures totalisateur de type volumétrique.

Le forage sera équipé d'un tube de mesure crépiné permettant l'utilisation d'une sonde de mesure des niveaux.

4.1.2.2.2 Abandon provisoire ou définitif de l'ouvrage

L'abandon de l'ouvrage sera signalé au service de contrôle en vue de mesures de comblement.

Tout ouvrage abandonné est comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations aquifères.

- Abandon provisoire :

En cas d'abandon ou d'un arrêt de longue durée, le forage sera déséquipé (extraction de la pompe). La protection de la tête et l'entretien de la zone neutralisée seront assurés.

- Abandon définitif :

Dans ce cas, la protection de tête pourra être enlevée et le forage sera comblé de graviers ou de sables propres jusqu'au plus 7 m du sol, suivi d'un bouchon de sobranite jusqu'à - 5 m et le reste sera cimenté (de -5 m jusqu'au sol).

ARTICLE 4.1.3. ADAPTATION DES PRESCRIPTIONS SUR LES PRÉLÈVEMENTS EN CAS DE SÉCHERESSE

En cas d'épisode de sécheresse, l'exploitant doit mettre en œuvre des mesures spécifiques visant à réduire les prélèvements d'eau et à limiter les rejets aqueux dans le milieu naturel. La surveillance des consommations en eaux et des rejets aqueux du site doit être renforcée dès lors que les seuils de vigilance ou d'alerte sont dépassés.

Article 4.1.3.1. Dépassement du seuil de vigilance

Lors du dépassement du seuil de vigilance, constaté par arrêté préfectoral, les mesures suivantes doivent être mises en œuvre :

- le personnel est sensibilisé sur les économies d'eau ainsi que sur les risques liés à la manipulation de produits susceptibles d'entraîner une pollution des eaux ;
- des consignes spécifiques rappelant au personnel les règles élémentaires à respecter afin d'éviter les gaspillages d'eau ainsi que les risques de pollution accidentelle sont affichés dans les locaux d'exploitation, en particulier à proximité des points de prélèvement d'eau, ou dans les locaux où sont mis en œuvre des produits susceptibles d'entraîner une pollution de l'eau ;
- l'exploitant définit un programme renforcé d'autosurveillance des rejets aqueux et des prélèvements d'eau qu'il transmet dans un délai de 15 j à l'inspection des installations classées. Cette disposition ne s'applique pas aux paramètres qui font déjà l'objet d'un contrôle en continu ou journalier.

Article 4.1.3.2. Dépassement du seuil d'alerte

Lors du dépassement du seuil d'alerte, constaté par arrêté préfectoral, les mesures complémentaires suivantes doivent être mises en œuvre :

- le personnel est informé de la situation d'alerte ;
- l'arrosage des pelouses, ainsi que le lavage des véhicules de l'établissement sont interdits. Il en est de même pour le lavage à grandes eaux des sols (parkings, ateliers,...) sauf pour raison de sécurité ou de salubrité ;
- les prélèvements d'eau sont réduits au strict minimum nécessaire pour assurer le fonctionnement de l'installation ;
- les opérations exceptionnelles génératrices d'eaux polluées non strictement nécessaires à la production, à la maintenance ou au maintien du niveau de sécurité sont reportées ;
- l'exploitant vérifie le bon fonctionnement de l'ensemble des équipements destinés à retenir ou à traiter les effluents pollués ou susceptibles de l'être ;
- l'exploitant met en œuvre le programme renforcé d'autosurveillance de ses rejets aqueux et de ses prélèvements d'eau visé au présent arrêté ;
- il est interdit de rejeter des effluents concentrés en vue de leur rejet sur site s'ils sont susceptibles de porter atteinte au milieu naturel. Ces effluents sont recueillis et stockés dans des conditions permettant d'éviter tout déversement accidentel, puis éliminés dans des centres de traitement extérieurs dûment autorisés ;
- l'exploitant arrête immédiatement tout rejet dont le traitement est défaillant et qui ne permet pas, a minima, de respecter les valeurs limites d'émission fixées à l'article 4.3.7 du présent arrêté ;
- l'exploitant informe immédiatement le préfet et l'inspection des installations classées de tout accident susceptible d'induire une pollution au niveau de prises d'eau potable ;
- l'exploitant étudie les modifications à apporter à son programme de production et de maintenance ainsi qu'à son mode de gestion de l'eau afin de privilégier les opérations les moins consommatrices d'eau et celles générant le moins d'effluents aqueux polluants pour aboutir notamment à une diminution des prélèvements d'eau de 10 % de la valeur autorisée. En cas d'impossibilité d'atteindre cette valeur pour des raisons dûment motivées (techniques ou de sécurité), une diminution moins importante pourra être proposée par l'exploitant. Il transmet dans les plus brefs délais, à l'inspection des installations classées, un bilan des modifications projetées et des résultats attendus en termes de réduction des flux de rejets polluants et de consommation d'eau.

Article 4.1.3.3. Dépassement du seuil d'alerte renforcée

Lors du dépassement du seuil d'alerte renforcée, constaté par arrêté préfectoral, les mesures complémentaires suivantes doivent être mises en œuvre :

- le personnel est informé de la situation critique ;

- l'exploitant met en œuvre les adaptations de son programme de production et de maintenance ainsi que de son mode de gestion de l'eau, visées à l'article 4.1.3, afin de réduire sa consommation d'eau et ses rejets en conséquence ;
- l'exploitant arrête immédiatement tout rejet d'effluents dont le traitement de dépollution est défaillant ;
- l'exploitant informe immédiatement le préfet et l'inspection des installations classées de tout accident susceptible d'induire une pollution au niveau de prises d'eau potable.

Article 4.1.3.4. Dépassement du seuil de crise

Lors du dépassement du seuil de crise, constaté par arrêté préfectoral, les mesures complémentaires suivantes doivent être mises en œuvre :

- le personnel est informé de la situation de crise ;
- l'ensemble des dispositions de l'article 4.1.4.3 doit être mise en œuvre ;
- l'ensemble des consommations d'eau et des rejets doivent être limités à leur stricte minimum ;
- le préfet pourra, en fonction de la situation et de l'importance de la crise, en particulier si celle-ci met en jeu l'approvisionnement en eaux potables des populations, interdire tout prélèvement et tout rejet du site.

Article 4.1.3.5. Levée des mesures de restrictions

La levée des mesures spécifiques indiquées à l'article 4.1.3 est soit actée par la prise d'un arrêté préfectoral, soit rendu effective à la date de fin de validité de l'arrêté préfectoral actant le franchissement de seuil.

L'exploitant établit après chaque arrêt de situation d'alerte et de crise, un bilan environnemental des effets de mesures prises en application de l'article 4.1.3 du présent arrêté.

Ce bilan comporte un volet quantitatif des réductions de prélèvements d'eau et est adressé à l'inspection des installations classées dans un délai de 15 jours.

CHAPITRE 4.2 Collecte des effluents liquides

ARTICLE 4.2.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu ou non conforme aux dispositions du présent arrêté est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents.

ARTICLE 4.2.2. PLAN DES RÉSEAUX

Un plan à une échelle appropriée de tous les réseaux et des égouts est établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et daté. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation (forages...) ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire ...) ;
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les points de branchement, regards avaloirs, fosses « points bas », postes de relevages, postes de mesures ;

- les ouvrages de toutes sortes (vannes manuelles et/ou automatiques, compteurs...) ;
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu) ;
- les différents bassins de stockage des effluents liquides de boues et de stockage des eaux pluviales et d'incendie.

ARTICLE 4.2.3. ENTRETIEN ET SURVEILLANCE

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

ARTICLE 4.2.4. PROTECTION DES RÉSEAUX INTERNES À L'ÉTABLISSEMENT

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

Article 4.2.4.1. Protection contre des risques spécifiques

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

Par les réseaux d'assainissement de l'établissement ne transite aucun effluent issu d'un réseau collectif externe ou d'un autre site industriel.

Article 4.2.4.2. Isolement avec les milieux

Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

CHAPITRE 4.3 Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques de rejet au milieu

ARTICLE 4.3.1. IDENTIFICATION DES EFFLUENTS

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- eaux industrielles ;
- eaux pluviales non souillées ;
- eaux pluviales susceptibles d'être polluées (toitures et voiries autour des bâtiments de l'usine et de la cour à betteraves en période de campagne) sont collectées dans le réseau interne au même titre que les eaux industrielles ;
- eaux vannes ;
- eaux d'extinction d'un incendie.

ARTICLE 4.3.2. COLLECTE DES EFFLUENTS

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

En période de campagne, les eaux de la cour à betteraves sont collectées avec les eaux de l'usine.

Après toute campagne, la cour à betteraves est lavée et il n'y a pas d'activités. En inter-campagnes, les eaux pluviales sont collectées dans un bassin d'orage. La surverse de ce bassin est interconnectée au réseau de collecte de l'usine. Il n'y a pas de rejet direct dans le milieu naturel.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans une nappe d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Article 4.3.2.1. Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

ARTICLE 4.3.3. ENTRETIEN ET CONDUITE DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et les résultats portés sur un registre.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue. Les vérifications et entretien effectués, les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé, sont portés sur ce registre. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence

Un décanteur séparateur d'hydrocarbures dûment dimensionné est implanté pour traiter les eaux de ruissellement de la zone de dépotage et de ravitaillement du Gazole Non Routier.

Ce dispositif de traitement est conforme aux normes en vigueur. Il est nettoyé par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.

Les fiches de suivi du nettoyage du décanteur-séparateur d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 4.3.4. LOCALISATION DES POINTS DE REJET

Le rejet d'eau en nappe est interdit.

Traitement des eaux :

Pendant la campagne sucrière, les eaux industrielles, les eaux pluviales de la cour à betteraves et les eaux pluviales des aires de circulation sont transférées in fine dans un des bassins de décantation/stockage (B3 ou B4) avant traitement dans une unité de méthanisation. La majeure partie de ces eaux est traitée dans la STEP interne dimensionnée pour traiter un débit nominal de 150 m³/h d'eaux industrielles avant rejet dans le milieu naturel « fleuve Le Dun ». L'autre partie est stockée dans un bassin avant ferti-irrigation sur des parcelles agricoles conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 11/12/2017.

Les effluents en sortie de STEP, non conformes aux dispositions du présent arrêté, sont ré-envoyés dans le bassin « Bourienne 1 » ou B1.

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Type d'effluent	Circuit et traitement
Eaux industrielles et eaux pluviales susceptibles d'être polluées des aires des cours à betteraves et des aires de circulation	Fosses, pompes de relevage, stockages dans les bassins «B3 – Bourienne 3 » ou « B4 – Bourienne 4 », puis prétraitement dans l'atelier de méthanisation, puis : - soit traitement dans la STEP interne, puis stockage dans le bassin « B2 – Bourienne 2 » avant rejet dans le fossé des Marettes relié au fleuve « Le Dun », au point de coordonnées Lambert 93 : X=544384,6 m / Y=6970939,5/altitude 52.1 m - soit stockage dans le bassin « B1 – Bourienne 1 » avant rejet par irrigation/épandage sur des parcelles agricoles,
Eaux pluviales non polluées	Rejet dans le fossé des Marettes relié au fleuve « Le DUN » au point de coordonnées Lambert 93 : X=544005 m / Y=6970163,7 m/ altitude = 56,2 m
Eaux vannes	Fosses septiques, puis circuit des eaux industrielles.

ARTICLE 4.3.5. CONCEPTION, AMÉNAGEMENT ET ÉQUIPEMENT DES OUVRAGES DE REJET**Article 4.3.5.1. Conception**

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au fleuve "LE DUN" et aux abords de leur point de rejet.

4.3.5.1.1 Aménagement des points de prélèvements

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure de débit. Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité.

Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

4.3.5.1.2 Section de mesure

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Article 4.3.5.2. Équipements

Les systèmes permettant le prélèvement continu sont proportionnels au débit sur une durée de 24 h, disposent d'enregistrement et permettent la conservation des échantillons à une température de $5^{\circ}\text{C} \pm 3^{\circ}\text{C}$.

ARTICLE 4.3.6. CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DE L'ENSEMBLE DES REJETS ET VALEURS LIMITES DE REJETS DANS LE FLEUVE « LE DUN »

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes ;
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ;
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

L'exploitant dispose également, sur le réseau de collecte des eaux usées et pluviales, de bassins de stockage et de décantation pour permettre de réguler l'apport d'eau résiduaire dans le milieu récepteur selon les valeurs limites maximales définies.

Ces bassins répondent aux caractéristiques minimales définies aux prescriptions particulières du présent arrêté.

ARTICLE 4.3.7. GESTION DES EAUX POLLUÉES ET DES EAUX RÉSIDUAIRES INTERNES À L'ÉTABLISSEMENT

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

ARTICLE 4.3.8. VALEURS LIMITES DES EAUX INDUSTRIELLES TRAITÉES ET SUSCEPTIBLES D'ÊTRE REJETÉES DANS LE DUN :

Les effluents industriels traités doivent avant leur rejet dans le « Fossé des Marettes » qui est relié au fleuve « LE DUN », et sans préjudice des objectifs de qualité du milieu récepteur et d'autres réglementations spécifiques, doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

Température	< 30 °C
pH	En moyenne mensuelle entre 7,5 et 8,5 Valeurs journalières entre 6 et 9
Volume journalier, moyenne annuelle	< 2 100 m ³ /j
Débit maximal journalier	< 3 000 m ³ /j
Rejet spécifique en eau (en m ³ /an)	1 m ³ /t de betteraves travaillées

Le rejet des eaux dans le milieu récepteur « Le Dun » doit respecter les dispositions suivantes :

- ne pas entraîner une élévation maximale de température de 1,5 °C pour les eaux salmonicoles, de 3 °C pour les eaux cyprinicoles et de 2 °C pour les eaux conchyliques ;
- ne pas induire une température supérieure à 21,5°C pour les eaux salmonicoles et à 28°C pour les eaux cyprinicoles ;
- maintenir un pH compris entre 6 et 9 pour les eaux salmonicoles et cyprinicoles.

Concentration et flux en période « normale » du Dun :

Il est calculé sur un prélèvement de 24 h. La période normale est celle pendant laquelle le débit enregistré en permanence à la station de jaugeage de Flainville est supérieure à 70 L/s.

Paramètres	Concentration moyenne mensuelle* maximale (mg/L)	Concentration maximale* (mg/L)	Flux journalier moyen mensuel** (kg/j)	Flux maximal par jour (kg/j)
DCO	75	125	160	230
DBO ₅	20	30	30	40
MES	20	35	42	60
NH ₄	4	5	4	5,5
N Global comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal et l'azote oxydé (exprimé en N)	10	30	30	30
P total	1	2	3	3
Hydrocarbures totaux	/	5	/	/

Concentration et flux en période d'été du Dun :

Il est calculé sur un prélèvement de 24 h. La période d'été est celle pendant laquelle le débit enregistré en permanence à la station de jaugeage de Flainville est inférieur à 70 L/s.

Paramètres	Concentration maximale* (mg/L)	Flux maximal par jour * (kg/j)
DCO	100	120
DBO ₅	30	25
MES	35	40
NH ₄	5	3,5
N Global comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal et l'azote oxydé (exprimé en N)	30	30
P total	2	3
Hydrocarbures totaux	5	/

(*) La concentration moyenne mensuelle est calculée avec les valeurs journalières mesurées pondérées du volume rejeté sur le jour.

(**) Le flux journalier moyen mensuel est calculé sur la somme des flux journaliers rejetés sur le mois divisé par le nombre de jours du mois.

L'exploitant met en œuvre toute disposition pour :

- connaître le débit instantané du DUN à la station de jaugeage de Flainville ;
- respecter les VLE flux et concentrations des paramètres ci-dessus des eaux rejetées dans Le DUN ;
- qu'en cas de dépassement d'une VLE sur l'effluent (effluent non-conforme) constaté ou prévisionnel, compte tenu de l'évolution des polluants (concentrations...), les effluents soient dirigés vers le bassin de stockage Bourienne B1.

Les bassins B1 et B2 seront à partir de la campagne 2019 des bassins de stockage en eaux afin de pouvoir renvoyer des effluents « non conformes » au regard des valeurs limites d'émissions vers l'un ou l'autre des 2 bassins. Les

analyses réglementaires sont réalisées en sortie de ces bassins avant rejet des eaux dans le milieu naturel (Le Dun ou ferti-irrigation sur des parcelles agricoles).

Les effluents industriels traités ne peuvent être rejetés dans Le DUN qu'après reconnaissance du respect des VLE concentrations et flux du tableau ci-avant.

Normes de rejet :

Les valeurs limites figurant dans le présent arrêté s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses réalisés sur 24 h.

Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites par le présent arrêté, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle.

ARTICLE 4.3.8. VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX DOMESTIQUES

Les eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur.

ARTICLE 4.3.9. EAUX PLUVIALES

Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

La superficie des toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméabilisées est de 98 000 m².

ARTICLE 4.3.10. PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Les eaux pluviales des surfaces imperméables de l'usine (toitures, aires de circulation et autres) sont collectées et traitées avec les eaux de process.

TITRE 5 - DÉCHETS

CHAPITRE 5.1 Principes de gestion

ARTICLE 5.1.1. LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DÉCHETS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour :

- en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et améliorer l'efficacité de leur utilisation ;
- assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre :
 - a) la préparation en vue de la réutilisation ;
 - b) le recyclage ;
 - c) toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
 - d) l'élimination.

Cet ordre de priorité peut être modifié si cela se justifie compte tenu des effets sur l'environnement et la santé humaine, et des conditions techniques et économiques. L'exploitant tient alors les justifications nécessaires à disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 5.1.2. SÉPARATION DES DÉCHETS

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement.

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-15 du code de l'environnement. Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les déchets d'emballages industriels sont gérés dans les conditions des articles R. 543-66 à R. 543-72 du code de l'environnement.

Les piles et accumulateurs usagés sont gérés conformément aux dispositions des articles R. 543-124 à R. 543-136 du code de l'environnement.

Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R. 543-137 à R. 543-152 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R. 543-195 à R. 543-200 du code de l'environnement. Ils doivent être remis à des organismes agréés pour le traitement de tels déchets.

Les équipements électriques et électroniques mis au rebut ou les sous-ensembles issus de ces équipements, s'ils ne font pas l'objet de réemploi, sont envoyés dans des installations appliquant les dispositions de l'arrêté du 23 novembre 2005 susvisé ou remis aux personnes tenues de les reprendre en application des articles R. 543-188 (producteur D3E ménagers) et R. 543-195 (producteur D3E professionnels) du code de l'environnement susvisé ou aux organismes auxquels ces personnes ont transféré leurs obligations.

Toutes dispositions sont prises pour éviter le rejet à l'atmosphère des fluides frigorigènes halogénés contenus dans des équipements de production de froid, y compris de façon accidentelle lors de la manipulation de ces équipements. Le dégazage du circuit réfrigérant de ces équipements est interdit.

ARTICLE 5.1.3. CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS D'ENTREPOSAGE INTERNES DES DÉCHETS

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants pour le milieu récepteur sont étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

En particulier, les déchets toxiques ou polluants sont traités dans des conditions de sécurité équivalentes aux matières premières de même nature, pour tout ce qui concerne le conditionnement, la protection contre les fuites accidentelles et les mesures de sécurité inhérentes.

Chaque déchet est clairement identifié et repéré.

Le stockage des déchets pulvérulents doit répondre aux dispositions du présent arrêté.

Toutes les égouttures et eaux de ruissellement doivent être collectées et faire l'objet d'un traitement approprié de manière à satisfaire aux valeurs limites de rejet définies par le présent arrêté.

La quantité de déchets et par code de déchets ne dépasse pas le volume d'une unité de transport, sauf pour les boues.

ARTICLE 5.1.4. DÉCHETS TRAITÉS OU ÉLIMINÉS À L'EXTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement. Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet. Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

L'exploitant est tenu de faire une déclaration annuelle à l'administration concernant sa production de déchets (nature, quantités, destination ou origine) conformément à l'article R. 541-44 du code de l'environnement.

ARTICLE 5.1.5. DÉCHETS TRAITÉS OU ÉLIMINÉS À L'INTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

A l'exception des installations spécifiquement autorisées, tout traitement de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdit.

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.

ARTICLE 5.1.6. TRANSPORT

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets (entrants et) sortants. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-61-1 et R. 541-79 du code de l'environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

ARTICLE 5.1.7. DÉCHETS PRODUITS PAR L'ÉTABLISSEMENT

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivantes :

Type de déchets	code des déchets	Nature des déchets
Déchets non dangereux	08 03 18	Déchets de toner d'impression autres que ceux visés à la rubrique 08 03 17 (cartouches et toner imprimantes)
	15 01 02	Emballages en matière plastique (big bag et emballages colis)
	16 02 14	DEEE
	17 04 07	Métaux en mélange
	20 01 01	Papier et carton
	20 01 38	Bois autres que ceux visés à la rubrique 20 01 37 (palettes et emballages colis)
	20 01 39	Déchets municipaux – matières plastiques
	20 01 99	Autres fractions non spécifiées ailleurs (DIB)
Déchets dangereux	07 01 04	Autres solvants liquides de lavage et liqueurs mères organiques (dégraissant)
	08 01 11	Déchets de peintures et vernis contenant des solvants organiques ou d'autres substances dangereuses (peinture)
	11 01 13	Déchets de dégraissage contenant des substances dangereuses (dégraissant)
	12 03 01	Liquides aqueux de nettoyage (dégraissant)
	13 05 02	Boues provenant de séparateurs d'hydrocarbures
	13 05 07	Eau mélangée à des hydrocarbures provenant de séparateurs d'hydrocarbures
	13 01	Huiles hydrauliques usagées
	13 02	Huiles usagées de moteurs, boîtes de vitesses et de lubrification
	14 06 03	Autres solvants et mélanges de solvants (dégraissants)

Type de déchets	code des déchets	Nature des déchets
	15 01 10	Emballages contenant des résidus de substances dangereuses ou contaminées par de tels résidus (GRV, fûts et bidons de produits chimiques)
	16 03 05	Déchets d'origine organique contenant des substances dangereuses (peintures et graisses usées)
	16 05 06	Produits chimiques de laboratoire à base de ou contenant des substances dangereuses, y compris les mélanges de produits chimiques de laboratoire (produits chimiques périmés)
	16 05 08	Produits chimiques d'origine organique à base de ou contenant des substances dangereuses, mis au rebut (kits analyses)
	19 08 06	Résines échangeuses d'ions saturées ou usées (station de production d'eau déminéralisée et atelier décalcification)
	20 01 21	Tubes fluorescents et autres déchets contenant du mercure (éclairages locaux)
	20 01 35	Équipements électriques et électroniques mis au rebut contenant des composants dangereux, autres que ceux visés aux rubriques 20 01 21 et 20 01 23 (DEEE)

TITRE 6 - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

CHAPITRE 6.1 Dispositions générales

ARTICLE 6.1.1. AMÉNAGEMENTS

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du code de l'environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

ARTICLE 6.1.2. VÉHICULES ET ENGINS

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du code de l'environnement.

ARTICLE 6.1.3. APPAREILS DE COMMUNICATION

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

CHAPITRE 6.2 Niveaux acoustiques

ARTICLE 6.2.1. VALEURS LIMITES D'ÉMERGENCE

Article 6.2.1.1. Définitions

Les zones d'émergence réglementée (ZER) sont définies comme suit :

- L'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date du présent arrêté d'autorisation et de leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse...).
- Les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date du présent arrêté d'autorisation.
- L'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui auront été implantés après la date du présent arrêté dans les zones constructibles définies ci-dessus et de leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasses..) à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continue équivalents pondérés A du bruit ambiant (mesurés lorsque l'installation est en fonctionnement) et les niveaux sonores correspondant au bruit résiduel (installation à l'arrêt).

Article 6.2.1.2. Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)
Supérieur à 35 dB(A), mais inférieur à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)

Niveaux limites de bruit en limites d'Exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement, du fait de son fonctionnement, les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PÉRIODES	PÉRIODE DE JOUR Allant de 7 h à 22 h, (sauf dimanches et jours fériés)	PÉRIODE DE NUIT Allant de 22 h à 7 h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	65 dB(A)	55 dB(A)

Contrôle des émissions sonores

L'exploitant fait procéder une fois tous les 3 ans, à un contrôle des émissions sonores par une société habilitée. Ce contrôle est réalisé conformément aux dispositions de l'arrêté du 23/01/1997 susvisé. Le rapport est tenu à la disposition des installations classées. En cas de non-respect de valeur(s) ci-dessus, l'exploitant propose un plan d'actions correctives, associé à un échéancier.

Selon l'échéancier du titre 12, l'exploitant fait réaliser une campagne des émissions sonores suivant les dispositions réglementaires.

CHAPITRE 6.3 Vibrations

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n°23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

TITRE 7 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 7.1 Généralités

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

ARTICLE 7.1.1. LOCALISATION DES RISQUES

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.

Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.

ARTICLE 7.1.2. ÉTAT DES STOCKS DE PRODUITS DANGEREUX

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.

L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.

ARTICLE 7.1.3. PROPRETÉ DE L'INSTALLATION

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

ARTICLE 7.1.4. CONFORMITÉ DE MATÉRIELS

Les ouvrages séparatifs coupe-feu, les systèmes de détection et d'extinction automatique sont conformes aux règles du tableau suivant :

Référentiel APSAD ou toute règle au moins équivalente	Type d'installation
R1	Extinction automatique à eau, type sprinkleur
R4	Extincteurs portatifs et mobiles
R5	Robinets d'incendie armés et postes d'incendie additivés - règle d'installation et de maintenance
R7	Détection automatique d'incendie - règle d'installation

R13	Extinction automatique à gaz
R15	Ouvrages séparatifs coupe-feu
R16	Fermetures coupe-feu

ARTICLE 7.1.5. CONTRÔLE DES ACCÈS

Les entrées du site sont gardées ou fermées en l'absence de personnel.

Les installations sont fermées par un dispositif capable d'interdire l'accès à toute personne non autorisée.

Aucune personne étrangère à l'établissement ne doit avoir libre accès aux installations.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.

Une surveillance est assurée en permanence.

Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin y compris durant les périodes de gardiennage.

ARTICLE 7.1.6. CIRCULATION DANS L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie et de secours puissent évoluer sans difficulté.

L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.

Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre, et, le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux conséquences d'un accident, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site pour les moyens d'intervention.

ARTICLE 7.1.7. ÉTUDE DE DANGERS

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers.

L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.

Article 7.1.7.1. Zonage des dangers internes à l'établissement

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.

CHAPITRE 7.2 Dispositions constructives

ARTICLE 7.2.1. COMPORTEMENT AU FEU

Les salles de contrôle et les locaux dans lesquels sont présents des personnels devant jouer un rôle dans la prévention des accidents en cas de dysfonctionnement de l'installation, sont implantés et protégés vis-à-vis des risques toxiques, d'incendie et d'explosion.

A l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

Les bâtiments disposent de suffisamment d'issues de secours conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 7.2.2. INTERVENTION DES SERVICES DE SECOURS

Article 7.2.2.1. Accessibilité

L'installation dispose en permanence d'au moins 2 accès pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

Article 7.2.2.2. Caractéristiques minimales des voies d'accès aux engins de secours

Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation.

Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 3 m , la hauteur libre au minimum de 3,5 m et la pente inférieure à 15 % dans les sections d'accès et de 10 % dans les sections d'utilisation ;
- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 m, un rayon intérieur R minimal de 11 m est maintenu et une sur-largeur de $S = 15/R$ m est ajoutée ;
- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 m au maximum ;
- la résistance au poinçonnement dans la section d'utilisation est de au moins 100 kN sur une surface de 0,2 m de diamètre ;
- chaque point du périmètre de l'installation est à une distance maximale de 60 m de cette voie ;
- aucun obstacle n'est disposé entre les accès à l'installation et la voie engins.

En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie engin permettant la circulation sur l'intégralité du périmètre de l'installation et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers m de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 m et une aire de retournement de 20 m de diamètre est prévue à son extrémité.

Article 7.2.2.3. Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site

Pour permettre le croisement des engins de secours, tout tronçon de voie « engins » de plus de 100 m linéaires dispose d'au moins deux aires dites de croisement, judicieusement positionnées, dont les caractéristiques sont :

- largeur utile minimale de 3 m en plus de la voie engin,
- longueur minimale de 10 m,
- présentant a minima les mêmes qualités de pente, de force portante et de hauteur libre que la voie « engins ».

Article 7.2.2.4. Établissement du dispositif hydraulique depuis les engins

A partir de chaque voie « engins » ou « échelle » est prévu un accès à toutes les issues du bâtiment ou au moins à deux côtés opposés de l'installation par un chemin stabilisé de 1,40 m de large au minimum.

ARTICLE 7.2.3. DÉSENFUMAGE

Pour tout nouveau projet de bâtiment ou après travaux importants sur la toiture, les dispositifs de désenfumage satisfont les dispositions suivantes :

Les locaux à risque incendie sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), conformes à la norme NF EN 12101-2, version décembre 2003, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.

Ces dispositifs sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle (ou auto-commande). La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la surface au sol du local. Afin d'équilibrer le système de désenfumage et de le répartir de manière optimale, un DENFC de superficie utile comprise entre 1 et 6 m² est prévue pour 250 m² de superficie projetée de toiture.

En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage. Ces commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès et installées conformément à la norme NF S 61-932, version décembre 2008. L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande.

Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont à adapter aux risques particuliers de l'installation.

Tous les dispositifs installés en référence à la norme NF EN 12 101-2, version décembre 2003, présentent les caractéristiques suivantes :

- système d'ouverture de type B (ouverture + fermeture) ;
- fiabilité : classe RE 300 (300 cycles de mise en sécurité). Les exutoires bi-fonction sont soumis à 10 000 cycles d'ouverture en position d'aération ;
- la classification de la surcharge neige à l'ouverture est SL 250 (25 daN/m²) pour des altitudes inférieures ou égales à 400 mètres et SL 500 (50 daN/m²) pour des altitudes supérieures à 400 mètres et inférieures ou égales à 800 mètres. La classe SL0 est utilisable si la région d'implantation n'est pas susceptible d'être enneigée ou si des dispositions constructives empêchent l'accumulation de la neige. Au-dessus de 800 mètres, les exutoires sont de la classe SL 500 et installés avec des dispositions constructives empêchant l'accumulation de la neige ;
- classe de température ambiante T(00) ;
- classe d'exposition à la chaleur B300.

Des amenées d'air frais d'une superficie égale à la surface des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur.

CHAPITRE 7.3 Dispositif de prévention des accidents**ARTICLE 7.3.1. MATÉRIELS UTILISABLES EN ATMOSPHÈRES EXPLOSIBLES**

Dans les parties de l'installation recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions réglementaires applicables aux installations existantes.

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980, portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de

présenter des risques d'explosion, sont applicables à l'ensemble des zones de risque d'atmosphère explosive de l'établissement. Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.

Le matériel mis en service à partir du 01 janvier 1981 est conforme aux dispositions des articles 3 et 4 de l'arrêté susvisé.

Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mise à la terre et reliées par des liaisons équipotentielle.

Installations électriques

Les installations électriques et d'éclairage doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation et aux normes en vigueur.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée a minima une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. Les actions correctives nécessaires sont réalisées suivant une cinétique appropriée compte tenu des enjeux. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du code du travail. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.

Le chauffage de l'installation et de ses annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent.

Dans les locaux à risques, à proximité d'au moins la moitié des issues est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique.

Un contrôle par infrarouge des installations électriques est réalisé 1 fois/an. Le rapport est tenu à la disposition des installations classées. Les actions correctives nécessaires sont réalisées suivant une cinétique appropriée compte tenu des enjeux. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

ARTICLE 7.3.2. VENTILATION DES LOCAUX

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour prévenir la formation d'atmosphère explosive ou toxique. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés .

La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des polluants dans l'atmosphère (par exemple l'utilisation de chapeaux est interdite).

ARTICLE 7.3.3. PROTECTION CONTRE LA FOUDRE

Article 7.3.3.1. Conception

Considérant qu'une agression par la foudre sur certaines installations classées peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter atteinte, directement ou indirectement, aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, une analyse du risque foudre doit être réalisée par un organisme compétent.

L'analyse du risque foudre identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.

Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications notables des installations nécessitant le dépôt d'une nouvelle autorisation au sens de l'article R. 512-33 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'analyse du risque foudre.

Article 7.3.3.2. Étude technique, installation et suivi

En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation, ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.

Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.

Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.

Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un État membre de l'Union européenne.

L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des nouvelles installations pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.

Article 7.3.3.3. Entretien et vérification

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.

L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.

ARTICLE 7.3.4. ÉVÉNEMENTS ET PAROIS SOUFFLABLES

Dans les parties de l'installation recensées, périodiquement et après chaque modification, comme à risques d'explosion (gaz, poussières et/ou liquides), l'exploitant met en place des événements / parois soufflables d'une surface suffisante et tout autre dispositif équivalent conformément aux conclusions des études de dangers et/ou des guides de l'art associés à ces installations.

Ces événements/parois soufflables sont disposé(e)s de façon à ne pas produire de projection à hauteur d'homme en cas d'explosion.

ARTICLE 7.3.5. SÉISMES

Les installations présentant un danger important pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement sont protégées contre les effets sismiques conformément aux dispositions définies par l'arrêté ministériel en vigueur.

ARTICLE 7.3.6. ORGANISATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Les zones de fabrication et de stockage du sucre, les aires de stockage des produits sucrés (mélasses, sirops divers), la zone de chargement des mélasses et du bâtiment « filtre presse » sont entourées d'une clôture efficace d'une hauteur minimale de 2 m.

Selon l'échéancier du titre 12, l'exploitant met en œuvre une clôture efficace d'une hauteur minimale de 2 m à la périphérie :

- des bassins de stockage de la STEP, des bassins S1 et S2 et au droit des accès est et ouest de l'ancienne voie SNCF ;
- des autres installations de la STEP, de la zone de méthanisation et de la zone entre le parking principal et le poste de détente de gaz ;
- de la cour à betteraves et de ses annexes ;
- des autres installations.

L'ensemble des installations doit être conçu, réalisé, entretenu et exploité de façon qu'il ne puisse y avoir, même en cas d'accident, de déversement direct ou indirect de matières dangereuses, toxiques ou polluantes pour l'environnement vers les égouts ou le milieu naturel.

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 7.3.6.1. Consignes en cas d'arrêt d'installation

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations doivent comporter explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à garantir en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Les consignes doivent prendre en compte les risques liés aux capacités mobiles.

Article 7.3.6.2. Consignes en cas de pollution

L'exploitant doit établir une consigne définissant la conduite à tenir en cas de pollution accidentelle.

L'exploitant dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants.

ARTICLE 7.3.7. ÉTIQUETAGE DES SUBSTANCES ET PRÉPARATIONS DANGEREUSES

Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

À proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits doivent être indiqués de façon très lisible.

ARTICLE 7.3.8. ATELIERS

Le sol des ateliers doit être étanche, incombustible et équipé de façon à ce que les produits répandus accidentellement et tout écoulement (eaux de lavage,...) puissent être drainés vers une capacité de rétention appropriée aux risques.

ARTICLE 7.3.9. RÉTENTIONS, BASSINS ET CONFINEMENT**Rétentions :**

I. Tout stockage fixe ou mobile contenant un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 L, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas 800 L minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 L.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) est conçue pour pouvoir être contrôlée à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant.

Le stockage des liquides inflammables, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol environnant que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

III. Pour les stockages à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

IV. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.

V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

Confinement :

L'exploitant dispose d'un bassin étanche de stockage des rejets accidentels d'un volume minimal de 5 000 m³ implanté en aval de la sucrerie, dimensionnée et conçue pour recueillir les eaux susceptibles d'être polluées par un incendie ou tout déversement accidentel d'effluents industriels dans le fossé aérien en aval de l'usine.

L'alimentation de la STEP depuis les bassins est réalisée par des groupes de pompage sur barge qui ne sont pas en charge sur la STEP afin d'éviter tout risque d'écoulement naturel.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme:

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ;
- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;
- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 L/m² de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

ARTICLE 7.3.10. RÉSERVOIRS

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs à double paroi ou installés en fosse maçonnée ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté et de l'arrêté ministériel du 22 juin 1998.

ARTICLE 7.3.11. RÈGLES DE GESTION DES STOCKAGES EN RÉTENTION

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. Les produits récupérés en cas de déversement dans la cuvette de rétention sont rejetés dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme des déchets.

Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou mélanges dangereux sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques et dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

ARTICLE 7.3.12. STOCKAGE SUR LES LIEUX D'EMPLOI

Les matières premières, produits intermédiaires et produits finis considérés comme des substances ou des mélanges dangereux sont limités en quantité stockée et utilisée dans les ateliers au minimum technique permettant leur fonctionnement normal.

ARTICLE 7.3.13. TRANSPORTS - CHARGEMENTS - DÉCHARGEMENTS

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes et des véhicules transportant des capacités mobiles dont le contenu est susceptible de présenter un risque de pollution sont étanches, incombustibles et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Des zones adéquates sont aménagées pour le

stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.

Ce dispositif de surveillance est pourvu d'une alarme de niveau haut.

ARTICLE 7.3.14. TUYAUTERIES

Les tuyauteries transportant des fluides dangereux sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité. Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les tuyauteries transportant des fluides dangereux ou insalubres à l'intérieur de l'établissement sont aériennes. Leur cheminement doit être consigné sur un plan tenu à jour et elles doivent être repérées in situ conformément aux règles en vigueur.

Les tuyauteries sont exploitées de manière à éviter tout risque de pollution accidentelle et installées à l'abri des chocs. Elles donnent toutes garanties de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques. Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

Les tuyauteries sont convenablement entretenues et faire l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité. Toutes les dispositions sont prises pour préserver l'intégrité des canalisations vis-à-vis des chocs et contraintes mécaniques diverses.

ARTICLE 7.3.15. ÉLIMINATION DES SUBSTANCES OU MÉLANGES DANGEREUX RÉCUPÉRÉS EN CAS D'ACCIDENT

L'élimination des substances ou mélanges dangereux récupérés en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée.

CHAPITRE 7.4 Dispositions d'exploitation

ARTICLE 7.4.1. SURVEILLANCE DE L'INSTALLATION

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

ARTICLE 7.4.2. TRAVAUX

Les travaux notamment, de réparation ou de modification ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » établis conformément à la réglementation en vigueur.

Vérification périodique et maintenance des équipements

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonnes sèches par exemple), ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

ARTICLE 7.4.3. CONSIGNES D'EXPLOITATION

Les consignes d'exploitation, d'arrêt, de modifications sont établies et connues des personnes concernées. Elles sont adaptées aux circonstances et aux risques.

ARTICLE 7.4.4. INTERDICTION DE FEUX

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique. Cette interdiction est dûment affichée.

ARTICLE 7.4.5. FORMATION DU PERSONNEL

Les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents aux installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

ARTICLE 7.4.6. VÉRIFICATIONS ET CONTRÔLES PÉRIODIQUES D'INSTALLATIONS

Équipement/Installation/Système	Périodicité/Contrôle ou de vérification
Installations électriques	Vérification annuelle et contrôle par infra-rouge
Tous matériels d'extinction et de secours	Vérification annuelle
Installation de désenfumage	Essai annuel et vérification annuelle
Système de détection incendie	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Essai de fonctionnement semestriel ▪ Inspection visuelle semestrielle, par installateur ou un vérificateur agréé APSAD
Systèmes d'alarme acoustique ou lumineuse	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Vérification et essais semestriels ▪ Vérification annuelle de l'alimentation de secours
Groupe électrogène de secours	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Vérification tous les 15 jours ▪ Essais mensuels
Dispositions constructives (portes et barrières automatiques et semi-automatiques)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Vérification annuelle
Installations de combustion	Contrôles réglementaires : tous les 2 ans - rendement, bon fonctionnement- ...
Stockage de liquides inflammables (> 10 m³)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Épreuve hydraulique avant la mise en service ▪ Vérification de l'étanchéité (joints, raccords, canalisations, tampons) : avant la mise en service
Bandes transporteuses	Vérification périodique en fonction de leur usage
Analyseurs de monoxyde de carbone portables	Vérification trimestrielle
Centrale d'alarme et détecteurs fixes de monoxyde de carbone	Entretien et vérification annuels

ARTICLE 7.4.7. MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS**ARTICLE 7.4.8. DÉFINITION GÉNÉRALE DES MOYENS**

L'établissement met en œuvre des moyens d'intervention conformes aux études de dangers des installations exploitées.

L'ensemble du système de lutte contre l'incendie peut faire l'objet d'un plan Établissements Répertoriés. À ce titre l'exploitant transmet, à la demande du Service Départemental d'Incendie et de Secours, tous les documents nécessaires à l'établissement de ce plan.

Plan d'urgence :

L'exploitant doit établir un plan d'urgence sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarios dans l'étude des dangers.

En cas d'accident, l'exploitant met en œuvre les moyens en personnels et matériels adaptés.

Le Plan d'Urgence définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement.

Un exemplaire du Plan d'Urgence doit être disponible en permanence sur le site.

L'exploitant doit élaborer et mettre en œuvre une procédure écrite, et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir la recherche systématique d'améliorations des dispositions du Plan d'Urgence ; cela inclut notamment :

- l'organisation de tests périodiques du dispositif et/ou des moyens d'intervention,
- la formation du personnel intervenant,
- l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations,
- l'analyse des accidents qui surviendraient sur d'autres sites,
- la prise en compte des résultats de l'actualisation de l'étude des dangers (suite à une modification notable dans l'établissement ou dans le voisinage),
- la mise à jour systématique du Plan d'Urgence en fonction de l'usure de son contenu ou des améliorations décidées.

Le Plan d'Urgence est remis à jour à chaque modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants.

Les modifications notables successives du Plan d'Urgence doivent être soumises pour examen à l'Inspection des Installations Classées et au service départemental d'incendie et de secours préalablement à leur diffusion.

Une version révisée doit être disponible en permanence sur le site, auprès de l'Inspection des Installations Classées et au SDIS.

Des exercices réguliers sont réalisés en interne ou en liaison avec les sapeurs pompiers pour tester le Plan d'Urgence.

ARTICLE 7.4.9. ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 7.4.10. PROTECTIONS INDIVIDUELLES DU PERSONNEL D'INTERVENTION

Des masques ou appareils respiratoires d'un type correspondant au gaz ou émanations toxiques sont mis à disposition de toute personne susceptible d'intervenir en cas de sinistre.

Une réserve d'appareils respiratoires d'intervention (dont des masques autonomes isolants) est disposée dans au moins deux secteurs protégés de l'établissement et en sens opposé selon la direction des vents.

Ces protections individuelles sont accessibles en toute circonstance et adaptées aux interventions.

ARTICLE 7.4.11. MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu dans le présent arrêté ;
- 15 poteaux d'incendie DN 100 et 2 bouches d'incendie répartis dans les zones à risques de la sucrerie. Ce réseau est alimenté par un château de 200 m³ et/ou les forages n° 3 (250 m³/h) ou les forages n° 1 (60 m³/h) et le forage n° 2 (60 m³/h), en secours.

Chacun de ces dispositifs fournit un débit minimal de 60 m³/h pendant une durée d'au moins 2 h, sous une pression dynamique de 1 bar et est muni de prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter. Les voies d'accès à ces dispositifs sont maintenues libres en permanence et sont praticables par les engins d'incendie et de secours). La pompe associée au forage principal n° 3 est secourue par un groupe électrogène thermique ;

- 3 poteaux incendie sur la voie publique, localisés à moins de 150 m du site ;
- 4 réserves d'eau d'une capacité unitaire de 1 000 m³. Chaque réserve est équipée d'une prise de raccordement conforme aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et de fournir un débit de 60 m³/h ;
- 1 château d'eau de 200 m³ alimenté par le forage en nappe n° 4 (40 m³/h). Son accès et ses équipements permettent au service de secours d'utiliser ce volume d'eau pour lutter contre un sinistre ;
- 1 réserve d'eau de 350 m³ du bassin de la tour aéroréfrigérante « réfrigérant principal ». Cette réserve est uniquement disponible lors des campagnes sucrières. Son accès et ses équipements permettent au service de secours et d'incendie de disposer de ce volume pour lutter contre un sinistre ;
- 1 moto-pompe mobile et d'un véhicule moteur équipé pour le tracter ;
- 2 colonnes sèches dans les tours de manutention des silos vertical et horizontal de stockage de sucre. Au niveau de chaque étage, ces colonnes sont dotées d'au moins 2 sorties normalisées pour connecter des flexibles ;
- 1 colonne sèche implantée à proximité du poste de chargement principal vrac de sucre. Elle est équipée d'au moins 2 sorties normalisées pour connecter des flexibles ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- de Robinets d'Incendie Armés (RIA) ;
- des flexibles sur enrouleurs alimentés par les colonnes sèches.

Les tuyauteries du réseau incendie sont indépendantes des réseaux des eaux industrielles. Les sections des tuyauteries sont dimensionnées pour obtenir les pressions et débits nécessaires, à chaque endroit. Les pompes et les dispositifs de surpression sont dimensionnés, entretenus et testés.

Les emplacements des bouches d'incendie, des colonnes sèches ou des extincteurs sont matérialisés sur les sols et/ou bâtiments (par exemple au moyen de pictogrammes). Les bouches, poteaux incendie ou prises d'eau diverses qui équipent le réseau sont incongelables et sont munis de raccords normalisés. Ils doivent pouvoir être accessibles en toute circonstance.

L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau. Il n'y a pas de bassin de stockage de réserve incendie.

L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

ARTICLE 7.4.12. PROTECTION DES MILIEUX RÉCEPTEURS

Article 7.4.12.1. Bassin de confinement et bassin d'orage

Les réseaux d'eaux pluviales sont conçus (dimensions, pentes...) pour collecter les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement). Ces eaux sont collectées et pompées en aval de l'usine vers un bassin de confinement étanche d'une capacité minimale disponible en toute circonstance de 5 000 m³ avant retraitement dans la station d'épuration interne du site. Les eaux de cette station ne peuvent être rejetées dans le milieu naturel qu'après vérification que leurs caractéristiques permettent de satisfaire les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 7.4.13. RELEVAGE DES EAUX ET RISQUES DE RUISSELLEMENTS

L'exploitant met en œuvre toute disposition (vanne de barrage aisément accessible et affichée...) pour contenir les eaux polluées sur le site en cas de déversement accidentel ou de déversement d'eaux incendie.

Relevage des eaux :

L'exploitant dispose en toute circonstance des matériels (pompes de relevage secourues...) et d'un stock de pièces critiques pour ces matériels. Le dispositif de secours des pompes de relevage doit permettre de pallier rapidement au dysfonctionnement de leur alimentation électrique.

L'exploitant met en œuvre :

- une vidéo surveillance de l'effluent s'écoulant dans le fossé des Marettes en aval de l'usine, avec report en salle du Poste Central ;
- une alarme visuelle en cas de dysfonctionnement de l'une ou l'autre des pompes « Points Bas de relevage » ;
- un synoptique de contrôle-commande dédié à la supervision des pompes « Points Bas de relevage des effluents » internes de l'usine (avec marche/arrêt des pompes).

Risque de ruissellement :

L'exploitant rédige, diffuse et fait appliquer, si besoin est, une procédure visant à mettre en œuvre toute disposition pour mettre en sécurité les installations à risques et les produits polluants pour le milieu récepteur, en cas de risque de ruissellements/inondations. L'exploitant met à disposition les moyens humains et matériels pour satisfaire cet objectif.

ARTICLE 7.4.14. DOCUMENT D'INTERVENTION SPÉCIFIQUE ET INTERNE AUX SAPEURS POMPIERS

L'exploitant transmettra dans les trois mois suivant la notification du présent arrêté au Service prévision industrielle du SDIS d'YVETOT (Seine-Maritime), sous format informatique (A3 ou A4, le plan de masse, le plan de situation, les plans des niveaux et les fiches des matières dangereuses) utilisées sur le site.

TITRE 8 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 8.1 Silos de stockage de sucre

ARTICLE 8.1.1. DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX SILOS ET INSTALLATIONS CONNEXES

Article 8.1.1.1. Définitions

« Local administratif » : local où travaille du personnel ne participant pas à la conduite directe de l'installation (secrétaire, commerciaux, personnel administratif, etc.).

« Silo » : ensemble formé par des capacités de stockage type vrac quelle que soit leur conception, des tours de manutention, des fosses de réception, des galeries de manutention, des dispositifs de transport (élévateur, transporteur à chaîne, transporteur à bande, transporteur pneumatique) et de distribution des produits (en galerie ou en fosse), des équipements auxiliaires (épierreurs, tarares, dépoussiéreurs, tamiseurs, séparateurs magnétiques ou tout autre dispositif permettant l'élimination de corps étrangers), des trémies de vidange et de stockage des poussières.

« Silo plat » : silo dont les capacités de stockage ont une hauteur des parois latérales retenant les produits inférieure ou égale à 10 m. Cette hauteur est mesurée entre le point bas, qu'il soit au-dessous ou au-dessus du niveau du sol, et le point haut des parois latérales retenant les produits.

« Tour de manutention » : enceinte verticale fermée ou partiellement fermée abritant des équipements d'élévation ou de travail des produits mentionnés à la rubrique n° 2160.

« Boisseau de chargement » ou « boisseau de reprise » : la capacité de stockage située au-dessus d'un poste de chargement dont le volume est inférieur à 150 m³.

« Surface soufflable » : élément dont la masse surfacique est inférieure ou égale à 25 kg/m² et la pression de rupture à l'explosion est inférieure ou égale aux valeurs limites fixées par l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012.

« Distance d'ensevelissement » : distance exprimée en mètres et correspondant au déversement de sucre dans le cas d'une rupture, d'un effondrement du silo et calculée selon la méthodologie présentée en annexe IV de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012.

« Espace sur-cellules » : partie du silo comprise entre le dessus des capacités de stockage ouvertes et la toiture du silo.

« Galerie sur-cellules » : enceinte horizontale située au-dessus des capacités de stockage et isolée de ces dernières abritant des équipements de transfert des produits mentionnés à la rubrique n° 2160.

« Galerie sous-cellules » : enceinte horizontale située à la base des capacités de stockage et isolée de ces dernières abritant des équipements de transfert des produits mentionnés à la rubrique n° 2160. Dans certaines configurations, elles sont également appelées « espaces sous-cellules ».

« Cellule ouverte » : capacité de stockage comportant un espace sur-cellules commun avec d'autres cellules.

« Cellule fermée » : capacité de stockage ne répondant pas à la définition de cellule ouverte.

« Dispositif de découplage » : dispositif placé entre deux volumes résistant à une surpression due à une explosion et visant à en empêcher la propagation.

« Chambre ou local à poussières » : enceinte dans laquelle les poussières sont réceptionnées en sortie d'installation de dépoussiérage et stockées.

Pour les nouvelles installations, l'autorisation d'exploiter est subordonnée à l'éloignement des capacités de stockage (à l'exception des boisseaux) et de la tour de manutention :

- par rapport aux habitations, aux immeubles occupés par des tiers, aux immeubles de grande hauteur, aux établissements recevant du public, aux voies de communication dont le débit est supérieur à 2 000 véhicules par jour, aux voies ferrées sur lesquelles circulent plus de 30 trains de voyageurs par jour, ainsi qu'aux zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers. Cette distance est alors au moins égale à 1,5 fois la hauteur des capacités de stockage et des tours de manutention sans être inférieure à une distance minimale. Cette distance est alors au moins égale à 1,5 fois la hauteur des capacités de stockage et des tours de manutention sans être inférieure à une distance minimale. Cette distance minimale est de 25 m pour les silos plats et de 50 m pour les silos verticaux ;

- par rapport aux voies ferrées sur lesquelles circulent moins de 30 trains de voyageurs par jour et aux voies de communication dont le débit est inférieur à 2 000 véhicules par jour (sauf les voies de desserte de l'établissement). Cette distance est au moins égale à 25 m pour le silo vertical et au moins égal à 10 m pour le silo plat.

Article 8.1.1.2. Éloignement des locaux administratifs

Tout local administratif doit être éloigné des capacités de stockage et des tours de manutention, d'au moins 25 m pour le silo vertical et d'au moins 10 m pour le silo plat.

Toute modification apportée au voisinage des installations de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation en application de l'article R. 512-33 du code de l'environnement.

Article 8.1.1.3. Surveillance de l'exploitation

L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité.

Article 8.1.1.4. Formation du personnel

Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.

Article 8.1.1.5. Consignes de sécurité et procédures d'exploitation

Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident.

Les consignes de sécurité sont tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Les procédures d'exploitation sont tenues à jour et mises à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 8.1.1.6. Interdiction de fumer

Dans les zones où il existe un risque d'incendie ou d'explosion, il est interdit de fumer.

Article 8.1.1.7. Permis de feu

La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds fait l'objet d'un permis de feu délivré et dûment signé par l'exploitant ou la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.

Une consigne relative à la sécurité des travaux par points chauds est établie et respectée ; elle précise notamment les dispositions qui sont prises avant, pendant et après l'intervention.

Le permis de feu est délivré après avoir soigneusement inspecté le lieu où se dérouleront les travaux, ainsi que l'environnement immédiat.

Le permis rappelle notamment :

- les motivations ayant conduit à la délivrance du permis de feu ;
- la durée de validité ;
- la nature des dangers ;
- le type de matériel pouvant être utilisé ;
- les mesures de prévention à prendre (notamment, information du personnel, périmètre et protection de la zone d'intervention, arrêt des installations signalétiques, consignes de surveillance et de fin de travaux, etc.) ;
- les moyens de protection mis à la disposition du personnel effectuant les travaux par exemple au minimum la proximité d'un extincteur adapté au risque, ainsi que les moyens d'alerte.

En ce qui concerne les engins munis de moteurs à combustion interne, des dispositions doivent être prises pour qu'ils présentent des caractéristiques suffisantes pour éviter l'incendie et l'explosion.

L'exploitant tiendra à jour la liste nominative du personnel strictement nécessaire au fonctionnement des silos ou installations utilisant les produits stockés dans les silos.

Article 8.1.1.8. Accès aux installations

Sans préjudice de réglementations spécifiques, toutes dispositions sont prises afin que les personnes non autorisées ou en dehors de toute surveillance ne puissent avoir accès aux installations (clôture, panneaux d'interdiction de pénétrer, etc.).

L'accès aux installations du site dont les silos de stockage sont restreints par des clôtures et barrières d'accès conformément aux dispositions générales de sûreté du site.

Les dispositifs doivent permettre l'intervention des services d'incendie et de secours et l'évacuation rapide du personnel.

Les voies de circulation, les pistes et voies d'accès sont nettement délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet (fut, emballages...) susceptibles de gêner la circulation.

Les services d'incendie et de secours et le personnel d'intervention de l'établissement doivent disposer de l'espace nécessaire à l'utilisation et le déploiement des moyens d'incendie et de secours, nécessaires à la maîtrise des sinistres.

Les eaux d'incendie (exercice ou sinistre) devront être collectées et dirigées vers le réseau général de l'usine pour traitement approprié avant rejet. Toutes dispositions seront prises (étanchéification de sols, constitution de barrages, réfection des pentes) pour éviter que ces eaux se déversent directement dans le milieu naturel.

Article 8.1.1.9. Caractéristiques des constructions et aménagements

Le silo est conçu et aménagé de manière à limiter la propagation d'un éventuel sinistre (incendie ou explosion) ou les risques d'effondrement qui en découlent.

Les ouvertures entre les locaux ou les bâtiments occupés par du personnel ou entre les ateliers et les aires de chargement/déchargement sont limitées en nombre et en dimension à ce qui est nécessaire à une bonne exploitation.

Les galeries et les tunnels de transporteurs sont conçus de manière à faciliter tous les travaux d'entretien, de réparation ou de nettoyage des éléments des transporteurs.

Le silo est conçu de manière à réduire le nombre des pièges à poussières tels que surfaces planes horizontales (en dehors des sols), revêtements muraux ou sols rugueux, enchevêtrements de tuyauteries, coins reculés difficilement accessibles.

Les locaux abritant les unités de dépoussiérage sont aménagés de manière à découpler l'installation de filtration de l'équipement de collecte des poussières fines.

Article 8.1.1.10. Nettoyage des locaux

Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.

La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation.

La quantité de poussières fines déposées ne doit pas être supérieure à 50 g/m².

Des repères peints sur le sol et judicieusement placés servent à évaluer le niveau d'empoussièrement des installations.

Les contrôles de la propreté et le nettoyage sont adaptés lors des périodes de forte activité. La fréquence des contrôles est au moins hebdomadaire pendant les périodes de manutention et de réception des produits, et des opérations de nettoyage sont réalisées, si nécessaire.

Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion.

Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation du balai ou de l'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.

Article 8.1.1.11. Prévention des émissions de poussières

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour éviter toutes les fuites de poussières, et, en cas de fuite, pour les résorber rapidement.

Le rejet à l'atmosphère de l'air utilisé pour l'aération ou la ventilation des cellules ne peut se faire que sous réserve du respect des caractéristiques maximales suivantes :

- la concentration en poussières dans les rejets est :
 - ✓ inférieure à 100 mg/Nm³ si le flux horaire est inférieur ou égal à 1 kg/h
 - ✓ inférieure à 40 mg/Nm³ si le flux horaire est supérieur à 1kg/h
 - ✓ Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée d'une demi-heure ;
- les systèmes de dépoussiérage sont aménagés et disposés de manière à permettre les mesures de contrôle des émissions de poussières dans de bonnes conditions. Leur bon état de fonctionnement est périodiquement vérifié ;
- les appareils à l'intérieur desquels il est procédé à des manipulations de produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières dans les locaux ou bâtiments où sont effectuées ces opérations ;
- les sources émettrices de poussières (jetées d'élévateurs ou de transporteurs) sont capotées. Elles sont étanches ou munies de dispositifs d'aspiration et de canalisation de transport de l'air poussiéreux. Cet air est dépoussiéré dans les conditions prévues à l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 au moyen de systèmes de dépoussiérage.

Le capotage des jetées de transporteurs est nécessaire si la vitesse des transporteurs est supérieure à 3,5 m/s ou si la hauteur de chute entre deux bandes est supérieure à 1 m. L'exploitant doit veiller à éviter les courants d'air au-dessus de ce type de transporteur.

Au moins une fois par an un audit annuel d'équilibrage des réseaux de dépoussiérage est réalisé. Le résultat de ces audits et les mesures correctives prises éventuellement sont consignés par écrit tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le système de dépoussiérage du silo est équipé en amont d'un pot de découplage d'une éventuelle surpression.

En cas de changement de dispositifs de dépoussiérage ou de moyen de protection, ceux-ci devront présenter a minima les caractéristiques citées précédemment.

Les installations de dépoussiérages des installations sont a minima, celles du tableau suivant.

Localisation du dépoussiéreur	Repère	Installations dépoussiérées	Débit d'aspiration
Atelier d'ensachage	D1	Circuit de manutention du sucre de l'atelier de conditionnement (« Ensachage ») et du poste de chargement du sucre en vrac « Principal »	20 000 Nm³/h
Silo vertical	D2	Circuit du traitement de l'air de maturation et de conservation des sucres stockés dans le silo vertical et des circuits de manutention sucre associés (en galeries et tour de manutention)	20 000 Nm³/h
Silo horizontal	D3	Circuit du traitement de l'air de maturation et de conservation des sucres stockés dans le silo horizontal	25 000 Nm³/h
Manutentions silo horizontal	D4	Circuits de manutention du sucre du silo horizontal (machine de reprise du sucre, galeries et tour de manutention)	24 500 Nm³/h

Le fonctionnement des transporteurs et élévateurs est asservie à la marche des systèmes d'aspiration et de dépoussiérage.

Article 8.1.1.12. Installations électriques et rapport annuel des installations électriques

L'installation est efficacement protégée contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre.

L'exploitant tient à jour la liste des modifications survenues dans le matériel électrique.

Un suivi formalisé de la prise en compte des mesures correctives doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :

- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;
- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions des articles 16 et 17 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012.

Des actions correctives sont effectuées suivant une cinétique appropriée compte tenu des enjeux, afin que le matériel reste en bon état et en permanence conforme à ses spécifications techniques d'origine. Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 8.1.1.13. Antennes d'émission et relais

Le silo ne doit pas disposer de relais, d'antennes d'émission ou de réception collectives sur ses toits à moins qu'une étude technique justifie que les équipements mis en place ne sont pas source d'amorçage d'incendie ou de risque d'explosion de poussières. Cette étude est à intégrer dans le rapport annuel d'un organisme compétent et doit prendre en compte les conclusions de l'étude foudre.

Article 8.1.1.14. Aires de chargement/déchargement de sucre

Les aires de chargement et de déchargement du sucre sont situées en dehors des capacités de stockage (hormis les boisseaux nécessaires à ces opérations).

Ces aires sont :

- soit suffisamment ventilées de manière à éviter la création d'une atmosphère explosive (cette solution ne peut être adoptée que si elle ne crée pas de gêne pour le voisinage ou de nuisance pour les milieux sensibles) ;
- soit munies de systèmes de captage de poussières, de dépoussiérage et de filtration.

Ces aires doivent être régulièrement nettoyées.

En cas d'usage de fosses de réception, des grilles au maillage approprié seront mises en place pour retenir au mieux les corps étrangers.

L'exploitant met en œuvre tout dispositif pour enlever les corps étrangers (pierres, métaux, etc.) du sucre et qui risqueraient de provoquer des étincelles lors de chocs ou de frottements.

Article 8.1.1.15. Vieillessement des structures

L'exploitant s'assure de la tenue dans le temps des parois des silos et des tours de manutention. En particulier, il met en place a minima une procédure de contrôle visuel des parois des cellules, pour détecter tout début de corrosion ou d'amorce de fissuration.

Ce contrôle est réalisé après déstockage complet des silos ou a minima tous les 5 ans par du personnel compétent.

Les contrôles à réaliser sont ciblés dans une procédure spécifique. Ils doivent permettre de localiser par installation (silo...), les désordres constatés (éclats, épaufrures, corrosion, écailles...), leur importance et leur évolution. Les contrôles visuels peuvent se faire à l'aide de tout moyen approprié (jumelles...). Les traces des désordres sont enregistrées, photographiées, relevées et cartographiées. La suppression des désordres doit être réalisée suivant une cinétique appropriée. Les résultats de ces contrôles et des réparations éventuelles sont enregistrés et tenus à la disposition des installations classées.

Selon l'échéancier du titre 12, l'exploitant fait réaliser a minima tous les 10 ans pour les structures en béton, par toute société tierce compétente et reconnue, des contrôles visuels approfondis, ou tout autre contrôle en cas de constat de désordre. Des enregistrements (photographies...) sont réalisés pour quantifier les évolutions.

L'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires suivant une cinétique appropriée compte tenu des enjeux.

Article 8.1.1.16. Évents et surfaces éventables

L'exploitant met en œuvre des dispositifs (surfaces éventables...) pour évacuer les surpressions accidentelles dues aux explosions de poussières, ou en cas de non possibilité technique des supprimeurs d'explosion) pour réduire les effets d'une explosion.

Ces dispositifs sont dimensionnés conformément aux normes en vigueur. L'exploitant s'assure de leur efficacité et de leur pérennité.

Si des modifications interviennent sur l'une des structures ou équipements, l'exploitant devra démontrer l'efficacité des nouveaux dispositifs de protection, notamment pour garantir une surface éventable ainsi qu'une pression d'ouverture équivalente.

L'exploitant met en place les dispositifs ou dispositions nécessaires pour ne pas exposer les personnes ou d'installation à risque à la flamme sortant des évents ou des surfaces soufflables en cas d'explosion. Ces surfaces sont orientées vers des zones non fréquentées par les personnes.

Article 8.1.1.17. Autres dispositifs de protection contre l'explosion

En cas de non possibilité technique de mettre en œuvre des événements ou surfaces soufflables dûment dimensionnées au regard des risques au sein d'installations telles que boisseaux de chargement et de leurs trémies d'alimentation, l'exploitant met en œuvre des dispositifs d'isolation d'explosion (suppresseurs d'explosion ou système de décharge d'explosion vannes VENTEX ou vannes équivalentes pilotées ou non, vannes à fermeture rapide ou dispositif d'isolation chimique...).

Ces dispositifs sont d'une technologie adaptée et sont dûment dimensionnés au regard des risques à couvrir.

Ces équipements font l'objet de vérifications et d'entretiens aussi nombreux que nécessaire afin de garantir leur efficacité et fiabilité.

Ces dispositifs sont judicieusement implantés afin de protéger en particulier, les boisseaux ou trémies d'alimentation au regard des conclusions des études de dangers réalisées.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer en permanence la fourniture et la disponibilité des utilités qui concourent à la mise en sécurité des boisseaux et à leur arrêt d'urgence d'alimentation de sucre.

Les organes principaux doivent prendre automatiquement une position de sécurité en cas de perte d'énergie motrice.

La remise en service du système de mise en sécurité à la suite d'un déclenchement fera l'objet d'une procédure stricte.

Les dépassements des points de consigne déclenchent des alarmes en salle de contrôle ainsi que les actions automatiques ou manuelles de protection ou de mise en sécurité, appropriées aux risques encourus.

L'exploitant s'assure du bon fonctionnement des dispositifs de sécurité équipant les boisseaux. Les opérations correspondantes sont programmées et effectuées sous la responsabilité de l'exploitant.

Article 8.1.1.18. Autres mesures

L'ensemble formé par les filtres et leurs caissons et la réserve à poussières est placé à l'extérieur des bâtiments (cellule de stockage, galerie et tour de manutention notamment). Les locaux de dépoussiérage sont installés et aménagés conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié.

Les poussières récupérées par les installations de dépoussiérage ne doivent pas être mélangées au sucre stocké. Elles peuvent être refondues dans le process sucrier.

ARTICLE 8.1.2. SILO DE STOCKAGE VERTICAL DE 32 200 m³**Article 8.1.2.1. Détecteurs des dysfonctionnements**

L'exploitant met a minima en œuvre sur les appareils de manutention les mesures de maîtrise des risques du tableau suivant et qui visent à détecter et stopper tout fonctionnement anormal de ces appareils :

Installations	Mesure de Maîtrise des Risques
Transporteurs à bandes fixes ou mobiles	<ul style="list-style-type: none"> - bande alimentaire antistatique EN 20 284 et non propagatrice de la flamme EN 20 340 ; - paliers extérieurs au capotage ; - contrôleurs de rotation avec arrêt automatique de l'appareil ; - alimentation et jetée entièrement capotées et dépoussiérées lorsque les hauteurs de chute sont supérieures à 1 m. Le signal de retour du fonctionnement du dépoussiérage est obligatoire pour faire fonctionner le tapis ; - vitesse inférieure à 3,5 m/s.
Élévateurs à godets	<ul style="list-style-type: none"> - sangle alimentaire antistatique EN 20 284 et non propagatrice de la flamme EN 20 340 ; - paliers extérieurs au capotage ; - godets non-étincelants ; - contrôleurs de rotation avec arrêt automatique de l'appareil ; - contrôleurs de bourrage avec arrêt automatique de l'appareil ; - alimentation et jetée entièrement capotées et dépoussiérées. Le signal de retour du fonctionnement du dépoussiérage est obligatoire pour faire fonctionner l'élévateur ; - contrôleurs de température des paliers avec arrêt automatique de l'équipement (température égale à 90 °C).

L'exploitant établit un programme d'entretien de ces dispositifs, qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel. Le suivi et les travaux réalisés en application de ce programme sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Un système de détection incendie UV/IR avec asservissement sur la marche des installations de manutention est installé en amont de la jetée en pied du transporteur T6 du silo (tapis de mise en stock).

Les détecteurs d'incidents de fonctionnement ou de point chaud arrêtent l'installation et les équipements situés en amont et en aval immédiatement ou après une temporisation limitée à quelques secondes. L'installation ne peut être remise en service qu'après intervention du personnel pour remédier à la cause de l'incident.

L'état des dispositifs d'entraînement, de rotation et de soutien des élévateurs et des transporteurs et l'état des organes mécaniques mobiles sont contrôlés à une fréquence adaptée déterminée par l'exploitant et au moins annuellement. Les résultats de ce contrôle sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le dépoussiérage de la cellule et des installations de manutention en galerie sur-cellule du silo vertical est réalisé avec des gaines interconnectées vers le système de dépoussiérage implanté dans un bâtiment indépendant à proximité du silo.

Article 8.1.2.2. Surfaces éventables et installations de découplage

L'exploitant s'assure de l'efficacité et de la pérennité des découplages mis en place.

L'exploitant met a minima en œuvre les surfaces éventables reprises dans le tableau suivant :

Volume	Surface éventable en m ²	Pstat en bar ^(*)	Nature des surfaces ^(**)
Galeries			
Galerie aérienne avec transporteur T3 « Sandvik »	574 (3 faces)	0,05 à 0,1	Bardage acier double peau
Galerie semi-enterrée entre silos Avec transporteurs T101 et T204	250	0,05 à 0,1	Bardage acier double peau
Silo Vertical			
Tour de manutention	54	0,05 à 0,1	Tour béton Plafond en contreplaqué + revêtement multicouche Vitrages
« Grenier » (Galerie sur-cellule)	25	0,01 à 0,025	Vitrages
Elévateur E2	Suppresseur d'explosion		Bouche chimique dans caissons et goulottes d'alimentation
Unités de dépoussiérage			
Caisson	2,8	0,168	Évent métallique
Pot de découplage	1,16	< 0,1	Évent métallique

Article 8.1.2.3. Découplages

Conformément à l'étude des dangers réalisée par l'exploitant, les sous-ensembles sont isolés par l'intermédiaire de dispositifs de découplage. Ces dispositifs sont dimensionnés de manière à résister à une explosion primaire débutant dans l'un des volumes adjacents.

Les communications entre volumes sont limitées. Les ouvertures pratiquées dans les parois intérieures pour le passage des transporteurs, canalisations, etc., doivent être aussi réduites que possible.

L'exploitant s'assure de l'efficacité et de la pérennité des découplages mis en place :

Volume A	Volume B	Caractéristique de découplage entre A et B
« Grenier » (Galerie sur-cellule)	Tour de manutention	Cloison coupe-feu - EI 60 Porte coupe-feu - EI 60 Trappe guillotine au droit du transporteur à bande T6 – EI 60
« Cave » (Galerie sous-cellule)	Tour de manutention	Cloison coupe-feu - EI 60 Porte coupe-feu – EI 60 Trappe guillotine au droit du transporteur à bande T3 – EI 60
Cellule	« Grenier » (Galerie sur-cellule) ou « Cave » (Galerie sous-cellule)	Trappes de remplissage et de vidange maintenues fermées en dehors des opérations de transvasement

L'exploitant doit s'assurer que les parois et portes (devant être fermées en dehors du passage des personnes) de découplages soient suffisamment fixées pour ne pas être arrachées lors d'une explosion majorante.

L'exploitant doit s'assurer à intervalle régulier (et à chaque fois que nécessaire) de la pérennité de ces dispositifs de découplage.

Les parois de découplage doivent être disposées (au plus près des installations de transfert – bandes transporteuses...) de façon que l'ouverture laissée libre soit la plus petite possible afin d'interdire toute propagation d'une explosion primaire survenue dans un volume A, vers un volume B qui lui est adjacent.

L'exploitant rédige, explicite au personnel concerné et fait appliquer une procédure relative à la fermeture (hors cycle de vidange) des trappes de reprise du sucre.

L'unité de dépoussiérage du silo vertical est équipée d'un pot découplage avec évent dûment dimensionné sur l'extraction des poussières.

Le volume de la galerie principale reliant la production aux silos est découplée par des parois et portes coupe-feu suivant les préconisations de l'étude des dangers.

Lorsque le découplage comprend ou est assuré par des portes, celles-ci sont maintenues fermées, hors passages, au moyen de dispositifs de fermetures mécaniques, excepté si la conception des postes ne le permet pas. Dans ce dernier cas, la justification doit en être apportée. L'obligation de maintenir les portes fermées doit a minima être affichée.

Article 8.1.2.4. Autres mesures

Conformément à l'étude des dangers réalisée par l'exploitant, d'autres mesures de protection venant en complément des barrières classiques (évents, découplages...) sont mis en place.

Les éléments légers (toitures, fenêtres...) permettant de libérer les effets d'une éventuelle explosion doivent être maintenus en place.

Des dispositifs destinés à enlever du produit transporté et stocké dans les silos et boisseaux les corps étrangers (métaux...) risquant de provoquer des étincelles lors de chocs ou de frottements sont installés à des endroits judicieusement choisis et définis par l'exploitant.

ARTICLE 8.1.3. SILO DE STOCKAGE HORIZONTAL DE 61 800 m³

Le silo de stockage horizontal de 61 800 m³ est constitué d'une première partie réalisée en 1984 et d'une extension réalisée en 1991. Ce silo est exploité conformément aux dispositions applicables aux installations existantes, de l'arrêté du 26/11/2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations existantes relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2160.

Article 8.1.3.1. Surfaces éventables et installations de découplage

L'exploitant s'assure de l'efficacité et de la pérennité des découplages mis en place.

L'exploitant met a minima en œuvre, les surfaces éventables du tableau suivant :

Volume	Surface éventable en m ²	Pstat en bar	Nature des surfaces
Silo Horizontal			
Tour de manutention	550 (3 faces et toiture)	0,05 à 0,1	Bardage acier double peau
Élévateur E102	Suppresseur d'explosion	/	Bouche chimique dans les caissons et goulottes d'alimentation
Poste de Chargement vrac			

Poste accolé au silo N°2 - « secondaire » alimenté par transporteur T306	345 m² (2 faces et toiture)	0,05 à 0,1	Bardage acier double peau
Unité de dépoussiérage « Cellule de stockage »			
Caisson	1,6	/	8 clapets métalliques
Pot découplage	1,45	/	Évent métallique
Unité de dépoussiérage « Manutentions »			
Caisson	1,15	0,1	Évent métallique
Pot découplage	0,53	0,085	Évent métallique

Article 8.1.3.2. Découplage

L'exploitant met a minima en œuvre, les installations de découplage du tableau suivant :

Volume A	Volume B	Caractéristiques du découplage entre A et B
Cellule de stockage	Tour de manutention	Mur en parpaing avec chaînage – REI 120 Porte d'accès coulissante entre tour et cellule au niveau 0 – EI 60
Tour de manutention	Galerie semi-enterrée de liaison avec silo vertical	Cloisons coupe-feu – EI 60 Portes coupe-feu - EI 60 Trappes guillotines au droit des transporteurs à bande – EI 60
Cellule	Galerie sous-cellule	Trappes métalliques de vidange maintenues fermées en dehors des opérations de transvasement
Local de l'unité de dépoussiérage « Cellule de stockage »	Caisson de filtration	Cloison métallique avec porte d'accès fermée
	Caisson de collecte des fines	Cloison métallique avec porte d'accès fermée
Caisson de filtration de l'unité de dépoussiérage « Manutentions »	Local de collecte des fines	Écluse ATEX de découplage à l'extraction des poussières

Article 8.1.3.3. Installations de dépoussiérage et de manutention complémentaires du silo horizontal

L'extension du local électrique du silo horizontal, installations modifiées des circuits de transport de sucre, le nouveau dépoussiéreur associé aux réseaux d'aspiration de la nouvelle machine électrique de reprise (160 t/h) du sucre et les nouveaux transporteurs à bande sont exploités conformément aux données du dossier de déclaration de modification « Manutentions de reprise et dépoussiérage du silo horizontal » (référéncé A1420-50-DCL-01-101-D) de juin 2016.

Notamment, les équipements mobiles de reprise du sucre du silo horizontal, les installations dédiées à l'ensilage, et au désilage du silo horizontal et les manutentions dédiées au poste n°2 secondaire de chargement vrac camions sont aspirés. Les poussières sont transférées vers l'unité de dépoussiérage « Manutentions ».

En particulier, les Mesures de Maîtrise des Risques suivantes sont mises en œuvre :

Installations	Mesure de Maîtrise des Risques (MMR)
Élévateur de la machine de reprise Transporteurs mobiles à bande attelés à la machine de reprise	Sangle élévatrice alimentaire antistatique (EN 20 284) et non propagatrice de flamme (EN 20 340)
	Paliers extérieurs au capotage
	Godets anti-étincelants
	Contrôleur de rotation, contrôleur de température palier, contrôleur de déport de sangle et sonde de bourrage en jetée, avec arrêt automatique de l'équipement après une temporisation adaptée, si apparition d'un défaut
	Capotage aux jetées
	Jetées dépoussiérées, avec signal de retour du fonctionnement du dépoussiérage obligatoire pour autoriser le fonctionnement de l'élévateur
	Arrêt d'urgence par câble
	Moteur ATEX avec protection magnétothermique
	Vitesse limitée : < 3,5 m/s
Cyclo-filtre dépoussiéreur	Tresses de continuité de masse
	Événement de décharge d'explosion d'une surface suffisante
	Ventilateur ATEX placé sur le circuit côté air propre
	Détection de marche du ventilateur (retour de marche électrique)
	Décolmatage des manches filtrantes à l'air comprimé, assuré régulièrement suivant un cycle pré-programmé, temporisé
	Mesure de delta P en locale, contrôlée visuellement, avec action humaine si nécessaire
	Sonde de détection de poussières en sortie du cyclo-filtre sur circuit air propre, entraînant l'arrêt du dépoussiéreur
	Détection de niveau haut poussières avant écluse (sonde de bourrage), entraînant l'arrêt du dépoussiéreur
	Tresses de continuité de masse sur les gaines de dépoussiérage
	Manches filtrantes en matériau anti-statique et oléo-hydrophobe
	Écluse rotative ATEX, résistante à 2 bars et barrage flamme

Découplages

L'exploitant met a minima en œuvre, les installations de découplage du tableau suivant :

Installations		Mesure de Maîtrise des Risques (MMR)
Unité de dépoussiérage « Manutentions »	Découplage amont sur le circuit d'air poussiéreux	Pot de découplage sur chacune des 3 gaines d'arrivée d'air poussiéreux à l'entrée du cyclo-filtre
	Découplage aval sur le circuit poussières	Écluse rotative à l'extraction des poussières du cyclo-filtre vers le big bag de récupération des fines
	Découplage du Cyclo-filtre-dépoussiéreur vers le volume du bâtiment	Pot de découplage sur la conduite d'air propre en amont de l'entrée d'air dans le volume du bâtiment
		Sonde de détection de fuite de poussières sur la conduite de sortie d'air cyclo-filtre dépoussiéreur. La détection de fuite entraîne l'arrêt du ventilateur
		Ensemble de filtres de sécurité sur la conduite d'air propre en amont de l'entrée d'air dans le volume du bâtiment
Propagation par les volumes des bâtiments en communication	Découplage entre cellule de stockage et galerie sous cellule lors de la reprise de sucre	Trappe ouverte pour le transfert du sucre sur le tapis de reprise T202 situé dans la galerie sous le silo horizontal
		Fermeture des autres trappes de vidange
		Lors de l'utilisation de la machine de reprise : trappe dédiée au passage de la conduite de dépoussiérage, mise en place systématique par l'opérateur au droit de la trappe concernée, d'un dispositif d'obturation de type tampon plein
Local électrique		
Extension du local électrique	Découplage entre les différents volumes bâtimentaires accolés	Parois et portes REI 120 et plafond incombustible
	Propagation d'un incendie	Détection incendie dans le local électrique
Engins de manutention en dehors des périodes d'utilisation		
Machine de reprise et transporteurs mobiles		En phase de déstockage : enceinte du silo avec coupure des énergies et fermeture de la porte de liaison avec la tour de manutention coupe-feu EI 60 et pare-flamme E 90
		En phase d'ensilage : équipements stockés à l'extérieur de la cellule de stockage avec coupure des énergies

Engins de manutention en dehors des périodes d'utilisation	
Chargeuse à godets	Stationnement à l'extérieur de la cellule de stockage avec coupure des énergies avec porte fermée coupe-feu EI 60 et pare-flamme E 90 (déstockage et ensilage du sucre)

Asservissements :

La gestion des défauts et asservissements est la suivante :

- Une détection de dysfonctionnement ou de défaut d'un capteur, entraîne automatiquement l'arrêt de l'appareil concerné (alarme visuelle ou sonore en local et en supervision silos, puis arrêt de l'installation après une temporisation adaptée).

Les équipements de manutention et les unités de dépoussiérage sont liés par un double asservissement :

- les manutentions ne peuvent démarrer sans le démarrage préalable de l'unité de dépoussiérage, et ce, après une temporisation adaptée ;
- un arrêt du cyclo-filtre dépoussiéreur entraîne l'arrêt des équipements de manutention.

ARTICLE 8.1.4. INSTALLATION DE CHARGEMENTS DU SUCRE

Article 8.1.4.1. Aires de chargement

Les aires de chargement du sucre (camions, atelier d'ensachage...) sont situées en dehors des capacités de stockage (hormis les boisseaux nécessaires à ces opérations).

Ces aires sont :

- soit suffisamment ventilées de manière à éviter la création d'une atmosphère explosive (cette solution ne peut être adoptée que si elle ne crée pas de gêne pour le voisinage ou de nuisance pour les milieux sensibles) ;
- soit munies de systèmes de captage de poussières, de dépoussiérage et de filtration ;
- régulièrement nettoyées.

En cas d'usage de fosses de réception, des grilles au maillage approprié sont mises en place pour retenir au mieux les corps étrangers.

S'il est procédé à d'autres opérations que celles purement liées au stockage des produits, les stockages doivent avoir été préalablement débarrassés des corps étrangers (pierres, métaux, etc.) risquant de provoquer des étincelles lors de chocs ou de frottements. Cette disposition est applicable à tous les silos procédant à un transport pneumatique interne de produits.

Article 8.1.4.2. Postes de chargement de sucre

Les postes de chargement sont les suivants :

Nature du poste	Débit maximal de chargement	Installations reliées	Trémie
Poste de chargement vrac n°1 - « Principal » camions	360 t/h	Silo horizontal / Silo vertical	Trémie de 100 t
Poste de chargement vrac n°2 - « secondaire » camions	65 t/h	Silo horizontal / silo vertical	/

Nature du poste	Débit maximal de chargement	Installations reliées	Trémie
Poste de chargement vrac n°3 - « sucres déclassés » camions	150 t/h	Silo horizontal / silo vertical	Trémie de 38 t
Quais n°1 et n°2 chargement de conteneur maritimes par "encamionneuse"	1 400 sacs (de 25 ou 50 kg)	Atelier d'ensachage	Trémie de 25 t

Des mesures de maîtrise des risques sont mises en œuvre pour réduire les risques d'incendie et d'explosion de poussières (par point chaud et électricité statique).

Poste de chargement vrac n°1 - « principal » :

La cloison entre la tour de manutention et l'atelier d'ensachage au niveau de la passerelle du transporteur est dûment renforcée pour interdire toute propagation d'explosion.

L'égrugeonneur de l'atelier « ensachage » desservant la trémie ensachage et la trémie du poste de chargement n°1 « Principal » est conforme aux dispositions du présent arrêté en ce qui concerne, en particulier son étanchéité aux poussières et ses dispositifs d'aspiration.

Un système automatique de détection incendie UV/IR est mis en œuvre à l'aval de la jetée de l'élévateur « chargement vrac » camions.

La trémie 100 t du poste de chargement n°1 dispose d'une surface éventable d'au moins 4 m².

Des supprimeurs d'explosion sont implantés entre la trémie et les volumes confinés de dépoussiérage de l'élévateur « chargement vrac » et du transporteur.

Le vitrage de la salle de conduite du poste est renforcé pour interdire toute projection de morceaux de vitre en cas de surpression accidentelle.

Postes de chargement n°2 - « secondaire » et n°3 « sucres déclassés »

Le poste de chargement n°2 « secondaire » est découplé du silo horizontal par un mur en parpaing REI 120.

L'égrugeonneur desservant le poste de chargement n°2 est conforme aux dispositions du présent arrêté en ce qui concerne, en particulier son étanchéité aux poussières et ses dispositifs d'aspiration.

Le découplage entre le poste de chargement n°3 et les galeries de liaison est réalisé par l'intermédiaire d'une cloison dûment dimensionnée au niveau de la galerie aérienne abritant le transporteur T5.

L'égrugeonneur desservant la trémie de ce poste de chargement n°3 « sucres déclassés » est conforme aux dispositions du présent arrêté en ce qui concerne, en particulier son étanchéité aux poussières et ses dispositifs d'aspiration.

Un système automatique de détection incendie UV/IR est mis en œuvre à l'aval de la jetée de l'élévateur E4, sur le transporteur T5 vers la trémie du poste de chargement vrac n°3.

La trémie du poste de chargement n°3 dispose d'une surface éventable d'au moins 2 m².

Le vitrage de la salle de conduite du poste est renforcé pour interdire toute projection de morceaux de vitre en cas de surpression accidentelle.

ARTICLE 8.1.5. ATELIER D'ENSACHAGE

L'exploitant met en œuvre toute Mesure de Maîtrise des Risques pour réduire la probabilité et la gravité des accidents potentiels.

Les installations de la trémie de l'atelier d'ensachage (25 t) jusqu'au 2 transporteurs à bande articulés appelés « encamionneuses » (conteneurs) et au palettiseur sont raccordées à un système de contrôle-commande de la nouvelle ensacheuse de sacs de 25 ou 50 kg (production maximale 70 t/h). L'ensemble des informations de fonctionnement est reporté vers le système de contrôle-commande.

L'arrêt et le démarrage des installations sont pilotés en mode « automatique » par un opérateur qualifié à l'aide du système du contrôle-commande.

En fonctionnement normal, le démarrage et l'arrêt des installations sont effectués par un boîtier placé sur l'encamionneuse.

Toutes les jetées de sucre sont dépoussiérées et reliées au dépoussiéreur « ensachage/vrac » (débit de 20 000 m³/h) équipé d'un évent dûment dimensionné dont la sortie est dirigée en dehors de toute présence ou circulation de personnes ou d'installations à risques.

ARTICLE 8.1.6. BÂTIMENT DE STOCKAGE DES SACS

Le bâtiment est exploité de manière à réduire les risques d'incendie. Des allées suffisamment larges sont maintenues libres. Les matières ne prennent pas appui sur les murs et les structures porteuses (distance minimale de 1 m) et les sacs ne sont pas stockés à moins d'un mètre du toit ou des pannes du toit. Le bâtiment est équipé d'une détection incendie avec report d'alarme.

CHAPITRE 8.2 Réception, transport et lavage des betteraves

L'aire de déchargement des betteraves et l'installation de transport des betteraves vers le lavoir sont aménagées de manière à empêcher tout déversement de terre ou d'eau terreuse en dehors des limites de l'établissement.

Les eaux du circuit de transport et du circuit de lavage des betteraves sont recyclées pendant la campagne sucrière de telle sorte que les purges de déconcentration soient les plus faibles possibles. Ces eaux sont constituées exclusivement des eaux résiduelles des campagnes.

Les herbes, radicelles, débris végétaux provenant des installations de nettoyage sont récupérés, stockés et recyclés dans des filières appropriées.

Les pulpes peuvent être stockées provisoirement sur une aire étanche et carrossable avant d'être évacuées. La durée de stockage des pulpes de teneur en matière sèche inférieure ou égale à 10 % ne peut excéder 84 h.

Les pulpes peuvent être évacuées et commercialisées vers des filières de valorisation pour l'alimentation animale ou vers toute société autorisée.

CHAPITRE 8.3 Postes et tuyauteries de gaz naturel

Les dispositifs (tuyauteries...) des postes de détente/ livraison vers la chaufferie et les installations utilisatrices sont dûment entretenus. Des tresses de masse assurent équipotentialité de leurs différents composants.

Les postes sont équipés de soupape de protection du réseau, de limiteur de débit, d'organes de sectionnement manuel et de sectionnement automatique asservis à des détecteurs de pression, en cas de fuite importante. Ces dispositifs de coupure sont judicieusement placés. Les organes de sectionnement manuels sont aisément accessibles (entrée des bâtiments, par exemple).

Les locaux des chaudières et du poste de détente sont équipés d'un système de détection d'une technologie adaptée. Le système de détection est relié à une centrale d'alarmes localisée dans la salle de conduite de la chaufferie et dans la salle de contrôle générale de l'usine. Les détecteurs de méthane (CH₄) dûment répartis sont reliés à des centrales interconnectées avec la centrale incendie du site au poste de conduite appelé « Poste Central ».

Les dispositifs contenant du gaz sont protégés par tout moyen approprié des heurts des véhicules.

Les tuyauteries de gaz ne sont pas enterrées hormis pour des contraintes techniques (passages de voiries, par exemple).

Les sorties de terre des tuyauteries sont protégées contre les effets de la corrosion. Les tuyauteries ne sont pas en contact direct des murs et de tout support (pose d'un isolant).

Les tuyauteries aériennes font l'objet d'un contrôle d'étanchéité annuel opéré par une personne compétente. Les rapports de contrôle sont tenus à dispositions des installations classées.

CHAPITRE 8.4 Installations de combustion

L'exploitation des chaudières (2×38 MW et 1×24 MW) de la chaufferie principale et de la chaudière mixte biogaz/gaz naturel respecte les dispositions des arrêtés ministériels du 03 août 2018 relatifs aux installations de combustion en fonction de leur puissance thermique nominale et selon leur raccordabilité.

La chaudière mixte biogaz/gaz naturel est située dans un local exclusivement réservé à cet effet, implanté à l'intérieur du bâtiment de déshydratation des pulpes. Ce local est constitué de murs en parpaings ou autres matériaux coupe-feu et l'accès s'effectue par un bloc-porte coupe-feu EI 60 et pare-flamme E 90, muni d'un ferme-porte. Une détection d'incendie et une détection de gaz à l'intérieur du local de la chaudière mixte biogaz/gaz naturel permettront la fermeture automatique des vannes TOR d'alimentations en gaz et biogaz de la chaudière, et arrêtera l'incendie par l'absence de combustible.

Autres installations de combustion

Les autres installations de combustion sont soumises aux dispositions des décrets n° 2009-648 et 2009-649 du 9 juin 2009 relatifs à l'entretien annuel des chaudières dont la puissance nominale est comprise entre 4 et 400 kW et entre 400 kW et 20 MW.

En particulier, les chaudières dont la puissance nominale est comprise entre 400 kW et 20 MW doivent faire l'objet d'un contrôle trimestriel de rendement et un contrôle de l'efficacité énergétique tous les deux ans par un organisme agréé.

Pour les chaudières dont la puissance nominale est comprise entre 400 kW et 2 MW, un contrôle tous les deux ans par une mesure des polluants émis à l'atmosphère est à réaliser en même temps que le contrôle périodique de l'efficacité énergétique.

Pour les chaudières dont la puissance nominale est comprise entre 4 et 400 kW, un entretien annuel est à réaliser par une personne qualifiée.

CHAPITRE 8.5 Transformateurs

Les locaux des postes de livraison et des autres transformateurs sont sous alarme incendie d'une technologie adaptée.

Tout nouveau local de transformateur implanté après notification du présent arrêté sera conçu (murs, portes...) avec des matériaux de degré coupe-feu suffisant pour interdire tout effet domino (flux thermique...) vers les installations proches ou seront suffisamment éloignés de celles-ci pour interdire tout effet domino.

Les transformateurs et les condensateurs ne contiennent pas de PCB.

Une rétention dûment conçue et positionnée est d'un volume suffisant pour confiner toute perte d'huile.

Une rétention dûment conçue et positionnée est d'un volume suffisant pour confiner toute perte d'huile.

CHAPITRE 8.6 Tours aéroréfrigérantes et installations de climatisation

L'exploitation des 2 installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air respecte les dispositions de l'arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement sous la rubrique n° 2921.

L'exploitant assure une maintenance régulière des installations de climatisation en vue d'interdire toute fuite ou de les supprimer rapidement. Le personnel de maintenance est dûment formé.

Les eaux issues des opérations de vidange, de purge ou toute autre opération liée au fonctionnement du système de refroidissement sont collectées et traitées au même titre que les eaux de process.

CHAPITRE 8.7 Locaux des compresseurs et des groupes électrogènes

Les compresseurs sont implantés en dehors des installations de stockage, de transfert ou de conditionnement du sucre ou d'installations à risques. Les compresseurs sont suffisamment éloignés des zones à risque pour interdire tout effet domino.

Le groupe électrogène de secours de l'usine est implanté dans un bâtiment distinct des locaux de production. Le groupe électrogène est suffisamment éloigné des zones à risque pour interdire tout effet domino.

CHAPITRE 8.8 Stockage de coke/anthracite et pierre à chaux

ARTICLE 8.8.1. STOCKAGES DE COKE/ANTHRACITE

Le stockage principal et le stockage situé à proximité du four à chaux sont exploités de façon à ne pas créer d'émissions de poussières et de pollution sur le milieu récepteur.

Le stockage principal est limité à 2 000 t sur une surface maximale de 16 000 m². Le stockage de coke/anthracite pour alimenter le four à chaux est limité à 200 t. Ce stockage est localisé dans les environs du four à chaux.

ARTICLE 8.8.2. STOCKAGE DE PIERRE À CHAUX

Le stockage principal et le stockage de pierre à chaux situés à proximité du four à chaux sont exploités de façon à ne pas créer d'émissions de poussières et de pollution du milieu récepteur.

ARTICLE 8.8.3. DISPOSITIONS DE SÉCURITÉ POUR LES STOCKAGES DE COKE/ANTHRACITE

Les dépôts sont situés à une distance telle qu'un effet domino par flux thermique ne puisse atteindre les installations à risques.

Une aire libre d'une surface appropriée et accessible aux chargeurs... est réservée sur le site pour étaler et refroidir les produits objets d'un réchauffement.

Le personnel affecté au dépôt est formé pour intervenir en cas d'incendie.

Des consignes particulières sur la conduite à tenir en cas d'élévation anormale de température des tas de charbon anthracite et d'auto-combustion du charbon anthracite, sont établies, communiquées et commentées au personnel d'exploitation.

CHAPITRE 8.9 Réservoirs de stockages

Les réservoirs de stockage des produits dangereux sont repris dans le tableau suivant :

Nature du produit	Localisation	Volume du réservoir (m ³)	Volume de rétention (m ³)
Gasole	A proximité du Magasin Général	10	22,7
Gazole Non Routier		10	
Gazole Non Routier	Cour à betteraves	10	10
Antimousse Diffusion	A proximité du bâtiment de diffusion	15	17,2
Antimousse Lavoir	A proximité de l'atelier lavoir	20	21,5
Antimousse Sucrierie	Au rez-de-chaussée de l'atelier d'épuration	15	17,20
Antitartre évaporation		15	17,20
Formol 30 % (Bactéricide Diffusion)	Stockage principal de produits chimiques	25	25
Bisulfite de sodium		50	71,5
Lessive de soude		50	
Lessive de soude		40	
Acide chlorhydrique		15	30,5
Acide sulfurique		50	51,8
Urée (nutriment azote de la STEP)	Stockage à proximité de la station d'épuration	15	16,00
Acide phosphorique (nutriment phosphore)		15	16,00
Chlorure ferrique (coagulant de la STEP - Bac n°1)		25	29,00
Chlorure ferrique (coagulant de la STEP - Bac n°2)		25	29,00

Les réservoirs sont implantés dans des cuvettes de rétention conformes aux dispositions du présent arrêté.

Les réservoirs des produits non dangereux sont repris dans le tableau suivant :

Substrats	Localisation	Volume du réservoir bac (m ³)
Mélasse	Bac à mélasse	10 000
Sirop et égouts	Bac n°1	750
	Bac n°2	750

L'exploitant met en œuvre un programme de surveillance visuelle annuelle des rétentions des stockages de sirop et égouts, des réservoirs/silos et de leurs accessoires, ainsi que de leurs assises. Les enregistrements de ces surveillances sont tenus à la disposition des installations classées.

En cas de constat de corrosion ou d'anomalie particulière, l'exploitant fait réaliser des contrôles complémentaires (mesures d'épaisseurs...) et réalise les actions correctives nécessaires.

CHAPITRE 8.10 Réservoir de mélasse

Le matériau du réservoir et de ses installations connexes est compatible avec les caractéristiques de la mélasse.

Afin de prévenir tout risque de déversement par siphonnage ou sur-remplissage, le réservoir est muni, a minima des dispositifs suivants :

- dispositif anti-retour sur la canalisation d'alimentation en interne du réservoir de stockage ;
- 2 vannes de sectionnement redondantes sur la ligne de soutirage ;
- alarmes de niveaux haut et très haut asservies à 2 capteurs de niveaux redondants. Les indications sont reportées en salle de commande ;

L'exploitant procède à une surveillance visuelle de l'installation. Cette surveillance est journalière pendant les campagnes et hebdomadaire en dehors des campagnes betteravières. L'exploitant met en place un programme de surveillance de l'état physique et volumétrique du bac afin de détecter tout risque de rupture de l'enceinte et de ses équipements. Ce programme comprend une mesure quinquennale de l'épaisseur des parois, du fond et des accessoires de soutirage effectuée par un organisme ou une personne compétente.

Ce programme est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, avec les résultats des contrôles effectués, ainsi que les actions correctives nécessaires. Les actions correctives sont effectuées selon une cinétique appropriée compte tenu des enjeux.

CHAPITRE 8.11 Four à chaux

La capacité de production et les caractéristiques du four vertical à alimentation mixte (MFSK) sont :

Capacité de production / de traitement	
Capacité maximale de production journalière	154 t de chaux vive/j
	184 t de CO ₂ /jour (dont 143 t CO ₂ /jour vers les installations de carbonatation)
Capacité de cuisson	300 t de pierre à chaux/j
	21 t de coke/antracite/j
Caractéristiques techniques et dimensionnelles	
Hauteur totale	47,7 m
Volume	377 m ³
Taux de charge	12 t chaux/m ³ /j
Capacité d'enfournement	1,7 t (benne du skip de chargement mélange pierres à chaux/coke)

Consommation d'énergie thermique : la consommation d'énergie thermique doit être comprise entre 3,4 et 4,7 GJ/t de produit.

Épuration des gaz :

L'exploitant met en œuvre les dispositions suivantes :

- traitement des gaz produits dans un laveur de gaz dûment conçu et dimensionné pour traiter 100 % en volume du flux de gaz produit ;
- aspiration (a minima 78 % des gaz produits) par « pompes à gaz des gaz produits (CO₂...) » et traitement dans le laveur et alimentation de l'atelier d'épuration pour la carbonatation des jus chaulés par réaction calco-carbonique des jus sucrés.

L'exhaure des gaz traités dans le laveur à gaz est évacué (environ 22 % du flux total) à l'atmosphère.

L'exploitant procède au suivi en continu des paramètres nécessaires pour réduire le rejet du CO₂ à l'atmosphère.

L'exploitation du four est opérée sur une supervision de type SNCC en salle de contrôle, avec présence permanente du personnel de conduite.

Les quantités d'apports des produits (anthracite, pierres à chaux...) sont corrélées avec les stricts besoins du process.

L'exploitant tient à disposition de l'inspection un bilan du fonctionnement du four comportant les quantités de matières qui y sont introduites, produites et transférées vers les installations de carbonatation avec les ratios pertinents.

Impacts sonores :

L'exploitant met en œuvre toute disposition pour réduire l'impact sonore des installations (four, extracteurs des cribleurs en sortie de la trémie des pierres à chaux et en sortie de la trémie du coke/anthracite, convoyeur d'extraction du four à chaux, en particulier :

- cabine insonorisée dûment conçue et entretenue sur la tête du four ;
- ressorts des extracteurs et du transporteur à bande. Ces dispositifs sont dûment dimensionnés et entretenus ;
- pièces de caoutchouc sur le transporteur à bande d'extraction du four dûment conçues et entretenues pour assurer une bonne étanchéité entre les parties fixes et vibrantes ;
- plaques de caoutchouc anti-bruit et anti-abrasion dûment maintenues opérationnelles sur les trémies intermédiaires des installations connexes, la benne du skip de chargement et la goulotte de jetée des pierres à chaux à l'enfournement

Mesures de maîtrises des risques :

Afin de réduire la probabilité et la gravité des risques du four à chaux, du laveur des gaz et des installations connexes, l'exploitant met en œuvre a minima, les mesures de maîtrise des risques du tableau suivant :

Installations	Mesures de maîtrise des risques
Four à chaux	Ventilation/balayage efficace du four avec air propre, a minima 36 h avant l'allumage du four
	Ouverture du clapet de sécurité en partie haute du collecteur principal des gaz asservie à une perte d'air ou d'électricité pour évacuer la surpression interne
	Ouverture du clapet de sécurité en partie haute du collecteur principal des gaz asservie à l'arrêt des pompes à gaz, du ventilateur d'extraction et à l'enclenchement de l'arrêt d'urgence
	Capteurs de températures répartis sur la hauteur du cuvelage du four avec alarme sur température haute à un seuil dûment déterminé
	Capteurs de pression de gaz avec alarme sur pressions haute et basse et capteurs de niveau haut alarmé d'une technologie appropriée
Laveur des gaz	Débitmètre sur l'alimentation d'eau recyclée avec alarme sur débit bas dûment choisi
	Détection de position sur la vanne de purge du laveur avec alarme sur défauts de fermeture/ouverture

Installations	Mesures de maîtrise des risques
Ventilateur d'extraction	Contrôleur de rotation
	Capteur de température des gaz amont pilotant l'ouverture d'une vanne de régulation
Zones avec présence de personnes	Mise en surpression fiable ou mise en œuvre d'une détection fixe de CO (seuil approprié) avec alarme au « poste central » et dans les salles de contrôles 1, 2 ^{ème} et 3 ^{ème} jet
Poste coupe-racines	Détection fixe de CO, avec dispositif d'alarme

L'exploitant prend toutes dispositions pour réduire les risques dus au CO et CO₂ durant en particulier, les phases de démarrage de l'installation et pour équiper les personnes concernées, de détecteurs portatifs.

Les détecteurs, alarmes... sont testés et/ou étalonnés périodiquement et à chaque fois que nécessaire.

Émissions de poussières :

Les installations de transfert et de criblage des pierres à chaux sont si besoin équipées de système de captation/traitement des poussières. La concentration en poussières de l'air ambiant à plus de 5 m de l'installation ou du bâtiment renfermant l'installation est inférieure à 50 mg/Nm³.

CHAPITRE 8.12 - Installations de production

Les installations sont exploitées de façon à réduire les risques de pollution et les accidents potentiels. L'exploitant met en œuvre toute Mesure de Maîtrise des Risques pour atteindre ces objectifs.

Les informations nécessaires à la conduite sont reportées dans les salles de contrôle des différents ateliers, avec présence permanente des personnels de conduite.

L'exploitant organise la maintenance préventive et corrective pour maintenir l'efficacité et la performance des matériels de production.

CHAPITRE 8.13 - Installations de l'atelier de déshydratation des pulpes de betteraves

Alimentation en gaz naturel des installations

Les réseaux de gaz naturel sont conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite notamment dans des espaces confinés. Les tuyauteries sont en tant que de besoin protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive...) et repérées par les couleurs normalisées.

Un dispositif de coupure manuelle, indépendant de tout équipement de régulation de débit, est placé à l'extérieur des bâtiments pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, est placé :

- dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances ;
- à l'extérieur et en aval du poste de livraison.

Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.

Dans les installations alimentées en combustible gazeux, la coupure de l'alimentation en gaz est assurée par 2 vannes automatiques redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz. Ces vannes sont asservies

chacune à des capteurs de détection de gaz et un pressostat. Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement et a minima avant chaque campagne. La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation.

Le parcours des tuyauteries canalisations à l'intérieur des locaux où se trouvent les appareils de combustion est aussi réduit que possible. Un organe de coupure rapide équipe chaque appareil de combustion au plus près de celui-ci.

Détection de feu

L'exploitant dispose d'un système de détection de feu ou de chaleur au niveau des principales zones à risques du process (sécheurs, presses à granuler...). La détection de feu ou de chaleur est réalisée par des sondes de température ou par des thermostats localisés en entrée des appareils à risques de feu, a minima comme suit : entrée et sortie du sécheur, au droit de l'écluse de la sortie de chacun des 4 cyclones et à la sortie d'air du refroidisseur de pellets

Ces détecteurs sont reliés à une alarme reportée en salle contrôle, avec si nécessaire, arrêt automatique des installations.

Détection de gaz

L'atelier est équipé d'un réseau de détecteurs de gaz inflammables adapté et implanté de manière judicieuse de manière à pouvoir détecter précocement toute fuite de gaz.

A minima, les détecteurs dont le seuil d'alarme est dûment choisi, sont mis en œuvre à proximité de la panoplie gaz et du brûleur gaz.

Chaîne de sécurité du sécheur de la ligne 2

Le brûleur du four de séchage alimenté au gaz naturel est équipé d'une chaîne de sécurité qui comporte :

- une cellule de détection de flamme ;
- un pressostat de pression minimale d'air comprimé ;
- un pressostat de pression minimale d'air de combustion ;
- un ensemble de 4 pressostats sur la panoplie de gaz alimentant le brûleur, constitués de 2 pressostats de pression minimale de gaz et de 2 pressostats de pression maximale. Cet ensemble doit permettre de détecter une fuite au droit des 2 vannes automatiques, une pression minimale de gaz en amont du brûleur et une absence de pression maximale de gaz.

Ces capteurs sont à sécurité positive. Un défaut sur un de ces capteurs entraîne automatiquement la fermeture des 2 vannes redondantes et l'arrêt du brûleur de gaz.

Avant l'allumage, le four et le sécheur doivent être largement ventilés afin d'évacuer d'éventuels gaz résiduels.

Silo et trémies de stockage des pellets

Le silo de pellets d'une capacité de 4 650 m³ est équipé d'une silothermie comportant un nombre adapté de sondes de température. Le seuil d'alerte de ses sondes est dûment choisi et leur alarme est reportée en salle de contrôle où du personnel est présent en permanence.

Le toit du silo est dûment éventable compte tenu des caractéristiques du produit stocké.

L'exploitation (temps de séjour des pellets...) des 2 trémies est menée afin d'interdire tout auto-échauffement de la matière entreposée.

Mise en sécurité des installations

L'exploitant définit sous sa responsabilité les paramètres dont toute dérive entraîne une situation jugée dangereuse. À chacun de ces paramètres est associé un domaine de variation appelé domaine de sécurité défini par l'exploitant. Tout franchissement de ce domaine de sécurité doit provoquer l'alerte du personnel concerné, le déclenchement

d'actions correctives et la mise en sécurité automatique de tout ou partie de l'atelier. Cette mise en sécurité doit se faire selon des séquences et chronologies prédéfinies qui permettent de mettre les installations dans des situations stables et maîtrisées. La mise en sécurité de l'atelier doit pouvoir également être actionnée manuellement par les opérateurs (boutons d'arrêt d'urgence...).

L'ensemble des équipements utilisés pour la mise en sécurité de l'installation (détection et action) suivant les dispositions précédentes et définies sous la responsabilité de l'exploitant doivent être considérées comme des Mesures de Maîtrise des Risques (MMR).

L'exploitant tient à disposition de l'inspection, la liste des MMR :

- l'ensemble des maillons des systèmes de mise en sécurité tels que alarmes, détections, circuits de commandes, vannes de sectionnement, etc ;
- l'ensemble des maillons des systèmes de neutralisation des gaz tels que alarmes, détections, circuits de commandes, ventilation, tour d'abatage, contrôles d'état ou de position des équipements, etc ;
- l'appareillage nécessaire à la surveillance et au contrôle des paramètres MMR.

Les MMR sont de conception éprouvée et leur domaine de sécurité de fonctionnement doit être conçu de façon sûre par l'exploitant.

Ils doivent être protégés contre les agressions externes et fonctionner dans des conditions accidentelles, notamment de température, pression et d'atmosphère corrosive.

Selon l'échéancier du titre 12, l'exploitant procède afin de réduire l'indice de violence d'une potentielle explosion dans l'atelier de déshydratation au démontage en toute sécurité des installations liées au sècheur de la ligne 1 et à leur évacuation vers toute société autorisée.

Vérifications des installations

Les installations, en particulier celles contenant des gaz inflammables font l'objet d'une maintenance et d'une vérification périodique a minima annuelle. Ces actions sont programmées et opérées par du personnel dûment qualifié de l'entreprise ou par du personnel de sociétés extérieures reconnues. Les vérifications comportent les tests des boucles de sécurité.

Les rapports de vérifications sont tenus à la disposition des installations classées et les actions correctives sont effectuées suivant une cinétique appropriée compte tenu des enjeux.

CHAPITRE 8.14 Bassins de stockage

ARTICLE 8.14.1. PRÉSENTATION DES BASSINS DE STOCKAGE

L'exploitant dispose de bassins pour entreposer les eaux industrielles, les eaux terreuses, les terres et les boues de la station d'épuration.

Les caractéristiques des bassins sont :

Nom du bassin	Utilisation	Année de construction	Surface	Capacité maximale	Hauteur de digue par rapport au terrain naturel	Modalités d'étanchéité
Bassin B1 « Bourienne 1 »	Stockage des eaux sortie de méthaniseur ou de STEP, ou si besoin des eaux terreuses issues du lavage des betteraves, de terres et d'eaux industrielles	1981	15 ha	750 000 m ³	24 m environ (digue aval)	Fond en terre compactée de 50 cm (remblais en argile compactée)
Bassin B2 « Bourienne 2 »	Stockage d'eaux industrielles (eau épurée en sortie de STEP), ou d'eau en provenance de B1 si problème	2004	11 ha	550 000 m ³	15 m environ pour la digue entre Bourienne 1 et 2 et 15 m environ pour la digue amont	Étanchéifié par géomembrane PEHD de 2 mm
Bassin B3 - « Bourienne 3 »	Stockage des eaux terreuses (issues du lavage des betteraves), de terres et d'eaux industrielles	2019	2 ha	55 000 m ³ de volume utile	Entre 4 et 5 m environ sur sa périphérie	Membrane bentonitique (multicouches)
Bassin B4 - « Bourienne 4 »	Stockage des eaux terreuses (issues du lavage des betteraves), de terres et d'eaux industrielles	Prévu en 2020	2 ha	55 000 m ³ de volume utile	Entre 4 et 5 m environ sur sa périphérie	Membrane bentonitique (multicouches)
Bassin TO – « Terre d'or »	Stockage de terres et de boues de STEP	1995	8 ha	550 000 m ³	19 m environ (digue aval)	Géomembrane polyéthylène enduite haute densité sur le fond de bassin et sur le parement intérieur de la digue commune avec B1
S1	Stockage des boues de STEP	2018	0,5 ha	8 000 m ³	Entre 3 et 4 m environ sur sa périphérie	Étanchéifié par géomembrane PEHD de 2 mm avec fond roulant (remblais)
S2	Stockage des boues de STEP	2018	0,5 ha	8 000 m ³	Entre 3 et 4 m environ sur sa périphérie	Étanchéifié par géomembrane PEHD de 2 mm avec fond roulant (remblais)

Nom du bassin	Utilisation	Année de construction	Surface	Capacité maximale	Hauteur de digue par rapport au terrain naturel	Modalités d'étanchéité
S3	Stockage des eaux de rejets accidentels	2019	0,3 ha	5 000 m ³	Entre 3 et 4 m environ sur sa périphérie	Étanchéifié par géomembrane PEHD de 2 mm

Pour limiter l'érosion des digues constitutives des bassins, les eaux de ruissellement sont collectées en pied de digue. Les pentes extérieures sont engazonnées. Une canalisation DN 800 est posée en fond de vallon pour permettre l'écoulement des eaux pluviales de l'amont vers l'aval du vallon dans lequel sont installés les bassins. Cette canalisation doit être étanche aux eaux d'infiltration provenant des bassins et doit résister aux pressions exercées par les remblais. Toutes précautions doivent être prises pour interdire l'accès de la conduite aux personnes et aux animaux.

La hauteur maximale de stockage dans les bassins S1, S2 et S3 est de 56,60 m IGN69.

La hauteur maximale d'eau dans le bassin B3 est de 83,55 m IGN69.

Les digues des bassins S1, S2, S3, B3 et B4 sont (ou seront) réalisées suivant les règles de l'Art.

Le niveau de remplissage des bassins est suivi selon une périodicité adaptée et avec tout dispositif métrologique tel que règle limnimétrique par exemple.

Cotes maximales d'exploitation des bassins B1 et B2

La cote maximale d'exploitation au droit de la digue aval de B1 est de 76,14 m IGN69 et la cote maximale d'exploitation du bassin B2 est de 76,0 m IGN69.

ARTICLE 8.14.2. RÈGLES RELATIVES À L'EXPLOITATION ET LA SURVEILLANCE DES BASSINS T0, B1 ET B2***Article 8.14.2.1. Documents réglementaires spécifiques***

L'exploitant établit ou fait établir les documents détaillés aux articles 8.14.2.1.1 à 8.14.2.1.4.

L'exploitant tient à jour ces dossiers, documents et registres prévus par les articles 8.14.2.1.1 à 8.14.2.1.5 et les conserve de façon à ce qu'ils soient accessibles et utilisables en toutes circonstances et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Tous les dossiers et documents liés à l'exploitant et la surveillance des bassins sont établis en utilisant le même système de repères altimétriques reconnu selon le nivellement général français (IGN69).

8.14.2.1.1 Dossier technique des bassins

L'exploitant établit ou fait établir un dossier technique regroupant tous les documents existants relatifs aux bassins, permettant d'avoir une connaissance la plus complète possible de leur configuration exacte, de leur fondation, de leurs ouvrages annexes, de leur environnement hydrologique, géo-morphologique et géologique ainsi que de leur exploitation depuis leur mise en service.

Le dossier technique doit être alimenté en continu par l'ensemble des documents techniques relatifs aux bassins que l'exploitant établit spontanément ou suite à une prescription formelle prévue par le présent arrêté ou par un arrêté préfectoral complémentaire.

Ce dossier doit comprendre, en particulier les documents suivants :

- un plan de situation et un plan détaillé des bassins ;
- un relevé topographique des bassins ;
- un document décrivant les modalités de vidange et d'alimentation des bassins ;
- les études préalables à la construction des bassins, si elles sont disponibles, y compris les études de dimensionnement et de stabilité et l'étude de dangers ;
- un document, si les informations sont disponibles, sur les fondations des ouvrages, précisant les caractéristiques mécaniques des fondations, leur traitement et la justification de leur résistance ;
- un document, si les informations sont disponibles, décrivant les caractéristiques des matériaux utilisés pour la construction des bassins et précisant les résultats des essais effectués pendant leur construction ;
- une note de synthèse, si les informations sont disponibles, sur le déroulement des travaux, la réception des fouilles et les modifications éventuellement apportées au projet initial ;
- les plans conformes à exécution ou un plan coté accompagné des coupes de l'ouvrage, tant pour la construction que pour les travaux de réparation ou de confortement ;
- les rapports de fin d'exécution des chantiers, si les informations sont disponibles ;
- les notices de fonctionnement et d'entretien des divers organes ou instruments incorporés à l'ouvrage ;
- les rapports périodiques de surveillance mentionnés au 8.14.2.1.4 ;
- la mise à jour des consignes de surveillance des bassins en toutes circonstances et des consignes d'exploitation en situation dégradée mentionnées à l'article 8.14.2.1.2.

Le sommaire de ce dossier est constitué de la liste organisée des documents qui le composent. Une copie de ce sommaire est envoyée à l'inspection des installations classées à chaque mise à jour du dossier.

8.14.2.1.2 Document d'organisation

La gestion de la sécurité des bassins impose une organisation afin que les rôles et responsabilités de chacun soient clairement et précisément définis. Cette organisation couvre l'ensemble des actions qui concourent à garantir un haut niveau de sûreté aux ouvrages.

L'exploitant établit ou fait établir un document décrivant l'organisation mise en place pour assurer l'exploitation des bassins, leur entretien et leur surveillance en toutes circonstances, notamment les vérifications et visites de surveillance, le dispositif d'auscultation, les moyens d'information et d'alerte de la survenance de désordres.

Ce document regroupe :

- la description de l'organisation mise en place pour assurer l'exploitation et la surveillance des bassins (notes, procédures, etc.) ;
- les consignes de surveillance et d'exploitation en situation normale ;
- les consignes d'exploitation et de surveillance en situation dégradée (avec une graduation de l'organisation en fonction de l'importance et de la nature de l'événement).

Le cas échéant, les notes d'organisation doivent prévoir si les intervenants doivent posséder une qualification spécifique formalisée que ce soit d'un point de vue technique ou décisionnelle.

La description de l'organisation mise en place par l'exploitant pour assurer l'exploitation et la surveillance de ses bassins porte notamment sur :

- les modalités d'entretien et de vérifications périodiques du corps des bassins et des divers organes fixes ou mobiles,
- le contrôle de la végétation.

Les consignes portent sur :

1. Les dispositions relatives aux visites de surveillance programmées et aux visites consécutives à des événements particuliers, notamment les séismes et les gros orages.

Elles précisent la périodicité des visites, le parcours effectué, les points principaux d'observation et le plan type des comptes rendus de visite. Elles comprennent, le cas échéant, la périodicité, la nature et la description des essais des organes mobiles.

2. Les dispositions relatives aux mesures d'auscultation, en particulier :

- a) La description du dispositif d'auscultation et la liste des mesures qui font l'objet d'une analyse dans le cadre du rapport périodique d'auscultation,
- b) La périodicité des mesures selon le type d'instrument et sa modulation éventuelle en fonction des conditions d'accès, du remplissage des bassins ou des états de vigilance définis au 3,
- c) Les fréquences et les modalités de vérification et de maintenance des instruments et dispositifs de mesure.

3. Les dispositions spécifiques à la surveillance et l'exploitation des bassins en situation dégradée, en cas d'événement particulier, d'anomalie de comportement ou de fonctionnement des ouvrages. Celles-ci indiquent les contraintes et les objectifs à respecter au regard de la sûreté des ouvrages et de la sécurité des personnes et des biens. Elles indiquent également :

- a) Les moyens dont dispose l'exploitant pour anticiper l'arrivée et le déroulement de ces situations dégradées,

- b) Les différents états de vigilance et de mobilisation de l'exploitant pour la surveillance de ses ouvrages, les conditions de passage d'un état à l'autre et les règles particulières de surveillance des ouvrages par l'exploitant pendant chacun de ces états,
- c) Les règles de gestion des organes hydrauliques, notamment les vannes, pendant et après chaque seuil de vigilance,
- d) Les conditions entraînant la mise en place d'une surveillance renforcée en corrélation avec les consignes de surveillance et d'exploitation en situation dégradée Un rapport est rédigé pour incrémenter le retour d'expériences.
- e) Les règles de transmission d'informations vers les autorités compétentes : services et coordonnées de l'exploitant chargé de transmettre les informations, nature, périodicité et moyens de transmission des informations transmises, services et coordonnées des destinataires des informations.

4. Le contenu du rapport de surveillance mentionné à l'article 8.14.2.1.4,

8.14.2.1.3 Registre

L'exploitant établit ou fait établir un registre sur lequel sont inscrits les principaux renseignements relatifs aux travaux, à l'exploitation, à la surveillance, à l'entretien des bassins et de leur dispositif d'auscultation, aux conditions météorologiques et hydrologiques exceptionnelles et à l'environnement des ouvrages.

Un exemplaire est obligatoirement conservé sur support papier ou tout autre support accessible et utilisable en toutes circonstances et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Ce registre comprend les informations relatives :

- à l'exploitation des bassins, tels que le niveau du surnageant relevé sur une échelle limnimétrique ou grâce aux graduations sur le parement interne, les volumes amenés et pompés, les périodes de fonctionnement des pompes de secours ;
- aux incidents, accidents, anomalies constatés ou faits marquants concernant les bassins et leurs abords, mais aussi ceux relatifs à l'exploitation de l'usine ayant des implications au niveau des bassins (système d'amenée et de pompage par exemple), et leur traitement ;
- aux travaux d'entretien réalisés ;
- aux manœuvres opérées sur les organes mobiles, y compris les tests ;
- aux constatations importantes faites lors des visites de surveillance programmées ou exceptionnelles et aux conditions climatiques (pluviométrie, vent ...) qui ont régné pendant ces visites ;
- aux constatations importantes faites lors des relevés d'auscultation ;
- aux visites d'inspections de l'inspection des installations classées.

Les informations portées au registre doivent être datées et visées nominativement (inscription du nom et prénom de la personne ayant fait la visite de contrôle si fichier informatique).

8.14.2.1.4 Rapport de surveillance

L'exploitant fait établir périodiquement un rapport de surveillance par un organisme agréé dans les domaines études, diagnostic et auscultation pour les barrages de classe B conformément aux dispositions des articles R. 214-129 à R. 214-132 du code de l'environnement.

Le rapport de surveillance rend compte des observations réalisées lors des visites de surveillance programmées et des visites consécutives à des événements particuliers et des résultats des différents instruments d'auscultation des ouvrages (piézomètres, inclinomètres, bornes, etc...) réalisée depuis le précédent rapport de surveillance.

Le rapport de surveillance doit en particulier traiter de :

- la surveillance, l'entretien et l'exploitation des ouvrages au cours de la période ;
- les incidents constatés et les incidents d'exploitation ;
- le comportement des ouvrages ;
- les événements particuliers survenus et les dispositions prises pendant et après l'événement ;
- les essais des organes hydrauliques et les conclusions de ces essais ;
- les travaux effectués directement par l'exploitant ou par une entreprise extérieure ;

Le rapport de surveillance doit aussi comporter une analyse des mesures afin notamment de mettre en évidence les anomalies, les discontinuités et les évolutions à long terme. L'analyse prend en compte les évolutions antérieures et fournit un avis sur le comportement des ouvrages et sur les éventuelles mesures à prendre pour améliorer la sécurité. Il indique les modifications souhaitables du dispositif d'auscultation. Lorsque le nombre de données le permet, l'analyse tente de séparer les effets réversibles, des effets irréversibles.

Le rapport de surveillance doit être établi une fois par an après chaque campagne. Il est transmis au préfet et à l'inspection des installations classées au plus tard le 1^{er} juin de chaque année. Ce rapport de surveillance comporte des plans et photos relatifs aux constats dressés (désordres...).

Article 8.14.2.2. Dispositions relatives à l'entretien et à la surveillance des bassins

8.14.2.2.1 Entretien

L'exploitant surveille et entretient ses bassins et leurs équipements connexes (canalisations, pompes, dispositifs d'auscultation...).

Il est interdit de porter atteinte à l'intégrité des parois des bassins de rétention industriels.

Un engazonnement des talus avals et des abords des bassins est autorisé.

L'exploitant s'assure, selon une périodicité adaptée et à chaque fois que nécessaire, du maintien de la parfaite visibilité des talus (couvert herbacé ras) et pieds de remblais et crêtes des ouvrages afin d'éviter le développement des racines dans les corps de remblai, de dissuader les animaux fouisseurs et de permettre notamment l'inspection visuelle des corps de paroi (crête et parements), la détection de toute anomalie ou évolution défavorable à la sécurité (résurgence d'eau, glissement, fissuration, trous d'animaux...). Ce maintien est également assuré sur une bande de quelques mètres de part et d'autre des talus.

La plantation d'arbres ou d'arbustes sur les talus amont et aval constituant les parois des bassins est interdite. Toute espèce présente susceptible de compromettre la sécurité et la stabilité des ouvrages doit faire l'objet de mesures de retrait, accompagnées si besoin de mesures confortement des ouvrages.

En cas de présence d'animaux fouisseurs, l'exploitant met en œuvre toute action curative dans le respect de la réglementation, pour garantir la stabilité et la sûreté des ouvrages.

Les canalisations et les installations d'apport et de reprise d'effluents sont installées et exploitées de façon à ne pas remettre en cause la stabilité des parois et l'étanchéité du fond des ouvrages.

L'entrée de la conduite d'eaux pluviales en DN 800 ne doit pas être obstruée.

Chaque opération d'entretien est consignée dans le registre visé à l'article 8.14.2.1.3. par l'opérateur qui l'a réalisée.

8.14.2.2.2 Surveillance visuelle des ouvrages

L'exploitant fait réaliser périodiquement une surveillance visuelle de ses bassins,

Cette surveillance comporte la vérification de 7 points :

1. le bon fonctionnement des installations d'exploitation (constat ou non d'anomalies sur les digues des réseaux de transfert, les équipements de pompage...);
2. le bon état de la végétation (à proximité des parois des bassins...);
3. l'absence de marques d'érosion, de glissement, d'affaissements, de fontis, d'ornières;
4. l'absence de terriers;
5. l'absence de suintement ou de venue d'eau (talus aval et inférieur et risberme);
6. le bon état de l'entrée et de la sortie de la conduite DN 800 et des dispositifs de drainage, des instruments de suivi (bornes OGE, inclinomètres et piézomètres);
7. l'intégrité des membranes d'étanchéité des bassins concernés.

Les points à contrôler sont listés et repérés sur un plan à une échelle adaptée. Les observations (avec photographies le cas échéant) et taille des désordres sont reportés dans un fichier unique (fiche de vie de chaque ouvrage). Les observations font l'objet d'une interprétation et d'un échéancier d'actions correctives en corrélation avec les enjeux.

Chaque visite fait l'objet d'un compte-rendu écrit. Chaque date et type de visite sont consignés dans le registre visé à l'article 8.14.2.1.3, par l'opérateur qui l'a réalisée.

Fréquence de la surveillance

La surveillance visuelle des bassins est réalisée :

- par un opérateur de Cristal Union dûment formé et rendant compte à un responsable en charge de prendre des décisions en termes de prévention ou d'intervention. La surveillance du point 1 est réalisée à fréquence journalière en période de campagne et de façon hebdomadaire hors période de campagne. La surveillance des points 2 à 7 du présent article est réalisée à fréquence hebdomadaire tout au long l'année;
- par un organisme agréé dans les domaines études, diagnostic et auscultation pour les barrages de classe B conformément aux dispositions des articles R. 214-129 à R. 214-132 du code de l'environnement une fois par an lors de la période de campagne;
- par un organisme agréé dans les domaines études, diagnostic et auscultation pour les barrages de classe B conformément aux dispositions des articles R. 214-129 à R. 214-132 du code de l'environnement sur sollicitation du responsable en charge de prendre des décisions en termes de prévention ou d'intervention suite à un incident ou dysfonctionnement important (intempérie, submersion locale, petit glissement, accident sur géomembrane...)

8.14.2.2.3 Surveillance instrumentée des ouvrages

Les bassins (hors le bassin TO) sont équipés d'une échelle limnimétrique, facile à consulter depuis la crête des parois et permettant à chaque instant de connaître l'état de remplissage du bassin.

Les digues aval des bassins « B1 » et « TO » sont équipées d'inclinomètres afin de mesurer les mouvements horizontaux.

Les piézomètres (de digues et de nappe) sont munis d'un capot étanche. Les piézomètres de nappe sont fermés à clef.

Les piézomètres, bornes OGE, inclinomètres sont protégés des heurts des engins et sont repérés.

Tous ces dispositifs sont repérés sur un plan à une échelle appropriée.

Suivi piézométrique :

L'exploitant procède au suivi des hauteurs d'eau dans les piézomètres repris dans le tableau suivant :

Nom de l'ouvrage	Repères des piézomètres
Bassin TO « Terre d'Or »	TO.PZ1, TO.PZ2 et TO.PZ3 implantés sur le parement extérieur de la digue aval – Mesure du niveau d'eau dans la digue
	TO.PZ4 « côté Terre d'Or » et TO.PZ5 « côté Vallée » implantés sur la crête de la digue avale – Mesure du niveau d'eau dans la digue
	TO.PZ Nappe implanté au-delà du pied de la digue avale – Mesure du niveau d'eau dans la nappe et permet de faire des prélèvements d'eau de nappe pour analyses
Bassin B1 « Bourienne 1 »	B1.PZ4, B1.PZ5 et B1.PZ6 implantés sur la risberme du parement extérieur de la digue avale– Mesure du niveau d'eau dans la digue
	B1.PZ14, B1.PZ15 et B1.PZ16 implantés sur la crête de la digue avale – Mesure du niveau d'eau dans la digue
	B1.PZ Nappe implanté en partie inférieure du parement extérieur de la digue avale – Mesure du niveau d'eau dans la nappe et permet de faire des prélèvements d'eau de nappe pour analyses
Bassin B2 « Bourienne 2 »	B2.PZ1 « côté Houdetot » et B2.PZ2 « côté Usine » implantés dans le corps et en crête de la digue entre Bourienne 1 et 2 – Mesure du niveau d'eau dans la digue

Les hauteurs d'eau sont relevées par du personnel formé et doté de moyens de mesure adaptés.

Suivi topographique :

Le suivi topographique est réalisé par un géomètre expert au moyen des bornes topographiques suivantes :

Nom de l'ouvrage	Repère des bornes
Bassin « Terre d'Or »	19 bornes OGE réparties sur toute la largeur de la digue avale selon 4 profils : Profil 1 (TO.B14, TO.B44 et TO.B45) ; Profil 2 (TO.B15, TO.B16, TO.B17, TO.B46 et TO.B47) ; Profil 3 (TO.B26, TO.B28, TO.B30, TO.B32, TO.B54, TO.B55 et TO.B56) ; Profil 4 (TO.B21, TO.B22, TO.B50 et TO.B51)) – Suivi des déplacements X, Y et Z de la digue avale
Bassin « Bourienne 1 »	14 bornes OGE réparties sur 4 niveaux d'installation : 3 bornes sur la crête de la digue avale (B1.P31 à B1.P33) ; 3 bornes sur le talus entre la crête de la digue avale et la risberme (B1.P21, B1.P22, et B1.P23) ; 5 bornes sur le talus entre la risberme et le pied de talus (B1.P11, B1.P12, B1.P13, B1.P14 et B1.P15) ; 3 bornes en pied de talus (B1.P01, B1.P02 et B1.P03) – Suivi des déplacements X, Y et Z de la digue avale
Bassin « Bourienne 2 »	4 bornes OGE (B2.PLOT4, B2.PLOT5, B2.PLOT6 et B2.PLOT7) – Suivi des déplacements X, Y et Z de la digue avale entre Bourienne 1 et 2 3 bornes OGE (B2.PLOT1, B2.PLOT2 et B2.PLOT3) – Suivi des déplacements X, Y et Z de la digue amont

Suivi inclinométrique :

Le suivi par inclinométrie est réalisé par du personnel formé au moyen des équipements suivants :

Nom de l'ouvrage	Repères des inclinomètres
Bassin « Terre d'Or »	Inclinomètre n° 3 – INC TO n°1 (profondeur 17,8 m)
Bassin « Bourienne 1 »	Inclinomètre n° 1 – INC B1 n°1 – Bourienne 1 (profondeur 27,5 m) Inclinomètre n° 2 – INC B1 n°2 – Bourienne 1 (profondeur 26,5 m)

Contrôle de l'état des drains :

L'exploitant réalise un contrôle d'intégrité et du bon état de fonctionnement :

- de la conduite en DN 800 implantée sous les bassins B1 et B2, des deux extrémités des drains en DN 100 installés dans le corps de digue aval du bassin B1,
- du collecteur connecté à la poche drainante sur la risberme de la digue aval du bassin B1.

Ce contrôle est réalisé par caméra ou à l'aide de tout autre dispositif adapté permettant d'atteindre l'objectif précité.

Par ailleurs, l'exploitant procède au suivi du débit et de l'aspect trouble ou limpide de l'eau collectée par la poche drainante sur la risberme de la digue aval du bassin B1.

Enregistrement des suivis instrumentés et des actions :

L'exploitant tient à jour les relevés des suivis accompagnés des commentaires sur les résultats, réalise les actions correctives nécessaires dans un délai en corrélation avec les enjeux (humains...) et informe l'inspection des installations classées des anomalies relevées à enjeux importants. Ces documents sont tenus à la disposition des installations classées.

Fréquence des contrôles :

Les fréquences minimales des contrôles sont :

Suivi/Instrumentation	Fréquence
Suivi piézométrique (corrélé avec le niveau dans la retenue)	1 fois/semaine
Suivi topographique	2 fois/an (1 fois avant et 1 fois après chaque campagne)
Suivi inclinométrique	2 fois/an (1 fois avant et 1 fois après chaque campagne) Suivi renforcé si état de vigilance ou de pré-alerte
Suivi du débit et de l'aspect trouble ou limpide de l'eau collectée par la poche drainante sur la risberme de la digue aval de Bourienne 1	1 fois/semaine
Contrôle d'intégrité et du bon état de fonctionnement des drains dans la conduite DN800	1 fois tous les 3 ans ou chaque fois que nécessaire, notamment en cas de doute émis à l'issue des mesures d'auscultation

ARTICLE 8.14.3. SÉCURITÉ***Article 8.14.3.1. Déclaration des accidents et incidents d'exploitation***

Tout incident grave ou accident mettant en cause ou susceptible de mettre en cause l'intégrité de l'environnement ou la sécurité des personnes ou des biens est déclaré dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées et à la préfecture.

Article 8.14.3.2. Dispositifs de pompage de sécurités du bassin B1

L'exploitant dispose en permanence d'équipements (pompes...) permettant une vidange du bassin avec un débit minimal de 600 m³/h.

Ces équipements dûment fonctionnels doivent permettre en cas d'anomalie particulière (évolution significative du débit de drainage, suintements évolutifs sur les talus, hausse significative d'eau sur les piézomètres se rapprochant du seuil de pré-alerte...) de baisser le niveau d'eau du bassin B1, voire de le vidanger. L'eau pompée du bassin B1 est évacuée en toute sécurité vers le bassin B2.

Ces équipements sont alimentés électriquement et disposent d'un mode d'alimentation de secours disponible et opérationnel dans un délai compatible avec les enjeux. Ces équipements font l'objet de maintenances périodiques et curatives suivant une cinétique appropriée compte tenu des enjeux.

Ces équipements font l'objet de tests réguliers (démarrage, pompage...) au moins une fois par an avant chaque début de campagne. Les tests sont enregistrés dans le registre visé à l'article 8.14.2.1.3. par l'opérateur qui l'a réalisée. L'exploitant dispose d'un stock de pièces critiques ou d'équipements de secours. L'ensemble des opérations de maintenance périodique et curative sont enregistrées. Les enregistrements sont tenus à disposition de l'inspection..

Ces équipements doivent pouvoir fonctionner in situ dans un délai compatible avec les risques.

L'exploitant assure régulièrement le bon état des installations de la station de pompage et des installations connexes (tuyauteries...). Les raccords des différentes installations fixes ou mobiles doivent être compatibles entre eux.

L'exploitant s'assure (convention signée par les 2 parties) auprès d'une société spécialisée de la mise à disposition d'un groupe électrogène pour alimenter électriquement le groupe de pompage ou son secours, en cas de défaut d'alimentation électrique du réseau. La mise à disposition de ce groupe électrogène et des éléments de raccordement compatibles avec les éléments de l'exploitant doit s'effectuer dans un délai maximal de 8 h.

Ce dispositif de secours est testé sur site avant la campagne betteravière de 2019 et avant chaque campagne betteravière.

Article 8.14.3.3. Accès aux bassins de stockage

L'accès aux ouvrages est exclusivement réservé au personnel de l'exploitant et aux tiers dûment mandatés par lui, sous sa responsabilité, pour les travaux d'entretien, d'exploitation et de surveillance.

Toutes dispositions sont prises pour prévenir le danger de noyade et l'intrusion de tiers sur le site.

L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes judicieusement placées.

Par ailleurs, l'exploitant met en place les moyens appropriés pour porter secours aux personnes en cas de chute.

Ces moyens comprennent notamment :

- des bouées, munies de toulines, disposées en nombre suffisant, installés en périphérie des bassins. Les toulines doivent avoir une longueur minimale de trente mètres ;
- un engin flottant avec rames.

Ce matériel, ou tout autre matériel d'une efficacité au moins équivalente, est toujours en état d'utilisation immédiate et dûment accessible en toute sécurité.

ARTICLE 8.14.4. MESURES À PRENDRE EN SITUATIONS PARTICULIÈRES

Article 8.14.4.1. Surveillance renforcée

En cas d'évolution défavorable d'un des paramètres de suivi des bassins ou d'atteinte d'un des seuils de vigilance définis à l'article 8.14.4.2, l'exploitant met en place une surveillance renforcée de ces bassins.

Cette surveillance est consignée dans le registre visé à l'article 8.14.2.1.3 par l'opérateur qui l'a réalisée.

Elle fait l'objet d'un compte rendu de visite par écrit comportant a minima :

- la description des désordres ayant conduits à une surveillance renforcée et leur situation sur un plan, accompagnée de photographies,
- la date, les conditions météorologiques, les conditions d'exploitation lors de la visite,
- les indices de mouvements en crête, sur les parements et en pied de remblai,
- les indices de percolation sur le parement et en pied de remblai.

L'exploitant informe l'inspection des installations classées du passage en surveillance renforcée.

Article 8.14.4.2. Seuils de vigilance

Les mesures à prendre en fonction des différents états d'alerte après constat sur le bassin B1, sont :

État	Seuil de déclenchement	Moyen de surveillance et actions particulières
État de veille		Mesures de surveillance/Instrumentation (relevés piézométriques, bornes topographiques, inclinomètres, débit de drainage) conformément aux dispositions du présent arrêté.
État de vigilance	<p>Constat d'un résultat anormal lors d'un contrôle sur un des 3 points de surveillance habituelle : piézomètres de digue, bornes topographiques ou eau en sortie du drain de la digue aval de B1.</p> <p>Évolution anormale des niveaux d'eau dans les piézomètres : - B1PZ04 à B1PZ06 (sur la risberme) - B1PZ14 à B1PZ16 (en crête de digue).</p> <p>Aspect visuel ou débit anormal de l'eau collectée par le drain de la digue aval de B1</p> <p>Mouvements anormaux des bornes topographiques dans les plans X, Y et Z</p>	<p>Organisation d'un nouveau contrôle dans les meilleurs délais afin de confirmer ou non le constat sur le(s) paramètre(s) impliqué(s).</p> <p>Si le résultat est confirmé, mise en place d'une surveillance renforcée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - surveillance visuelle journalière par un personnel qualifié de Cristal Union des digues et éléments de surveillance de B1 ; - contrôle journalier par un personnel qualifié de Cristal Union du niveau d'eau du bassin B1, des niveaux des 6 piézomètres, et de la qualité de l'eau en sortie de la poche drainante B1 ; - relevé toutes les semaines des bornes topographiques par un géomètre ; - relevé dans les meilleurs délais de la position des inclinomètres (INC B1 n°1 et n°2) par un personnel externe qualifié.

État	Seuil de déclenchement	Moyen de surveillance et actions particulières
État de pré-alerte	Évolution anormale d'au moins un des points de surveillance habituelle suite à la surveillance renforcée.	<p>Information des services de l'État dès atteinte de cet état.</p> <p>Information dans les meilleurs délais des collectivités situées en aval ainsi que des services de secours et de gendarmerie.</p> <p>Information dans les meilleurs délais des collectivités situées en aval ainsi que des services de secours et de gendarmerie.</p> <p>Surveillance régulière de l'ouvrage par les équipes de Cristal Union (relevé+ du niveau d'eau du bassin, des niveaux piézométriques et de l'aspect visuel de l'eau du drain B1).</p> <p>Début de vidange de l'eau stockée du bassin B1 vers B2 via l'activation du système de vidange rapide.</p> <p>Surveillance adaptée des bornes topographiques et des inclinomètres (INC B1 n°1 et n°2) par des sociétés spécialisées.</p> <p>Analyse de l'événement rencontré et rédaction d'un rapport, communiqué à l'inspection, précisant, le cas échéant, les mesures envisagées avant la remise en exploitation du bassin B1.</p>
État d'alerte	Évolution critique d'au moins un des points de surveillance habituelle suite à la surveillance renforcée.	<p>Avertissement dans les meilleurs délais des services de l'État dès atteinte de cet état.</p> <p>Activation de la cellule de crise Cristal Union.</p> <p>Information dans les meilleurs délais des collectivités situées en aval ainsi que des services de secours et de gendarmerie.</p> <p>Surveillance permanente par les équipes de surveillance de Cristal Union.</p> <p>Poursuite des opérations de vidange de B1 vers B2.</p> <p>Analyse de l'événement rencontré et rédaction d'un rapport, communiqué à l'inspection, précisant, le cas échéant, les mesures envisagées avant la remise en exploitation du bassin B1.</p>

Selon l'échéancier du Titre 12, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées une analyse de l'historique des données collectées sur les instruments de suivi des digues (inclinomètres, piézomètres, bornes topographiques, débit du drain et de la poche drainante) et propose des seuils de déclenchement pour chacun des différents états du tableau ci-dessus. Ces seuils doivent être précis et s'appuyer sur des éléments simples et factuels, établis notamment sur la base de l'étude hydraulique de rupture de la digue avale de B1 (rapport n°A

77236 version B de juin 2015 et note technique n°2015-1 vA de juin 2015) et son étude de stabilité (note technique n°2015-43 vA de novembre 2015).

À l'issue de cette étude, ces seuils sont intégrés dans le plan d'urgence imposé à l'article 7.4.8 et dans les consignes visées à l'article 8.14.2.1.2 du présent arrêté.

ARTICLE 8.14.5. FIN D'EXPLOITATION ET REMISE EN ÉTAT

En fin d'exploitation, les surfaces occupées par les bassins sont réaménagées en espaces naturels conformément à l'étude d'impact.

Les travaux de remise en état sont conduits dans les 2 ans qui suivent la fin de l'exploitation.

L'exploitant en informe le préfet dans les conditions énoncées à l'article R. 512-39.I du code de l'environnement, afin qu'une visite de récolement soit réalisée.

Selon l'échéancier du titre 12, l'exploitant adresse à l'inspection un dossier de fin d'exploitation du bassin TO.

ARTICLE 8.14.6. TRAVAUX SUR LES OUVRAGES

Tous travaux de construction ou de modification des ouvrages ainsi que tous travaux réalisés à proximité immédiate de ceux-ci doivent être conçus et suivis par un maître d'œuvre agréé par le ministère de l'environnement dans le domaine de la sécurité des ouvrages hydrauliques.

L'exploitant informe préalablement l'inspection des installations classées des travaux projetés.

CHAPITRE 8.15 Unité de méthanisation

ARTICLE 8.15.1. DESCRIPTION DE L'INSTALLATION

L'unité de méthanisation installée sur le site assure le pré-traitement des eaux industrielles avant épuration dans la STEP interne. Le méthaniseur permettra d'abattre la majorité de la DCO présente dans l'effluent à traiter provenant des bassins à eaux terreuses. Le réacteur est de type UASB (Upflow Anaerobic Sludge Blanket) permettant par sa conception de créer un ensemble de cellules de convection et un flux ascensionnel qui, associés avec le biogaz, provoquent la flottation de la nappe de boues granulaires. Ces boues granulaires nécessaires au fonctionnement de l'installation sont maintenues dans l'unité d'une campagne sur l'autre.

En partie basse, le réacteur dispose d'un système de distribution des eaux brutes alors qu'en partie haute, un séparateur (eau-boue-biogaz) coiffe le sommet du réacteur. Ce dernier permet la récupération du biogaz dans des goulottes inversées et de l'effluent traité par sur-verse.

Il n'y a pas de formation de digestat et de rejets d'eaux usées.

ARTICLE 8.15.2. CONCEPTION ET AMÉNAGEMENT GÉNÉRAUX DES INSTALLATIONS

Le méthaniseur et ses équipements annexes sont implantés sur la parcelle cadastrale ZE34 à proximité de la cour à betteraves sur une aire goudronnée permettant la collecte des eaux.

L'installation comprend un réacteur anaérobie en béton, une cuve d'effluent de 30 m³, une torchère pour le brûlage de biogaz, des canalisations d'effluents et de biogaz ainsi que divers équipements annexes (échangeur thermique, pompes...).

La distance entre l'unité de méthanisation et les habitations occupées par des tiers ne peut pas être inférieure à 50 m, à l'exception des logements occupés par des personnels de l'installation et des logements dont l'exploitant a la jouissance. Les équipements auront une hauteur réduite permettant leur intégration dans son environnement. Ils présenteront des caractéristiques proches de celles des équipements existants permettant une bonne intégration dans son environnement.

En tout état de cause, aucun logement ne peut être localisé dans une zone d'effet reprise à l'article « méthaniseur, canalisation de biogaz ».

L'unité de méthanisation n'est pas située dans le périmètre de protection rapproché d'un captage d'eau destinée à la consommation humaine.

L'unité de méthanisation est installée en dehors de la ZNIEFF (Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Floristique et Faunistique) la « Vallée du Dun ».

La cible externe la plus proche identifiée à proximité des installations de méthanisation est la route D70 à 300 m au sud-ouest.

ARTICLE 8.15.3. CONTRÔLE D'ACCÈS

L'installation est entourée d'une clôture d'une hauteur minimale de 2 m de manière à interdire tout accès non autorisé. L'accès aux installations est contrôlé dans le cadre de la surveillance et du gardiennage de l'établissement.

ARTICLE 8.15.4. CONDITIONS D'EXPLOITATION

L'installation sera utilisée en cours de campagne betteravière. Le fonctionnement sera piloté et contrôlé par un système numérique de contrôle-commande sous la supervision des équipes de production et de maintenance postées.

La capacité horaire, en mètre cube d'eau traitée est de 270 m³/h et le potentiel de biogaz produit est de 500 Nm³/h. Les matières traitées sont constituées uniquement des eaux industrielles de l'usine après décantation dans les bassins à terre de la sucrerie.

L'effluent traité par le méthaniseur est envoyé vers la station d'épuration et vers le bassin Bourienne B1 pour l'excédent ou en totalité en cas de dysfonctionnement de la STEP.

ARTICLE 8.15.5. FORMATION DU PERSONNEL

Avant le premier démarrage des installations, les salariés de l'établissement, y compris le personnel intérimaire, sont formés à la prévention des nuisances et des risques générés par le fonctionnement et la maintenance de l'installation, à la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et à la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Les formations appropriées pour satisfaire ces dispositions sont dispensées par des organismes ou des personnels compétents sélectionnés par l'exploitant. La formation initiale mentionnée à l'alinéa précédent est délivrée à toute nouvelle personne en charge de la conduite de l'installation. Elle est renouvelée selon une périodicité spécifiée par l'exploitant et validée par les organismes ou personnels compétents ayant effectué la formation initiale. Le contenu de cette formation peut être adapté pour prendre en compte notamment le retour d'expérience de l'exploitation des installations et ses éventuelles modifications.

À l'issue de chaque formation, les organismes ou personnels compétents établissent une attestation de formation précisant les coordonnées du formateur, la date de réalisation de la formation. Cette attestation est archivée dans le dossier du salarié au service du personnel.

Avant toute intervention, les prestataires extérieurs sont sensibilisés aux risques générés par leur intervention.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents attestant du respect des dispositions du présent article.

ARTICLE 8.15.6. CARACTÉRISATION DE L'EFFLUENT

L'effluent utilisé par le méthaniseur est une eau de process produite par la sucrerie qui a séjourné dans un bassin à terres. Cette eau débarrassée d'une partie de ses terres et grosses particules est réchauffée via un échangeur à plaques permettant d'optimiser la température des effluents à l'entrée du méthaniseur.

L'abattement de la DCO en sortie de méthaniseur est de l'ordre de 85 %.

ARTICLE 8.15.7. BIOGAZ

Le biogaz est transféré vers une chaudière mixte biogaz/gaz naturel d'une puissance thermique nominale de 7 MW via une tuyauterie réalisée en matériaux résistants ou protégés contre la corrosion ou brûlé à la torchère au démarrage de la campagne ou en cas de dysfonctionnement. Le cheminement de la conduite biogaz comporte une partie enterrée et une autre partie aérienne. La chaudière mixte produit de la vapeur pour le process en brûlant le biogaz produit. Elle peut également être alimentée avec du gaz naturel du réseau en cas de panne d'une des chaudières de la chaufferie principale afin de produire le complément de vapeur nécessaire au maintien d'une cadence minimale de l'usine (utilisation en secours).

L'installation est équipée d'un dispositif de mesure de la quantité de biogaz produit et de la quantité de biogaz valorisé ou détruit. Les quantités de biogaz mesurées et les résultats des vérifications sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Une maintenance interne est réalisée sur le débitmètre de l'installation.

ARTICLE 8.15.8. PHASE DE DÉMARRAGE

L'étanchéité du digesteur, de sa canalisation de biogaz et des équipements de protection est vérifiée avant le ou lors du démarrage et avant chaque redémarrage consécutif à une intervention susceptible de porter atteinte à leur étanchéité. L'exécution du contrôle et ses résultats sont consignés.

Lors du démarrage ou du redémarrage ainsi que lors de l'arrêt ou de la vidange de tout ou partie de l'installation, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter les risques de formation d'atmosphère explosive. Il établit une consigne spécifique pour ces phases d'exploitation. Cette consigne spécifie notamment les moyens de prévention additionnels, du point de vue du risque d'explosion, que l'exploitant met en œuvre pendant ces phases transitoires d'exploitation.

Pendant ces phases, toute opération ou intervention de nature à accentuer le risque d'explosion est interdite.

ARTICLE 8.15.9. PHASES D'EXPLOITATION ET D'ARRÊT

Durant la campagne, le méthaniseur est rempli d'effluent en cycle court pour produire le biogaz de manière continu.

En fin de campagne, le méthaniseur est maintenu en charge. La production de biogaz résiduelle suite à l'arrêt du réacteur sera brûlée dans la torchère.

ARTICLE 8.15.10. TORCHÈRE

La torchère est un organe de sécurité assurant le brûlage en cas d'impossibilité temporaire de la chaudière mixte de valorisation du biogaz, en phase de démarrage ou en phase transitoire du fonctionnement du méthaniseur. La torchère respecte les Meilleures Techniques Disponibles pour éliminer en toute sécurité le flux de biogaz. Elle est équipée d'un système d'allumage automatique, d'un thermocouple, d'un arrêt de flamme et d'un débitmètre en entrée.

ARTICLE 8.15.11. PRÉVENTION DES RISQUES**Repérage des tuyauteries**

Les différentes tuyauteries sont repérées par des couleurs normalisées suivant la réglementation en vigueur ou par des pictogrammes.

Tuyauteries, dispositifs d'ancrage

Les tuyauteries en contact avec le biogaz sont constituées de matériaux insensibles à la corrosion par les produits soufrés ou protégés contre cette corrosion.

Les dispositifs d'ancrage des équipements de stockage du biogaz, en particulier ceux utilisant des matériaux souples, sont conçus pour maintenir l'intégrité des équipements même en cas de défaillance de l'un de ces dispositifs.

Raccords des tuyauteries biogaz

Les raccords des tuyauteries de biogaz sont soudés lorsqu'ils sont positionnés dans un ou à proximité immédiate d'un local accueillant des personnes, autre que le local de combustion, d'épuration ou de compression. S'ils ne sont pas soudés, une détection de gaz avec report d'alarme en un lieu approprié, est mise en place dans le local.

Soupape de sécurité

Le réacteur est équipé d'une soupape de surpression de 30 mbars et d'une soupape de sous-pression de -5 mbars. La soupape de sécurité installée sur la tuyauterie en sortie méthaniseur est munie d'un dispositif d'anti-retour de flamme permettant de protéger le réacteur.

Trop plein

En cas de surpression supérieure à 50 mbars, un tuyau directement relié au mélange avec une hauteur d'eau de 50 cm permet d'évacuer le biogaz sans que ce dernier ne soulève le toit

ARTICLE 8.15.12. LUTTE CONTRE LE RISQUE D'INCENDIE ET D'EXPLOSION

Dans les parties de l'installation recensées comme pouvant présenter un risque d'explosion, ou présentant un risque d'incendie, tous les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation de ce risque ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un " permis de feu ". Ce permis, établi et visé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura expressément désignée, est délivré après analyse des risques correspondants et définition des mesures de prévention. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, ces documents doivent être cosignés par l'exploitant et le responsable de l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront expressément désignées.

L'exploitant identifie les zones présentant un risque de présence d'atmosphère explosive et utilise du matériel adapté à ces zones.

ARTICLE 8.15.13. LIMITATION DES NUISANCES

L'installation est conçue, équipée, construite et exploitée de manière que les émissions de toutes natures soient aussi réduites que possible, et cela tant au niveau du traitement du digestat et de la valorisation du biogaz.

ARTICLE 8.15.14. RISQUES DE FUITE DE BIOGAZ

Les locaux et dispositifs confinés font l'objet d'une ventilation efficace et d'un contrôle de la qualité de l'air portant a minima sur la détection de CH₄ et de H₂S avant toute intervention.

Les dispositifs assurant l'étanchéité des équipements susceptibles d'être à l'origine de dégagement gazeux font l'objet de vérifications régulières. Ces vérifications sont décrites dans un programme de maintenance que l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 8.15.15. PRÉVENTION DE LA POLLUTION DE L'AIR

Le rejet direct de biogaz dans l'air est interdit en fonctionnement normal. La torchère installée permet de détruire le biogaz en cas de dysfonctionnement.

ARTICLE 8.15.16. ODEURS

L'installation est conçue de manière à éviter toute émanation gazeuse pouvant être à l'origine d'une nuisance olfactive. Les effluents circulent en circuit fermé. Le bac et le réacteur sont entièrement capotés. Les eaux de ruissellement sont collectées vers le point bas de l'usine. Toute source de nuisance odorante est éliminée.

ARTICLE 8.15.17. TRAITEMENT DES EAUX DE RUISSellement OU FUITE D'EFFLUENT

Le méthaniseur et ses équipements annexes sont installés sur une surface imperméable qui permet de collecter les eaux de ruissellement en cas de fuite d'effluent. Ces eaux seront collectées au point bas de l'usine avant d'être transférées aux bassins de stockage.

Le rejet direct vers le fleuve LE DUN, des eaux polluées par l'effluent du méthaniseur, est interdit.

ARTICLE 8.15.18. GESTION DES DÉCHETS OU MATIÈRES ISSUS DE L'EXPLOITATION DE L'INSTALLATION

Le biogaz est transféré vers l'usine pour valorisation dans une chaudière de production de vapeur pour le process. L'exploitant met en œuvre toutes mesures de maîtrise des risques pour en assurer la sûreté des opérations.

ARTICLE 8.15.19. CONSIGNATION DES RÉSULTATS DE SURVEILLANCE

Toutes les analyses exigées dans le présent arrêté sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 8.15.20. CARACTÉRISTIQUES DU MÉTHANISEUR ET DES INSTALLATIONS CONNEXES

Les caractéristiques du méthaniseur et des installations connexes sont les suivantes :

Installation	But et caractéristiques des installations	
Méthaniseur de type UASB	Volume maximal des effluents (eau) à traiter	500 m ³ (débit maximal : 6 480 m ³ /j)
	Charge maximale de DCO en entrée	5 435 mg/L – 30 000 kg/j
	Taux minimal d'abattement de la DCO totale	85 % (DCO totale en sortie : 820 mg/L)
	Production maximale de biogaz	0,35 Nm ³ /j de CH ₄ /kg de DCO dégradée, soit une production de 8 925 Nm ³ /j de CH ₄ en nominal
	Production maximale de biogaz	11 900 Nm ³ /j ou 496 Nm ³ /h
Torchère H120 (inox) à flamme invisible	Production nominale de biogaz	11 900 Nm ³ /j
	Production moyenne de biogaz	± 500 Nm ³ /h
	Capacité de la torchère	600 Nm ³ /h
	Teneur en méthane	± 75 %
	Hauteur minimale par rapport au sol	7,5 m
	Température maximale à la sortie de la torchère	60°C

Prévention des risques d'incendie et d'explosion :

L'installation est conçue et aménagée de façon à réduire les risques d'incendie et d'explosion et à limiter toute propagation d'un sinistre. Elle est pourvue de moyens de secours contre l'incendie appropriés à la nature des activités.

En particulier, les installations doivent disposer a minima des mesures de maîtrises des risques suivantes :

Installation	Mesures de maîtrise des risques
Méthaniseur	Soupape de surpression (+ 30 mbars) et soupape de sous pression (-5 mbars). En cas de surpression supérieure à 50 mbars, un tuyau (trop-plein) directement relié au mélange avec une hauteur d'eau de 50 cm permet d'évacuer le biogaz sans que ce dernier soulève le toit.
	Surface ouverte suffisante du décanteur lamellaire pour évacuer les gaz non brûlés et surface suffisante du toit pour évacuer les surpressions accidentelles.
	Soupape de sécurité du méthaniseur équipée d'un dispositif anti-retour de flamme.
Installation	Mesures de maîtrise des risques
Torchère H120 et canalisation biogaz	Mesure de débit de biogaz générant une alarme
	Mesure de la pression du biogaz implantée en sortie du méthaniseur. La torchère disposera d'une auto régulation permettant de rejeter une pression suffisante de gaz pour réaliser une bonne combustion.

Installation	Mesures de maîtrise des risques
	Système d'allumage automatique de la torchère, d'un thermocouple, d'un arrêt de flamme, d'un débitmètre en entrée et d'une armoire électrique. Vanne de surpression/dépression sur la tuyauterie biogaz.
Retour de flamme sur équipements	La torchère est équipée d'un arrête flamme à l'aspiration.

CHAPITRE 8.16 Bassin des rejets accidentels

L'exploitant dispose d'un bassin « S3 » des rejets accidentels d'un volume minimal de 5 000 m³.

Ce bassin est revêtu d'une membrane constituée d'un matériau approprié compte tenu des liquides pouvant y être réceptionnés et d'une épaisseur suffisante.

Ce bassin recueille les rejets accidentels après leur passage dans la fosse « point bas » en aval de la sucrerie (coordonnées LAMBERT 93 : X : 544199.88 ; Y : 6970510.77 ; altitude : 52,09 m).

L'exploitant met en œuvre toute disposition pour assurer le bon état d'entretien du bassin des rejets accidentels et pour réaliser les essais nécessaires (enregistrement) pour garantir leur bon état de fonctionnement.

L'exploitant met en œuvre toute action (tournée opérateur régulière et à chaque fois que nécessaire) pour disposer d'un volume minimal de confinement de 5 000 m³.

Les eaux du bassin S3 peuvent être évacuées (après le contrôle du respect de leurs caractéristiques, au regard des dispositions du présent arrêté) vers les bassins « Bourienne 1 et 2 » ou vers la STEP.

CHAPITRE 8.17 Stockages et distribution de liquides inflammables

Les réservoirs de stockages des carburants visés au chapitre 8.9 du présent arrêté et les postes de distribution de carburants sont exploités conformément aux dispositions réglementaires et de façon à ne pas créer de risque particulier et de pollution pour le milieu récepteur.

CHAPITRE 8.18 Équipements sous pression

L'exploitant établit et tient à jour un état des équipements sous pression soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20/11/2017.

L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques.

CHAPITRE 8.19 Station d'épuration interne et installations d'épaississement et de stockage des boues d'épuration

ARTICLE 8.19.1. STATION D'ÉPURATION

La station d'épuration à boues activées comporte :

- 1 bassin d'aération « Forte charge » et un flottateur, au 1^{er} étage) ;
- 1 bassin d'aération « Faible charge » et un clarificateur au 2^{ème} étage ;
- 1 décanteur lamellaire au 3^{ème} étage.

Du personnel qualifié est désigné pour conduire l'installation et l'exploitant dispose d'une quantité suffisante de réactifs pour assurer en toutes circonstances un rendement optimal de l'installation.

ARTICLE 8.19.2. INSTALLATION D'ÉPAISSISSEMENT DES BOUES

L'installation d'épaississement des boues est implantée dans un bâtiment. Le procédé mis en œuvre permet de concentrer et chauler les boues de la STEP, tout en conservant des boues liquides pouvant être pompées et utilisées en épandage sur des parcelles agricoles dûment autorisées pour recevoir ces boues.

L'exploitant met en œuvre toute disposition (dosage des produits adaptés, réglages appropriés des équipements...) pour réduire les risques et les émissions olfactives. Les installations de stockage et de transferts de chlorure ferrique (2 x 25 m³) et de chaux vive (66 m³) sont exploitées (sécurité...) afin de réduire les risques.

Les opérations de lavage de la table d'égouttage sont menées avec de l'eau industrielle issue de la STEP. Les effluents de lavages sont traités avec les eaux industrielles.

ARTICLE 8.19.3. BASSINS DE STOCKAGE DES BOUES ÉPAISSIES

Les boues épaissies peuvent être stockées dans 2 bassins de stockage S1 et S2 d'une capacité unitaire de 8 000 m³ étanchéifiés par une géomembrane en PEHD. La géomembrane a une épaisseur appropriée aux conditions de stockage et de reprise des boues.

Chaque fond de bassin est doté d'une tranchée drainante sous géomembrane. Un puits de contrôle et de pompage dûment implantés permettent de s'assurer de l'absence de risque particulier. Chaque bassin est équipé d'un géosynthétique de drainage des eaux sous géomembrane.

L'exploitant met en œuvre toute disposition pour pérenniser l'état des bassins (pentes, géomembranes, géosynthétique, puits...) et met en œuvre toute opération de contrôle et toute action corrective pour atteindre cet objectif.

TITRE 9 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

CHAPITRE 9.1 Programme d'autosurveillance

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'autosurveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en termes de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'autosurveillance.

CHAPITRE 9.2 Modalités d'exercice et contenu de l'autosurveillance

ARTICLE 9.2.1. AUTOSURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ATMOSPHÉRIQUES

Les mesures sont effectuées selon les normes en vigueur dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.

L'exploitant met en œuvre une organisation pour respecter la périodicité des surveillances en interne et par un organisme agréé des paramètres du tableau suivant liés aux rejets atmosphériques aux conduits n° 1 à 8 :

	Conduit n°1 (chaudières)		Conduit n° 2 (four à chaux)		Conduit n° 3 (condenseur des buées de la carbonatation)		Conduit n°8 (four de déshydratation)		Conduit n°9 (chaudière mixte biogaz / gaz naturel)		Conduits n° 4 à 7 « dépoussiéreurs »	
	Fréquence de l'autosurveillance		Fréquence de l'autosurveillance		Fréquence de l'autosurveillance		Fréquence de l'autosurveillance		Fréquence de l'autosurveillance		Fréquence de l'autosurveillance	
Paramètres	En interne	Par un organisme agréé	En interne	Par un organisme agréé	En interne	Par un organisme agréé	En interne	Par un organisme agréé	En interne	Par un organism e agréé	En interne	Par un organisme agréé
Débit, température, teneur en oxygène, pression et teneur en vapeur d'eau dans les gaz résiduels	C	A	C	A	C	A	/	A	/	/	/	/
Poussières	/	A	/	A	/	A	/	A	/	/	/	A
SO ₂	/	A	/	A	/	A	/	A	/	A*	/	/
Oxydes d'azotes	/	A	/	A	/	A	/	A	/	A*	/	/

(en NO ₂)												
CO	/	A	/	A	/	A	/	A	/	A*	/	/
HAP	/	A	/	A	/	A	/	/	/	A*	/	/
COVNM	/	A	/	A	/	A	/	/	/	A*	/	/
Cd, Hg, Tl et leurs composés	/	A	/	A	/	A	/	/	/	A*	/	/
As, Se, Te et leurs composés	/	A	/	A	/	A	/	/	/	A*	/	/
Pb et ses composés	/	A	/	A	/	A	/	/	/	A*	/	/
Sb, Cr, Co, Cu, Sn, Mn, V, Zn et leurs composés	/	A	/	A	/	A	/	/	/	A*	/	/
Hg	/	A	/	A	/	A	/	/	/	A*	/	/
Cd et Tl	/	/	/	/	/	/	/	/	/	A*	/	/
As, Sb, Pb, Co, Cu, Mn, Ni, V	/	/	/	/	/	/	/	/	/	A*	/	/

Notas :

C : continue, A : annuelle

* : sur une période de 4 ans, 3 contrôles quand la chaudière mixte fonctionne au biogaz et un contrôle quand la chaudière mixte fonctionne au gaz naturel

Les mesures à réaliser dans le tableau ci-avant sont enregistrées (en continu ou suivant les autres périodicités). Les résultats sont tenus à la disposition des installations classées.

Four à chaux :

L'exploitant met en œuvre une surveillance permanente pour stabiliser les paramètres critiques du procédé, à savoir le mélange homogène et optimal des pierres à chaux/coke ou anthracite, l'alimentation en combustible, leur dosage régulier et l'excès d'oxygène.

Condenseur des buées de la carbonation :

L'exploitant met en œuvre toute disposition pour mettre en corrélation la production du CO₂ dans le four à chaux avec les besoins en CO₂ des installations de carbonatation.

Pour atteindre cet objectif, l'exploitant met en œuvre une conduite centralisée permettant de piloter les entrées des matières premières/combustibles et le rendement du four à chaux.

ARTICLE 9.2.2. AUTO SURVEILLANCE DES PRÉLÈVEMENTS D'EAU

Les installations de prélèvement d'eaux de toutes origines sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement en période de campagne et de façon hebdomadaire lors de la période d'inter-campagne. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé.

ARTICLE 9.2.3. AUTO SURVEILLANCE DES EAUX

Les mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.

Article 9.2.3.1. Auto surveillance des effluents industriels traités et rejetés dans le DUN

L'exploitant met en place un programme de surveillance des rejets. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais et portent sur des prélèvements représentatifs moyens d'une durée de 24 h suivant le tableau ci-dessous :

Paramètre	Fréquence de l'autosurveillance par l'exploitant
Débit	Continue
pH	Journalière
Température	Journalière
DCO	Journalière
DBO ₅	2 fois par semaine
MES	Journalière
NH ₄	Journalière
NO ₃	Hebdomadaire
N Global	Hebdomadaire
P total	Hebdomadaire
Hydrocarbures totaux	Annuelle

Les analyses des paramètres DCO, DBO₅, MES, NH₄, NO₃, N Global, P total sont opérées et effectuées à partir d'un prélèvement représentatif moyen sur 24h.

ARTICLE 9.2.4 AUTO SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES AU DROIT DE BASSINS

Des prélèvements et analyses d'eau sont effectués sur l'ensemble des piézomètres de nappe, situés à l'amont et à l'aval hydraulique des bassins de stockage. Les piézomètres sont repérés, entretenus, protégés des heurts de véhicules. Leurs orifices sont munis d'un capot de protection cadenassé. Ils sont reportés sur tout plan à une échelle appropriée.

Le prélèvement d'échantillons est précédé d'un pompage d'exhaure suffisant pour assurer la représentativité des eaux prélevées par rapport à la nappe. La fréquence des prélèvements peut être revue en fonction des résultats d'analyses sur les piézomètres.

Les paramètres suivis et les fréquences d'analyses des eaux prélevées aux piézomètres de nappe sont définis dans le tableau suivant :

Paramètres	Fréquence révisée
Analyses physico-chimiques	2 fois/par an avant et après campagne betteravière
PH	
Conductivité	
Composés azotés	
Ammonium NH ₄	
Azote Kjeldahl NTK	

Paramètres	Fréquence révisée
Nitrites NO ₂	
Nitrates NO ₃	
Composés phosphorés	
Orthophosphates PO ₄	
Phosphore Total	
Autres	
Sodium Na	
Potassium K	
Chlorures Cl	
Sulfates SO ₄	
Hydrogénocarbonates HCO ₃	

Les prélèvements et analyses sont réalisés par un organisme agréé aux frais de l'exploitant. Les Valeurs Limites sont celles fixées dans les arrêtés ministériels du 11 janvier 2007 et du 17 décembre 2008.

L'exploitant procède à une interprétation des résultats obtenus :

- comparaison amont / aval en précisant le sens d'écoulement de la nappe ;
- évolution des résultats par rapport aux années précédentes ;
- comparaison des résultats avec les valeurs de référence des arrêtés ministériels des 17/12/08 et 01/01/07 ...).

L'exploitant informe l'inspection des installations classées en cas d'anomalie ou de pollution suite aux résultats des analyses précédemment cités. En cas d'anomalie détectée sur les résultats de mesures, l'exploitant propose un suivi renforcé et des mesures pour déterminer l'origine de la pollution et en réduire les effets.

Les résultats et leur interprétation sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 9.2.4. SURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES

Les rapports sont à disposition de l'inspection. En cas de dépassement de seuil et/ou d'émergence sonores l'exploitant doit proposer des actions correctives (suivant un échéancier).

L'inspection peut demander des contrôles supplémentaires. Les frais sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 9.2.5. SURVEILLANCE DES ODEURS

L'inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, mesure de niveau d'odeur. Les frais occasionnés sont à la charge de l'exploitant.

CHAPITRE 9.3 Suivi, interprétation et diffusion des résultats

ARTICLE 9.3.1. ACTIONS CORRECTIVES

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du chapitre 9.2, notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

En particulier, lorsque la surveillance environnementale sur les eaux souterraines ou les sols fait apparaître une dérive par rapport à l'état initial de l'environnement, soit réalisé en application de l'article R. 512-8 II 1° du code de l'environnement, soit reconstitué aux fins d'interprétation des résultats de surveillance, l'exploitant met en

œuvre les actions de réduction complémentaires des émissions appropriées et met en œuvre, le cas échéant, un plan de gestion visant à rétablir la compatibilité entre les milieux impactés et leurs usages.

ARTICLE 9.3.2. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RÉSULTATS DE L'AUTO SURVEILLANCE

Les résultats de l'auto surveillance des rejets en eau, des eaux souterraines et du suivi des légionelles sont transmis par l'exploitant par le biais du réseau Internet, appelé GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Auto surveillance Fréquentes).

ARTICLE 9.3.3. TRANSMISSION DES RÉSULTATS DE L'AUTO SURVEILLANCE DES DÉCHETS

Les justificatifs visés à l'article 5.1.7 doivent être conservés suivant l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.

ARTICLE 9.3.4. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RÉSULTATS DES MESURES DE NIVEAUX SONORES

Les résultats des mesures réalisées sont à la disposition de l'administration.

CHAPITRE 9.4 Bilans périodiques

ARTICLE 9.4.1. BILANS ET RAPPORTS ANNUELS

La déclaration GEREP constitue le bilan environnemental annuel.

ARTICLE 9.4.2. BILAN QUADRIENNAL

L'exploitant adresse au préfet, tous les quatre ans, un dossier faisant le bilan matière portant sur l'ensemble des métaux lourds émis dans l'environnement par les rejets liquides, gazeux ou dans les produits et co-produits:

ARTICLE 9.4.3. SURVEILLANCE PÉRIODIQUE DU SOL ET DES EAUX SOUTERRAINES

La surveillance des eaux souterraines est réalisée actuellement au niveau des bassins par le suivi des piézomètres de nappe. La surveillance périodique du sol et des eaux souterraines sera reprécisée suite à la réalisation du rapport de base.

TITRE 10 - EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE, LUTTE CONTRE LES GAZ À EFFET DE SERRE, DES POLLUTIONS LUMINEUSES ET DES PERTES D'UTILITÉS

ARTICLE 10.1.1. GÉNÉRALITÉS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à assurer la meilleure efficacité énergétique, et notamment par la mise en œuvre de technologies contribuant aux économies d'énergie et à la réduction des émissions des gaz à effet de serre.

ARTICLE 10.1.2. EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

L'usine CRISTAL UNION de Fontaine Le Dun est certifié ISO 50 001. Dans ce cadre, la performance énergétique de l'établissement est mesurée puis analysée chaque année pour rechercher les pistes d'améliorations. Des audits ISO 50 001 sont réalisés tous les 3 ans par un organisme de certification.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments sur l'optimisation de l'efficacité énergétique de ses installations. À ce titre, une analyse des consommations par poste énergétique : électricité, gaz naturel, fuel domestique,... est réalisée. La consommation est ensuite rapportée à une unité représentative de l'activité de l'établissement, et fait l'objet d'un bilan annuel dans le cadre de la revue énergétique effectuée conformément aux exigences de l'ISO 50 001. Un plan d'actions de réduction est élaboré en fonction des potentialités d'optimisation.

ARTICLE 10.1.3. GAZ À EFFET DE SERRE (SANS OBJET)

ARTICLE 10.1.4. ÉCONOMIES D'ÉNERGIE EN PÉRIODE NOCTURNE ET PRÉVENTION DES POLLUTIONS LUMINEUSES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans l'achat, l'exploitation et l'entretien de ses installations afin de supprimer, sinon réduire, l'impact de l'éclairage sur la consommation d'énergie, sur la préservation de la santé humaine et sur celle des écosystèmes.

À cet effet, l'utilisation nocturne de sources lumineuses est interdite, sauf à justifier d'obligations motivées par la sécurité publique ou du personnel, ou par la lutte contre la malveillance.

Lorsque l'utilisation de sources lumineuses ne peut être évitée, elle doit être adaptée aux nécessités réelles. En particulier :

- l'éclairage est assuré par des lampes et luminaires "éco-performants" et la signalisation par des dispositifs rétro réfléchissants, lorsque cela ne remet pas en cause la sécurité des travailleurs. L'utilisation de déflecteurs "abat-jour" diffusant la lumière vers le bas doit permettre de réduire la lumière émise en direction des zones d'habitat et des intérêts naturels à protéger ;
- des dispositifs d'obturation (stores ou volets) équiperont les ouvertures des locaux devant rester éclairés ;
- s'agissant de la lutte contre la malveillance, préférence sera donnée à l'allumage des sources lumineuses asservi à des minuteries et/ou à des systèmes de détection de présence, ceci afin d'éviter l'éclairage permanent du site.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant de l'application de ces prescriptions.

ARTICLE 10.1.5. RÉDUCTION DES PERTES SUR CERTAINES INSTALLATIONS

ARTICLE 10.1.5.1. RÉSEAUX D'EAUX

Selon l'échéancier du titre 12, l'exploitant réalise un contrôle d'étanchéité de l'ensemble des tuyauteries de transfert des eaux potables/forages, des eaux industrielles, pluviales susceptibles d'être polluées et

vannes et met en œuvre les actions correctives nécessaires. Les rapports liés à ces actions sont tenus à la disposition des installations classées.

ARTICLE 10.1.5.2. RÉSEAUX D'AIR

Selon l'échéancier du titre 12, l'exploitant procède à un contrôle d'étanchéité des réseaux d'air comprimé (des compresseurs jusqu'aux utilisateurs) et met en œuvre les (éventuelles) actions correctives. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant de l'application de ces prescriptions. Ces contrôles sont effectués à une périodicité adaptée et à chaque fois que nécessaire ;

L'exploitant remplacera chaque fois que nécessaire le matériel en fin de vie par des compresseurs à vitesse variable.

TITRE 11 - RÉEXAMEN PERIODIQUE ET RAPPORT DE BASE

ARTICLE 11.1.1. RÉEXAMEN PERIODIQUE DES CONDITIONS D'EXPLOITER

En vue du réexamen prévu au I de l'article R.515-70 du code de l'environnement, l'exploitant adresse à Madame la Préfète les informations nécessaires, mentionnées à l'article L.515-29 de ce même code, sous la forme d'un dossier de réexamen des conditions d'exploiter **dans les 12 mois** qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD).

Le dossier de réexamen qui porte sur l'ensemble des installations ou équipements du site visés à l'article R. 515-58 du code de l'environnement comporte :

- 1° Des compléments et éléments d'actualisation du dossier de demande d'autorisation initial portant sur :
- les mentions des procédés de fabrication, des matières utilisées et des produits fabriqués ;
 - les cartes et plans ;
 - l'analyse des effets de l'installation sur l'environnement ;
 - les compléments à l'étude d'impact portant sur les meilleures techniques disponibles prévus au 1° du I de l'article R. 519-59 du code de l'environnement accompagnés, le cas échéant, de l'évaluation prévue au I de l'article R. 515-68 de ce même code.
- 2° L'analyse du fonctionnement depuis le dernier réexamen ou, le cas échéant, sur les dix dernières années, comprenant a minima :
- une démonstration de la conformité aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation ou à la réglementation en vigueur, notamment quant au respect des valeurs limites d'émission ;
 - une synthèse des résultats de la surveillance et du fonctionnement :
 1. l'évolution des flux des principaux polluants et de la gestion des déchets ;
 2. la surveillance périodique du sol et des eaux souterraines prévue au e de l'article R. 515-60 du code de l'environnement ;
 3. 1 résumé des accidents et incidents qui ont pu porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;
 - la description des investissements réalisés en matière de surveillance, de prévention et de réduction des pollutions.

ARTICLE 11.1.2. RAPPORT DE BASE

L'exploitant transmet à Madame la Préfète, au plus tard lors de la transmission du dossier de réexamen des conditions d'autorisation d'exploiter de l'établissement défini à l'article 9.4.4 du présent arrêté :

- un rapport de base contenant les informations nécessaires pour comparer l'état de pollution du sol et des eaux souterraines avec l'état du site d'exploitation lors de la mise à l'arrêt définitif de l'installation ;
- ou un mémoire justificatif explicitant les raisons qui conduisent l'exploitant à ne pas proposer un rapport de base, au regard des conditions définies au point 3 du I de l'article R. 515-59 du code de l'environnement.

Le rapport de base comprend a minima :

- a) des informations relatives à l'utilisation actuelle et, si elles existent, aux utilisations précédentes du site ;
- b) les informations disponibles sur les mesures de pollution du sol et des eaux souterraines à l'époque de l'établissement du rapport de base ou, à défaut, les informations relatives à de nouvelles mesures de pollution du sol et des eaux souterraines eu égard à l'éventualité d'une telle pollution par les substances ou mélanges dangereux pertinents mentionnés à l'article 3 du règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges.

Ce rapport peut être établi conformément au guide méthodologique en vigueur à la date de réalisation

TITRE 12 - ÉCHÉANCIER

Article de l'arrêté préfectoral	Types de mesures à prendre	Délai maximal, à compter de la notification de l'arrêté préfectoral
04/01/01	Prélèvement maximal annuel de 30 000 m ³ d'eau de forage	Fin 2020
	Prélèvement maximal annuel de 3 000 m ³ d'eau de forage, sauf contraintes réglementaires ou d'hygiène sur la qualité de l'eau nécessaire à l'exploitant	Fin 2025
6.2.1.2	Contrôle des émissions sonores	Fin 2018, puis tous les 3 ans
8.1.1	Contrôle du vieillissement des silos	Fin 2020, puis une fois tous les 10 ans
8.13	Mise en sécurité des installations sécheurs de la ligne 1	Fin août 2019
	Dépose, évacuation des installations sécheurs de la ligne 1	Fin 2022
8.14	Clôture et accès	Fin 2020
8.14.4.2	Étude visant à définir de façon précise et objective les seuils de déclenchement pour chacun des différents états du tableau au 8.14.4.2	3 mois
10.1.5.1	Contrôle de l'étanchéité des réseaux d'eau et mise en œuvre des actions correctives	Fin 2019 pour les réseaux d'eau potable et forage - Fin 2020 pour les réseaux d'eaux industrielles Fin 2022 pour les réseaux d'eaux pluviales susceptibles d'être polluées
10.1.5.2	Contrôle de l'étanchéité des réseaux d'air et mise en œuvre des actions correctives	Fin 2019